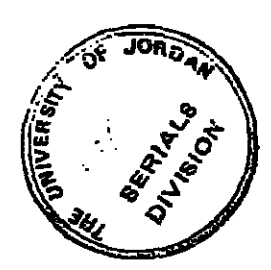


هكذا من الاصل

La Miroir n. 1001 26 septembre 1991 31

# Supplément Radio-Télévision Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15  
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14510 - 6 F  
DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 1991  
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Ambiguïtés franco-allemandes

Il y a en politique des erreurs, même passagères, qui colent durablement à la peau. Ainsi de l'incrédulité affichée par M. Mitterrand pendant ces quelques mois de 1989 où se dessinait la perspective d'une unification des deux Allemagnes. L'opposition française fait remonter à ce moment d'hésitation le début de son désaccord avec le président en matière de politique étrangère : cela relève du débat politique normal.

Puis grave serait, en revanche, que l'Allemagne s'appuie sur la référence à cette période pour s'absoudre de tous les péchés et récuser a priori toute objection française à une politique plus nationaliste qu'euro-péenne. C'est bien ce qui était en passe de se produire et à quoi M. Mitterrand, lors du voyage qu'il vient d'effectuer en Allemagne orientale, a voulu mettre un terme.

L'ALLEMAGNE et la France ont actuellement des décisions à prendre à propos de l'union monétaire, de la sécurité de l'Europe ou de sa politique à l'Est. Leurs intérêts ne sont pas forcément semblables, mais ce n'est pas plus nouveau que la capacité des deux pays à surmonter leurs conflits d'intérêt pour relancer la dynamique communautaire.

La nouveauté, c'était l'impression ressentie par Paris que les Allemands commencent à ne plus tenir l'entente avec la France pour une obligation absolue, mais pour une entrave insupportable à des aspirations de caractère nationaliste. Un ensemble d'indices ont contribué ces derniers temps à nourrir cette crainte : cela va des tergiversations allemandes à propos de l'union monétaire à l'absence de concertation sur la crise yougoslave ou à la démagogie de certains discours en direction d'une Europe centrale qui fut autrefois considérée par l'Allemagne comme son arrière-cour.

Quant à la campagne critique dont M. Mitterrand faisait l'objet dans une partie de la presse allemande, elle n'engageait certes que les journalistes, mais les dirigeants ne s'empêchaient pas de lui opposer de ferme démenti.

CELA fut fait dans une large mesure lors de la visite du président français en Allemagne, tant par la réaffirmation par les deux parties des objectifs communautaires (la conclusion de nouveaux traités entre les Douze lors du sommet européen de décembre) que par une démarche conjointe, à défaut d'être efficace, à propos de la Yougoslavie.

Dans la dégradation des relations franco-allemandes, qui viennent ainsi d'être renforcées, la France avait aussi sa part de responsabilité : M. Helmut Kohl pouvait ainsi regretter que le chef de l'Etat français n'ait pas renoncé assez vite à certaines rigidités mentales relatives à la préservation de l'Etat fédéral, comme il vient tardivement de le faire. Le récent changement de ton de M. Mitterrand à propos des relations futures des pays d'Europe centrale avec la CEE fait également droit aux convictions allemandes selon lesquelles on ne peut plus prôner l'approfondissement de la Communauté sans promouvoir aussi d'étudier son élargissement.

Encore fallait-il que l'on cesse de laisser entendre que ces deux projets sont radicalement antinomiques. C'est, au moins officiellement, ce qui vient d'être fait.

Lire page 4 l'article de CLAUDE TRÉAN

M0146 - 0923 0 - 6.00 F

## La guerre civile en Yougoslavie

- L'offensive serbe se poursuit en Croatie et menace la Bosnie
- Le Conseil de sécurité de l'ONU est divisé sur une intervention

D'importants mouvements de troupes ont été signalés vendredi en plusieurs régions de Bosnie-Herzégovine. Les autorités bosniaques ont exigé le retrait de ces unités fédérales et décrété la mobilisation de leur défense territoriale. La colonne blindée de l'armée yougoslave entrée vendredi en Croatie s'est scindée en trois autour des villes de Vukovar, Osijek

et Vinkovci. Le président croate, M. Tudjman, a proposé à Belgrade de mettre fin au blocus des casernes fédérales en échange d'un arrêt des opérations. Il n'avait apparemment reçu aucune réponse samedi en fin de matinée. Aux Nations unies, les « consultations préliminaires » ont mis en lumière les divisions au sein du Conseil de sécurité.

## La « bataille des casernes »

ZAGREB.  
de notre envoyé spécial.  
Un coup de pied négligent, et la casquette d'officier de l'armée yougoslave fait un vol plané avant d'atterrir sur un tas de gravats où traîne déjà le drapeau de la Yougoslavie.

L'une des casernes de Varazdin, ville de cinquante mille habitants, à soixante-dix kilomètres

au nord de Zagreb, avait été prise jeudi par les forces croates. Vendredi 20 septembre, elles y ont fait le ménage. Au-dessus du poste de garde, deux drapeaux croates flottent fièrement, tandis que, accrochés à des tubes de métal et à des manches à balai, des drapeaux blancs taillés dans des draps pendent encore aux fenêtres du bâtiment principal, dont les murs sont grêlés d'im-

pacts. Une horloge traîne à terre ; ses aiguilles indiquent l'heure à laquelle elle s'est arrêtée : 11 h 30. C'est à midi - vingt-quatre heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu - que, selon les combattants croates qui ont pris la place des militaires fédéraux, ceux-ci se sont finalement rendus.

YVES HELLER  
Lire la suite page 3



## La France, le sol et le sang

Dans son article sur l'immigration, M. Giscard d'Estaing a remis en question l'un des fondements du droit de la nationalité

par Robert Solé

M. Giscard d'Estaing ne s'est pas fait prier pour au cours d'une émission de radio. Il n'a pas laissé échapper une petite phrase imprudente au cours d'un banquet. C'est par une intervention calculée, aux termes soigneusement pesés, que l'ancien président de la République fait, dans le *Pigaro-Magazine*, une sortie fracassante sur l'immigration.

Tactiquement, cela peut s'expliquer, compte tenu de la xénophobie d'une partie croissante de l'opinion française et des batailles d'influence à droite. Mais pourquoi avoir concentré le tir sur le code de la nationalité ?

On peut y voir deux raisons. D'abord, c'est un sujet qui touche à plusieurs thèmes sensibles : l'identité nationale, les enfants, la démographie, l'égalité des droits entre Français et étrangers ou les séquelles de la

colonisation. Comme le mot « invasion », l'expression « droit du sang » est chargée de nombreuses connotations. C'est aussi un sujet que les socialistes ont dangereusement négligé, donnant l'impression d'ignorer les propositions de la commission des « aspects » (nommée, il est vrai, par M. Chirac lorsqu'il était premier ministre au temps de la cohabitation).

Lire la suite et l'article de PHILIPPE BERNARD, page 8

## Paris renoue prudemment avec Pretoria

M. Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, achève lundi 23 une visite de quatre jours à Pretoria. En plaçant la reprise du dialogue avec l'Afrique du Sud sur le terrain économique, le gouvernement renoue prudemment avec le pays de l'apartheid finissant. Mais l'embargo sur les importations de charbon ne sera levé qu'à la fin de l'année.

Lire page 19 l'article d'ERIC FORTINORIO

## La mort d'un bagne fantôme

Le « monroir » secret de Tazmamart, où croussaient des détenus politiques marocains, a été évacué et rasé

RABAT  
de notre envoyé spécial

Tazmamart, mot-tabou. C'est en mai dernier, lors de son premier congrès, que l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) avait évoqué, pour la première fois en public, l'existence de ce bagne, où avaient été relégués une soixantaine de militaires, condamnés pour leur participation à une tentative de putsch, à Skhirat, en juillet 1971, ou à l'attaque contre l'avion royal, en août 1972. Saïssie au début de l'année de ce « douloureux dossier » par les familles des victimes, l'OMDH avait ainsi osé mettre le pied dans le « jardin secret » de Hassan II, adressant même à son premier ministre une lettre demeurée sans réponse.

Situé dans le Haut Atlas, à proximité de Rich, le bagne de Tazmamart était fait de cachots souterrains, où étaient confinés, dans des conditions atroces et dégradantes, ces militaires perdus. « On vit comme des chauves-souris », avait écrit, en octobre 1990, l'un de ces emmurés vivants dans un message parvenu aux siens.

Rejoints par les trois frères Boureghat, de nationalité française, qui avaient eu des débuts avec la police, les « pensionnaires » du bagne, qui avaient,

pour la majorité, purgé leur peine, ne voyaient pas le bon de leur épreuve. Une trentaine sont ainsi morts à petit feu, de maladies, d'épuisement ou de folie. L'un d'eux, avant de se suicider en juin 1990, avait déclaré à ses voisins de cellule : « La seule façon de quitter Tazmamart, c'est de mourir... » Il en restait encore une trentaine, qui auraient été, selon des sources locales dignes de foi, transférés dans des établissements pénitentiaires à Kénitra et à Meknès, où ils pourraient être « remis en forme » en vue d'une prochaine libération.

Un seul détenu, M'Barek Touil, ancien lieutenant de l'armée de l'air, condamné à vingt ans de prison, bénéficiait, semble-t-il, d'un « régime de faveur », que lui valait le fait d'avoir pour épouse une ressortissante américaine. Ce n'est donc peut-être pas un hasard si la rumeur de la destruction du bagne de Tazmamart devient réalité à quelques jours seulement du voyage officiel de Hassan II aux Etats-Unis. De passage à Rabat en août, M. James Baker, aurait insisté auprès de ses interlocuteurs marocains sur le prix que son pays attachait au règlement rapide de cette affaire.

JACQUES DE BARRIN  
Lire la suite page 7

A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle. Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

**CRÉDIT FONCIER**  
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

## DC-10 d'UTA : la piste libyenne

L'enquête sur l'attentat qui avait coûté la mort à 170 personnes s'oriente vers les dirigeants libyens. page 22

## Le cabinet de M. Mitterrand

Plusieurs changements pour améliorer la communication. page 9

## La situation dans le Caucase

L'Arménie se prononce pour l'indépendance et M. Eitsine se rend dans la région. page 4

## « Le grand jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy invité dimanche à 18 h 30.

## HEURES LOCALES

- La Venise verte menacée
- L'aide aux personnes âgées dépendantes
- Amiens s'expose
- Temple au Cap-d'Agde
- La RATP réhabilite la station de métro « Tick-art » à Lyon
- Le grand espoir des petites villes

pages 15 à 17  
Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 760 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Australie-Pacifique, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 85 dr ; Irlande, 220 DH ; Italie, 1,20 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,50 SFR ; USA (NY), 2 \$ ; USA (other), 2,50 \$.





## ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : alors que les autorités croates lancent un appel à la mobilisation générale

# Les mouvements de l'armée fédérale s'étendent à la Bosnie-Herzégovine

L'armée fédérale yougoslave a lancé vendredi 20 septembre une attaque sur trois fronts contre la Croatie, tandis que la Bosnie-Herzégovine déclarait la mobilisation de sa défense territoriale.

Une colonne de sept cents blindés, canons antitancs et véhicules de transport de troupes, s'est scindée en trois pour encercler les villes de Vukovar, Osijek et Vinkovci, dans l'est de la Croatie. C'est la plus importante concentration de

troupes yougoslaves depuis le début du conflit en Croatie. Les autorités de cette République ont lancé un appel à la mobilisation générale dans la partie orientale de la Croatie.

Le président croate, M. Franjo Tudjman, a proposé vendredi soir au ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, de mettre fin au blocus des casernes fédérales en Croatie en échange de la suspension des opérations militaires de l'armée yougos-

lave. M. Tudjman demandait une réponse avant vendredi à minuit.

Dans la soirée, des navires de guerre yougoslaves ont bombardé le port de Split, en Croatie.

Une douzaine de projectiles ont atteint le port. D'autres combats ont eu lieu autour d'un hôpital militaire attaqué par les forces croates à Split, selon l'agence Tanjug.

D'importants mouvements de troupes ont aussi été signalés en différents points de la République de Bosnie-Herzégovine,

où des barricades ont été dressées sur les routes pour empêcher les troupes fédérales de pénétrer en Croatie. La République de Bosnie-Herzégovine, peuplée d'un mélange explosif de Serbes, de Croates et de musulmans, a mobilisé sa défense territoriale et annoncé l'envoi d'une mission à Belgrade pour exiger que les unités fédérales «quittent le territoire bosniaque par la route qu'elles ont empruntée pour venir». Pour le vice-premier ministre bosniaque, M. Mahmet Cabajic, les manœuvres de l'armée yougoslave constituent

une «lente occupation» de la Bosnie-Herzégovine. «C'est le début potentiel d'un conflit terrible et très sanglant» dans cette République, a-t-il averti.

Pour sa part, le président de la fédération yougoslave, le croate Stipe Mesić, a appelé les soldats et officiers de l'armée fédérale à désobéir et à désertir. En Serbie même, une première série de manifestations contre la guerre en Croatie a eu lieu vendredi dans la province septentrionale de Voïvodine. - (Reuter, AFP)

Aux Nations unies

## Les «consultations préliminaires» révèlent les divisions au sein du Conseil de sécurité

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Pour la première fois depuis le début de la crise yougoslave, les cinq membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies, sollicités par les Douze, en ont débattu vendredi 20 septembre. Selon des participants, la réunion s'est «mal déroulée».

Ces diplomates soulignent que la Chine s'est montrée pour le moins «très réticente», et que l'Union soviétique, «évidemment inquiète», a proposé que le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, fasse appel à toutes les parties en Yougoslavie et se rende sur place. Les Britanniques ont demandé, avec beaucoup de circonspection, que les consultations continuent. Quant aux États-Unis, ils «se contentent de suivre les débats».

Convoqué vendredi pour envisager la succession du secrétaire général, le Conseil de sécurité - que préside la France en septembre - a de nouveau évoqué la Yougoslavie. «Si on devait voter ce soir, l'idée française de l'envoi d'une force d'interposition ne recueillerait que deux, peut-être trois voix favorables», observait un diplomate.

Le représentant de la Roumanie a déclaré quant à lui qu'il est hors de question pour l'ONU d'intervenir en Yougoslavie; celui de l'Inde a ajouté: «On n'est pas là pour innover». L'Inde s'est fortement opposée à toute décision du Conseil pour des raisons de principe, de même que la Chine, membre permanent. L'Équateur et Cuba. Ni les trois membres africains du conseil, ni le Yémen ne se sont prononcés. Les diplomates français insistent sur le fait que pour le moment les pourparlers ne

sont que des «consultations préliminaires». C'est le Canada qui avait déposé dans la nuit de jeudi à vendredi la première demande d'une réunion formelle du Conseil. Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, l'ambassadeur canadien, M. Yves Fortier, observait que «la situation en Yougoslavie pourrait compromettre la paix et la sécurité internationale».

Le représentant de l'Autriche - également membre du Conseil de sécurité - avait pour sa part demandé des consultations informelles, en rappelant «le principe selon lequel toute modification des frontières par la force est inacceptable et que toute solution devrait garantir les droits de toutes les parties dans toutes les Républiques». Il y a quelques jours, le président de la fédération yougoslave, M. Stipe Mesić - un Croate, - avait écrit une lettre aux Nations unies demandant une intervention de l'organisation.

## La «bataille des casernes»

Suite de la première page

Chaque camp rejette sur l'autre la responsabilité de la poursuite des combats, les Croates accusant l'armée de tirer sur la population, et les militaires reprochant à la garde nationale de continuer à les assiéger. Quoi qu'il en soit, le mot même de trêve a totalement disparu du langage serbe ou croate. Les prochains jours seront déterminants dans un conflit qui a pris une nouvelle ampleur du fait d'une constante mobilisation serbe, assortie d'une impressionnante démonstration de force.

La longue colonne blindée partie jeudi de Belgrade vers la Croatie - et sur le sort de laquelle on se montre très discret à Zagreb, confiant simplement qu'elle est entrée en Slavonie et s'y est heurtée à une certaine résistance - n'est apparemment plus la seule à menacer les positions croates. L'armée les a aussi déjà attaquées en force, à Vukovar notamment, tandis que les bombardements et les accrochages continuent en divers points du front.

L'agence Hina de Zagreb signale une multiplication des concentrations de réserves serbes, notamment aux frontières croates de la Bosnie-Herzégovine. Plusieurs dizaines de milliers de troupes fraîches menacent ainsi ouvertement la Croatie. La mobilisation aurait atteint une telle ampleur, indique Hina, que le ministre serbe de la défense, M. Jerko Doko, aurait envoyé un message à son homologue fédéral, le général Kadijevic, pour lui signaler qu'elle n'était pas conforme aux règles en vigueur et que l'armée fédérale n'aurait - comme par hasard - que les représentants d'une seule République.

M. Doko ne donne aucune précision sur la nationalité en question, mais il s'agit indubitablement des Serbes. Cette «militarisation» de la Bosnie préoccupe visiblement Zagreb. Le président fédéral (croate), M. Stipe Mesić, désormais replié à Zagreb, est allé jusqu'à estimer vendredi que «la guerre a déjà commencé en Bosnie». Les médias croates font de leur côté mention du mécontentement de la population dans certaines localités au passage de ces convois de réserves.

Parallèlement, Zagreb a vécu une nouvelle journée de tension avec trois alertes aériennes qui ont précipité les gens dans les abris et ont transformé pendant quelques heures la capitale croate en ville morte. De



plus, des coups de feu retentissent à intervalles réguliers, entretenant la hantise de tireurs isolés.

Face à ces coups de boutoir de l'armée, et alors que le président Mesić a appelé celle-ci vendredi à réintégrer ses casernes, les soldats et les officiers à ne pas «prendre part à l'agression» contre la Croatie et à n'obéir qu'au «pouvoir légal», le gouvernement croate a décrété une mobilisation générale dans la seule province orientale de la Slavonie, objectif de la principale colonne militaire partie de Belgrade et théâtre des principaux affrontements de vendredi à Vukovar, Vinkovci et Osijek.

Pour le moment, il n'est toujours pas question d'étendre cette mobilisation générale à l'ensemble de la Croatie, bien que de nouvelles réserves aient reçu ces derniers jours, notamment à Zagreb, leur feuille de route. Cette demi-mesure face à l'ampleur de l'offensive serbe s'explique essentiellement par le manque d'armes dont souffrent les forces croates. Il y a une dizaine de jours, près de trois cents officiers ayant quitté l'armée fédérale ont dû s'inscrire au chômage à Zagreb, la garde nationale n'ayant pu les absorber.

Les problèmes croates d'approvisionnement en armements ne sont d'ailleurs certainement pas sans lien au moins partiel - avec le blocus des principaux ports de la Croatie imposé par la marine fédérale. Il n'est cependant pas exclu que le gouvernement du président Tudjman soit forcé d'en arriver à décréter dans les jours qui viennent la mobilisation générale si la situation s'aggrave.

### Les blindés : un avertissement

C'est là que la «bataille des casernes» qui se déroule actuellement en Croatie prend toute son importance. Elle se trouve aujourd'hui au centre de l'affrontement serbo-croate: privés d'un armement sérieux, les Croates ont de bonnes raisons de s'en prendre à des casernes qui en regorgent. De leur côté, les militaires ont d'ailleurs de bonnes raisons de vouloir briser l'encerclement de leurs installations en Croatie et d'empêcher les forces de Zagreb de s'emparer de leurs arsenaux.

La colonne blindée de Belgrade est un avertissement; si les Croates ne la comprennent pas, des mesures plus radicales sont planifiées, a en substance, menacé un officier supérieur serbe. Décidés à faire lever le siège de leurs casernes, les militaires se trouvent sur le terrain face à des adversaires tout aussi décidés eux-mêmes - et plus résolu semble-t-il que les autorités de Zagreb - malgré un équipement dramatiquement inférieur et bien que, dans certains endroits, des négociations aient été maintenues entre l'armée et les autorités.

Il n'est évidemment pas possible pour les Croates de toujours mener des opérations aussi fructueuses qu'à Sibenik, sur la côte adriatique, où ils ont réussi à capturer des chars. A Varazdin, la garde nationale n'a pu prendre la caserne la plus importante où sont stationnés nombre de blindés. Elle s'est rabattue sur celle, plus modeste, de Jalkovacke et y a récupéré quatre transports de troupes, des armes légères et des munitions.

L'état des bâtiments disséminés dans un parc témoigne de la violence de l'attaque. Les maisons faisant face à la caserne, de l'autre côté d'une étroite chaussée, ont également été très endommagées par la riposte de l'armée. La route menant de Varazdin à Zagreb était encombrée de convois de camions militaires et civils chargés d'équipements. L'un des poids lourds remorquait même un canon antiaérien. Dans la caserne en partie dévastée où traînaient encore des papiers emmêlés, un camion attendait d'être chargé, tandis que les membres de la garde nationale continuaient à faire le ménage.

YVES HELLER

## L'archevêque de Split demande la solidarité de l'Eglise de France

Mgr Ante Juric, archevêque de Split (Croatie), a lancé, vendredi 20 septembre, un appel à l'épiscopat français, dans un message à son président, Mgr Joseph Duval. Il demande à l'Eglise de France de faire «tout son possible pour que cessent les souffrances multiples des millions de nos compatriotes et la destruction absurde de notre pays dans le cœur de l'Europe», écrit Mgr Juric.

Selon l'archevêque de Split, «l'armée yougoslave, l'armée serbe, la Serbie et les extrémistes serbes en Croatie font une guerre impitoyable et conquérante», afin d'établir une «Grande Serbie». «Les derniers communistes en Europe veulent non seulement abattre par la force la démocratie en Croatie, mais aussi exterminer notre peuple, annihilir sa culture et son histoire», affirme également Mgr Juric.

Le Conseil des Eglises chrétiennes en France, présidé par Mgr Duval, le pasteur Stewart pour la Fédération protestante et Mgr Jérémie, président du Comité interépiscopal orthodoxe, a déclaré, le 17 septembre, s'associer aux démarches de paix faites par les diverses autorités religieuses en Yougoslavie, par le Vatican et le Conseil oecuménique des Eglises. Il fait appel «à tous ceux qui ont une responsabilité dans cette lutte, pour qu'ils fassent cesser ces combats scandaleux».

## Lord Carrington : une aristocratie désinvoltée

Lord Carrington, ancien secrétaire au Foreign Office de M. Thatcher, est depuis le 3 septembre président de la conférence pour la paix en Yougoslavie.

LONDRES

de notre correspondant

C'est avec une «faible» commission des affaires yougoslaves que Peter Alexander Rupert Carrington, baron de Carrington (1), a accepté, à la requête des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, cette mission impossible qui consiste à favoriser un compromis entre Serbes et Croates. Pourquoi? Il feint de l'ignorer, peut-être parce que, comme ancien secrétaire général de l'OTAN et ancien ministre britannique des affaires étrangères, il était «un peu connu, ici et là. Lord Carrington ne se force aucunement pour apparaître comme un «amateur» talentueux qui n'aurait des affaires internationales que les vaines dépenses dans les bonnes écoles, Eton et le collège militaire royal de Sandhurst.

Sans doute aussi ont aristocrate si parfaitement anglais avait-il quelques nostalgies du rôle qu'il joua naguère, sur la scène internationale, des dernières «batailles» qu'il eut à mener l'opposant à lord Somers, président de Sotheby's, et il le mena pour défendre les intérêts de Christie's, la noble maison dont il est, depuis sa retraite de la politique, en 1968, le président.

«Écouter et apprendre»

Ce fut bien sûr une confrontation extrêmement polie entre les deux plus célèbres «seigneurs d'encre» du monde, entre deux lords et deux gentlemen. Mais lord Carrington, qui a déjà rédigé ses Mémoires, et dont la liste des décorations et fonctions honorifiques remplit un long paragraphe du Who's who,

a toujours, à soixante-deux ans, la passion de la politique.

Il se rappelle bien une visite un peu «sérieuse» en Yougoslavie, mais c'était, comme il le dit, au «Moyen Âge», en 1973, lorsque Tito l'invita dans son pavillon de chasse. La courant entre les deux hommes passa. C'est là - cette capacité à écouter, voire à convaincre - un trait marquant de la personnalité de lord Carrington. Il entend faire de même aujourd'hui: «Je n'aurai pas le pouvoir d'imposer des solutions, mais je peux écouter, et apprendre, et peut-être faire des suggestions».

Une longue carrière en politique et au contact des dirigeants du monde entier, le caractère anglais et cette distinction naturelle qui vient d'une adolescence passée dans le manoir familial du Buckinghamshire, ont façonné lord Carrington.

Le reste s'appelle le sens de l'honneur, et il en fait sans doute pour démissionner de ses fonctions de secrétaire au Foreign Office, lorsque la marine argentine envahit l'archipel des Malouines, en avril 1982. Le premier ministre d'alors s'appela Margaret Thatcher et lui reprocha de ne pas avoir prévu l'événement.

Lord Carrington avait commandé sa carrière ministérielle en 1951 sous la protection de Churchill. Il a fait preuve de caractère lorsque, en 1979, au grand dam de l'aile dure du Parti conservateur, il a imposé l'indépendance de la Rhodésie. Il a occupé, souvent avec succès, de nombreuses fonctions: ministre de l'Agriculture, haut-commissaire en Australie, ministre de la Défense, premier lord de l'Amirauté (ministère de la marine), leader de la Chambre des lords et président du Parti conservateur. De 1984 à 1988, il fut le secrétaire général de l'OTAN. La réussite de sa mission de paix en Yougoslavie constituerait le couronnement de sa longue carrière.

LAURENT ZECCHINI

(1) Le titre, couramment son patronyme, prend deux «r».

## Quelle base juridique?

Quelle peut être la base juridique d'une action de l'ONU? Le chapitre 8 de la Charte autorise des organismes «régionaux» à régler les affaires qui «touchent au maintien de la paix et de la sécurité internationale». Mais ce chapitre, qui permettrait à la Communauté européenne d'envoyer une force d'interposition en Yougoslavie, n'a aucun caractère contraignant, à la différence du chapitre 7, qui permet une application des décisions de l'ONU «par tous les moyens, y compris la force».

Pour l'instant, aucun texte ne circule à l'ONU. Une nouvelle réunion des cinq membres permanents consacrée à la succession de M. de Cuellar devrait avoir lieu lundi soir. Elle devrait être l'occasion de rouvrir le dossier yougoslave. Une réunion formelle du conseil sur la Yougoslavie est prévue pour jeudi «au plus tard».

AFSANE BASSIR POUR

## L'intensification des combats

### Budapest durcit le ton

BUDAPEST

de notre correspondant

Rompant avec son attitude de prudence, le gouvernement hongrois a fermement et rapidement condamné vendredi soir 20 septembre l'offensive déclenchée par l'armée fédérale en Croatie. Il a exprimé sa «consternation» face à cette «action militaire injustifiable et illégale» menée contre «l'avis du premier ministre yougoslave», M. Ante Markovic. Le gouvernement de Budapest a également apporté son soutien à la convocation urgente du Conseil de sécurité de l'ONU et a demandé le déploiement d'observateurs de la CEE le long de la frontière hongro-yougoslave.

Jamais Budapest n'a réagi avec autant de détermination et d'empressement. Un signe qui traduit l'inquiétude grandissante de la Hongrie, qui se sent maintenant directement menacée par l'intensification des combats dans la Croatie voisine. Le ministre des affaires étrangères, M. Geza Jeszenszky, a convoqué d'urgence la presse étrangère vendredi soir pour faire part de «nouvelles alarmantes». «D'après nos informations, a-t-il souligné, l'armée fédérale marche sur Zagreb (...). Il est probable qu'un coup d'Etat mili-

taire a eu lieu ces dernières heures à Belgrade».

Le chef de la diplomatie magyar a aussi sévèrement mis en garde les autorités serbes, qui ont, semble-t-il, décrété la mobilisation générale des réserves en Voïvodine, l'une des deux provinces autonomes yougoslaves rattachées à la Serbie qui abrite une communauté hongroise d'environ 350 000 personnes. Le ministre a implicitement soutenu les déserteurs en affirmant que «les Hongrois de Voïvodine ne veulent se battre ni d'un côté ni de l'autre (pour les Serbes ou les Croates). C'est leur droit de ne pas vouloir servir de chair à canon dans un conflit dont ils ne sont nullement responsables». La minorité hongroise se trouve aux premières loges puisque les combats les plus féroces se déroulent aux portes de la Voïvodine.

Le changement de ton du gouvernement de Budapest, qui s'était jusqu'à gardé de toute déclaration susceptible de provoquer des «représailles» contre la minorité magyar de Yougoslavie, prouve que les Hongrois estiment que toutes les tentatives de dialogue et de compromis avec les autorités fédérales sont, pour l'instant, épuisées.

YVES-MICHEL RIOIS

## EUROPE

A l'occasion de sa visite en Allemagne orientale

## M. Mitterrand a mis à jour sa politique européenne

M. François Mitterrand s'est refusé, vendredi 20 septembre, à admettre que l'impuissance des Douze à prendre une nouvelle initiative à propos de la Yougoslavie constitue un échec pour la Communauté. Lors d'une conférence de presse qu'il donnait en compagnie de M. Weizsäcker, président de la République fédérale, le chef de l'Etat a fait valoir que la Communauté a déjà pris de nombreuses mesures pour tenter de faire revenir la paix en Yougoslavie (envoi d'observateurs, procédures de négociation et d'arbitrage...), mais qu'elle travaille pour l'instant sans mandat et sans les moyens d'assumer un rôle de «gendarme» en de tels conflits.

## WEIMAR

de notre envoyée spéciale

Le président de la République a souhaité que l'Europe se dote de ces moyens, notamment de la possibilité de constituer des forces d'interposition, en ajoutant cependant que, selon lui, «les forces d'interposition doivent avoir surtout un rôle de prévention», lequel devient difficile quand les hostilités sont déjà engagées, comme actuellement en Yougoslavie.

On peut dès lors se demander pourquoi il avait proposé l'envoi d'une force européenne, la veille, dans un discours prononcé à Berlin. En fait, l'échec de cette proposition était déjà envisagé dans ce discours où M. Mitterrand évoquait une solution de réchange (confier le problème à l'ONU), et on peut penser que ni la France, qui n'y croyait pas, ni l'Allemagne, qui a peur de son ombre dès qu'il est question d'intervention militaire à l'étranger, n'ont plaidé avec beaucoup d'ardeur pour l'envoi d'une force européenne en Yougoslavie.

La mission commune de MM. Dumas et Genscher n'était déjà plus très claire quand ils ont quitté l'Allemagne pour rejoindre leurs homologues européens à La Haye. La «déclaration franco-allemande», dont ils portaient armés, avait un objectif plus politique qu'opérationnel: il s'agissait de montrer que Paris et Bonn ont la volonté d'agir ensemble plutôt que de dire comment.

## Frontières injustes

Le voyage de M. Mitterrand en Allemagne n'en a pas moins été l'occasion d'un séisme de mises au point des deux côtés. Côté allemand, ce fut essentiellement l'engagement de ne pas faire cavalier seul à propos de la Yougoslavie, de ne pas saisir l'occasion de cette crise pour rompre les amarres européennes.

Côté français, les mises au point apparaissent sans doute à certains comme des mises à jour tardives d'une politique étrangère contestée, à laquelle il était reproché de rester trop statique dans un monde en plein bouleversement. M. Mitterrand s'est clairement déclaré favorable au principe de l'élargissement de la Communauté européenne et a invité les Douze à en examiner sans plus attendre l'ampleur, les conditions et le calendrier. Cela ne contredit pas formellement ses propos précédents sur les risques de dilution de la Communauté et «les dizaines et dizaines d'années» nécessaires pour parachever son élargissement, mais cela donne une inflexion positive à une approche qui était perçue jusqu'à la comme conservatrice.

De même, il n'est pas radicalement nouveau que M. Mitterrand défende le droit des peuples à l'autodétermination, mais ce principe semblait jusqu'à présent buter sur l'incapacité du président de la République à concevoir la dislocation des Etats, qui est son corollaire. Les discours présidentiels sur ce sujet a changé en Allemagne. «Si la Croatie veut faire sécession, je ne vois pas pourquoi la Yougoslavie le lui interdise», disait-il ainsi vendredi à Weimar.

Il a redit aussi que les frontières, fixées par des traités consécutifs aux conflits, dont fut jalonnée l'histoire de l'Europe, sont forcément injustes. Mais il n'y a pas si longtemps, il estimait que cette injustice devait être assumée dès lors qu'étaient garantis les droits des minorités nationales (il n'était d'ailleurs pas le seul; le texte qu'avait adopté avec lui le chancelier Kohl sur la Yougoslavie, lors du sommet franco-alle-

mand de Lille en juin, allait tout à fait dans ce sens). M. Mitterrand admet aujourd'hui que les frontières peuvent être modifiées, que des frontières administratives internes peuvent devenir frontières externes, à condition que cela se déroule sans violence, sous le contrôle d'arbitres impartiaux. L'idée de créer pour la Yougoslavie une commission d'arbitrage, de même que la demande de nouvelles règles internationales protégeant les minorités, participent de cette nouvelle approche française de la solution des conflits indépendants par le droit international, lequel doit aussi se doter, selon M. Mitterrand, de nouveaux instruments. L'éclatement des empires doit signifier l'avènement de «l'empire du droit», disait jeudi, à Berlin, le président de la République.

## Couple et idylle

Enfin, l'objectif de ce voyage était aussi d'apurer le climat des relations franco-allemandes qui commencent à s'alourdir gravement. Il s'agissait non seulement de répéter la volonté commune de Paris et de Bonn de conclure dans trois mois, au conseil européen de Maastricht, les négociations sur l'union monétaire et l'union politique, ce qui fut fait, mais aussi pour M. Mitterrand d'effacer par cette tournée en Allemagne orientale l'idée, répandue dans les deux pays, qu'il avait assisté avec quelque répulsion à la réunification.

Le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, y a mis du sien en se félicitant à plusieurs reprises du rôle joué par la France dans le processus de l'unification allemande, en particulier dans le cadre des négociations «2 + 4» qui ont en réglé les aspects externes.

M. Mitterrand y aura consacré bien des efforts aussi, en accordant à ce voyage trois jours de son temps, en se pliant dans trois des nouveaux Länder à un programme chargé en discours, rencontres, visites d'entreprises et des hauts lieux culturels de Saxe et de Thuringe, hommage rendu aussi à la mémoire des victimes du nazisme au camp de Buchenwald, à deux pas de la ville de Goethe et de Schiller.

Le président s'est même efforcé d'afficher une certaine bonhomie, comme lors de la promenade sur le marché de Weimar, où il dégusta, sous l'œil ému des badauds, deux grosses saucisses de Thuringe. Il y aura aussi une certaine franchise, en indiquant à ses différents auditoires allemands les raisons que la France peut avoir de s'inquiéter parfois de la politique de Bonn et en expliquant, comme vendredi à Weimar, que la solidarité dans un couple, c'est sa capacité à surmonter les différends et non à les cacher sous les dehors d'une idylle factice.

CLAIRE TRÉAN

URSS : première conférence de presse du ministre de la défense soviétique

## Le maréchal Chapochnikov est opposé à la création d'armées républicaines

Tout réformateur qu'il soit, le maréchal Chapochnikov, nouveau ministre soviétique de la défense, est, par fonction et selon toute apparence par conviction personnelle, un homme du «centre». Il souhaite bien entendu le maintien d'un système de défense unique pour l'ex-URSS, est tout à fait hostile à la création d'«armées de la défense» dans diverses Républiques et n'est nullement pressé d'entamer le retrait des troupes soviétiques des pays baltes: pas avant 1994.

## MOSCOU

de notre correspondant

Et pourtant, cet homme au visage et au comportement éminemment sympathiques s'emploie à chaque instant à donner l'impression que tout va s'arranger, que les choses, y compris dans l'armée, ne vont pas si mal qu'on le dit et qu'avec le temps les Républiques récalcitrantes se laisseront raisonner. En civil, tenue où il apparaît de plus en plus souvent, ce fils de sergent d'ascendance cosaque donnait vendredi 20 septembre sa première conférence de presse à Moscou. En prenant largement son temps, en multipliant les sources et en ayant l'air de ne pas charger son prédécesseur, le maréchal Izov, compromis dans le putsch et actuellement aux

arrêts, il veut donc éviter que l'armée soviétique ne soit désorganisée et que son unité ne soit remise en cause, ce qui serait un facteur de désstabilisation politique dans le pays.

Après les réductions convenues aux négociations de Vienne, ses effectifs devaient être ramenés à trois millions d'hommes, et l'URSS est tout à fait prête à descendre plus bas, «mais sur une base de réciprocité». Idem pour une réduction supplémentaire des armements stratégiques et une liquidation complète des armes nucléaires tactiques.

Le budget de cette armée sera sensiblement modifié mais pas forcément réduit: ce qui sera enlevé au chapitre des «acquisitions de technologie», c'est-à-dire des armements, sera utilisé pour améliorer les conditions d'existence des militaires. Et le ministre ne souhaite pas qu'on diminue l'effort de recherche, il voudrait même qu'il soit augmenté. Les tâches de l'armée devront être strictement confinées à la défense du territoire: pas question de s'occuper du maintien de l'ordre. Quant aux «gardes nationales» qui sont en train d'être constituées dans maintes Républiques, y compris en Russie, il n'y est pas hostile à condition que leurs effectifs soient réduits («de deux à trois mille hommes») et que leur vocation soit prioritairement le maintien de la sécurité intérieure. Certes, il reconnaît que l'Ukraine souhaite elle, avoir sa propre véritable armée, mais il affirme que les Ukrainiens, seuls à poser une telle exigence, changeront d'avis en temps utile. Le

maréchal Chapochnikov laisse aussi entendre que les Ukrainiens ne s'enthousiasmeront pas à réclamer que leur territoire soit débarrassé de tout armement nucléaire. Là encore, «il y a des problèmes qui passeront avec le temps».

En réalité - le ministre l'avait reconnu un peu plus tôt, - les Ukrainiens ne sont pas vraiment les seuls à se poser sur la même longueur d'ondes à propos de l'unicité de l'armée soviétique: Moldaves et Géorgiens voient eux aussi les choses de manière sensiblement différente.

## L'évacuation de Cuba

Quant aux Baltes, s'ils tiennent vraiment à ce que les troupes soviétiques évacuent leur territoire, leur vœu sera exaucé, mais pas avant 1994. Lorsqu'elle avait été donnée pour la première fois, quelques jours plus tôt, cette indication avait fait bondir les dirigeants baltes, en particulier le président lituanien. Mais, cela dit, écrit que par ailleurs l'ex-commandant en chef de l'aviation dans une longue interview au quotidien soviétique *Sovetskaya Rossiya*, on pouvait accorder les choses si les Baltes «compréhendent nos problèmes», c'est-à-dire, apparemment, s'ils passent à la caisse.

L'évacuation du contingent soviétique de Cuba (*entre cinq mille et dix mille hommes*) semble par contre devoir être sensiblement plus rapide et inconditionnelle. Si Fidel Castro avait quelques dernières illusions sur le rôle

que pourrait jouer Moscou pour obtenir un retrait parallèle des troupes américaines de la base de Guantánamo, il peut les perdre: «Il s'agit là d'une affaire cubano-américaine».

Sur nombre de questions - par exemple un éventuel retrait des conseillers militaires soviétiques de Corée du Nord et du Vietnam - cet homme, qui a su débiter à ses supérieurs quand il le fallait - au moment du putsch, - se retranche derrière l'autorité civile, et rappelle que l'armée exécute les décisions du pouvoir politique. Ce qui ne l'empêche pas de donner son sentiment sur divers sujets: ainsi, il est tout à fait favorable à une modification des règlements draconiens, qui interdisent des portions considérables du territoire soviétique aux étrangers. Au détour d'une phrase, il apporte même une petite révélation: il avait proposé d'accompagner Boris Eltsine et le président Nazarbaïev dans leur délicate mission dans le Haut-Karabakh, mais M. Eltsine a jugé préférable qu'il ne soit pas du voyage.

JAN KRAUZE

■ Démission d'un responsable du KGB. Chef du département chargé du KGB - après avoir été chef par intérim du KGB pendant deux jours, après l'échec du putsch en août, - M. Leonid Chabarchine a démissionné, a annoncé vendredi 20 septembre l'agence Tass, sans préciser les raisons de cette décision. - (AFP)

Le référendum sur l'indépendance en Arménie

## « Nous avons tant attendu »

Les Arméniens se prononcent samedi 21 septembre, par référendum, sur l'accession de leur République à l'indépendance. L'issue du scrutin ne fait aucun doute: une écrasante majorité devrait se prononcer pour le «oui».

## EREVAN

de notre envoyé spécial

Erevan, qui a tant pleuré, a dansé toute la nuit. Sur la place de l'indépendance, là même où les Arméniens ont rendu un dernier hommage à tant et tant de leurs morts, des milliers de personnes ont fêté de vendredi 20 à samedi 21 septembre leur indépendance retrouvée. Car l'issue du référendum ne fait aucun doute. «Voilà des semaines que je cherche que qu'un qui va voter encore». Et bien, je ne l'ai pas encore rencontré», ironise Albert Baghdassarian, un député de la capitale. «Une telle joie, ajoute-t-il lyrique en montrant

les groupes de danseurs, c'est la joie des esclaves qui se libèrent. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'ils se sont libérés sans effusion de sang».

Lorsque s'arrête le rythme aigri et lancinant des doucouks, la foule scande: «ayo» (oui) et «evon», le premier du président Ter-Petrosian. Un vieillard, une cigarette aux lèvres et la casquette bien vissée sur la tête, pleure en montrant une photo de sa petite fille morte dans le tremblement de terre et rit en se mêlant aux danseurs. Deux femmes s'embrassent en entendant un chant révolutionnaire du début du siècle, inspiré de la lutte contre les Turcs et qui a été interdit durant toute la période soviétique. «Sauvons notre terre, sauve-moi nous-mêmes».

«C'est-à-dire de respecter la loi soviétique du 3 avril 1990 sur les modalités de sortie d'une République de l'Union. Et elle est remplie de chausse-trappes, qui stipulent par exemple que toute agitation dans la République pendant le scrutin annule le résultat ou que toute autre République fédérale peut bloquer la sortie engagée par le référendum si elle s'estime lésée par ses conséquences». Et enfin que, «si tout s'est bien

passé», une période transitoire de cinq ans s'engage au cours de laquelle la République agissante devra régler avec Moscou un certain nombre de problèmes.

Ce légatier n'est pas une personne. En fait, ce sont des dirigeants arméniens, c'est essentiellement conserver de bons rapports avec la Russie. Ne serait-ce que parce que leur République leur semble trop petite et trop menacée par ses voisins musulmans - l'Iran, la Turquie, l'Azerbaïdjan - pour heurter Moscou de front et se retrouver isolés.

Mais une fois cette marque de bienveillance respectée, chacun ici sait bien qu'on passera outre aux conditions draconiennes de la loi de 1990 pour accéder à l'indépendance. D'abord parce que cette loi est caduque du fait même de la désintégration de l'URSS; ensuite et surtout parce que cinq ans c'est beaucoup trop long, même si on a attendu des siècles.

JOSE-ALAIN FRALON

Le conflit du Haut-Karabakh

## Les présidents Eltsine et Nazarbaïev en mission dans le Caucase

Repoussée de vingt-quatre heures en raison, officiellement, du léger malaise cardiaque de M. Boris Eltsine survenu mercredi, la mission dans le Caucase du président de Russie et de celui du Kazakhstan, M. Noursultan Nazarbaïev, a commencé vendredi 20 septembre, avec leur arrivée à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan.

Avant son départ de Moscou, M. Eltsine a déclaré à la télévision russe qu'il s'efforcera d'encadrer un processus de négociations susceptible d'aboutir à un accord de paix pour résoudre le conflit du Haut-Karabakh, région de cent soixante-dix mille habitants peuplée en majorité d'Arméniens chrétiens qui refusent la tutelle des Azéris musulmans. Le conflit a fait plus de huit cents morts depuis trois ans.

Cette initiative commune, associant le prestigieux leader russe et le dirigeant «musulman» jouissant de la plus grande autorité en URSS, avait été annoncée par les deux hommes dès juillet dernier. Elle a été mise au point à l'issue d'une réunion du Conseil d'Etat - le nouvel organe

dirigeant soviétique réunissant les présidents des Républiques lundi dernier à Moscou. Dans ce cadre, le président Gorbatchev devait de son côté signer un décret prévoyant le rétablissement des autorités régionales arméniennes du Haut-Karabakh, des élections, le désarmement des milices et l'ouverture de négociations.

Mais dès vendredi, le Parlement d'Azerbaïdjan a publié un communiqué dénonçant ce décret en préparation et affirmant que sa signature «constituerait une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain». Après Bakou, MM. Eltsine et Nazarbaïev devaient se rendre à Stepanakert, chef-lieu du Haut-Karabakh, puis à Erevan, capitale de l'Arménie.

## Accords entre Républiques

A Moscou, le président Gorbatchev a estimé, dans une interview diffusée vendredi 20 septembre par la radio-télévision italienne RAI, que l'accord économique entre les Républiques pourrait être conclu d'ici à décembre, «en dépit des risques et des difficultés».

«Nous travaillons sur l'hypothèse d'une conclusion de l'accord économique entre les Républiques d'ici au début de décembre, et l'on fait actuellement des efforts pour voir comment renouveler un accord confédéral», a déclaré M. Gorbatchev. Mais, «tous les problèmes accumulés jusqu'aux événements tragiques d'août restent non résolus». Le président a évoqué son «bagage socialiste» pour exprimer sa conviction que la société «devrait être réformée et aller vers l'économie mixte».

Le président soviétique a, d'autre part, rejeté l'idée qu'il ait pu être complice du putsch, attribuant ces accusations à des «tentatives de semer le doute, de faire ébranler la collaboration étroite au sein des forces démocratiques, de provoquer des dissensions entre Eltsine et Gorbatchev».

Dans un autre entretien, avec des journalistes soviétiques, cette fois, M. Gorbatchev a indiqué avoir pressenti avant le 19 août qu'un complot se préparait contre lui et que le meneur en était Vladimir Krioutchkov, ex-chef du KGB, à présent sous les verrous. - (AFP, Reuters)

## A TRAVERS LE MONDE

## ALLEMAGNE

Des militants d'extrême droite attaquent des immigrés dans l'ex-RDA

Dix-sept personnes ont été blessées jeudi soir 19 septembre, dont trois sérieusement, et vingt-quatre autres ont été interpellées à Hoyerswerda (est de l'Allemagne), lorsqu'une bande de jeunes gens d'extrême droite a attaqué un immeuble abritant des immigrés mozambicains et vietnamiens. L'un des blessés gravement atteints lors de ces incidents racistes - les plus violents de ces derniers mois en Allemagne orientale - est un policier; mais ses jours ne sont pas en danger, a indiqué le porte-parole de la police.

Environ cinquante à soixante personnes ont jeté des pierres et des bouteilles en direction du bâtiment occupé par plusieurs centaines d'immigrés, tandis que cinq cents autres les regardaient faire. Hoyerswerda, une petite ville du Land de Saxe, proche de la frontière polonaise, a été le théâtre ces dernières semaines d'une série d'attaques sanglantes menées contre des immigrés et des demandeurs d'asile. - (AFP)

## CUBA

M. Bush prédit la chute rapide de M. Fidel Castro

Le président George Bush, affirmant que le «dictateur» communiste cubain «gémir et s'écroule», s'est déclaré vendredi 20 septembre «absolument convaincu» que le régime du président Fidel Castro ne tiendrait plus longtemps. «Un nouvel événement va démontrer à tout un chacun que nous sommes vraiment entrés dans une ère nouvelle pleine de promesses: le début de la libération et de la démocratisation de Cuba», a déclaré M. Bush sous les applaudissements dans un discours à Chicago (Illinois), devant la Chambre de commerce hispano-américaine.

«Aujourd'hui nous entendons la dictature de Castro gémir et s'écrouler peu à peu. J'en suis absolument convaincu: le jour vient, beaucoup plus tôt que Castro n'ose l'imaginer, où le peuple de Cuba reprendra en mains son destin et rejoindra la famille américaine des nations libres», a ajouté M. Bush.

Les Etats-Unis se sont félicités de la décision de l'URSS, annoncée le 11 septembre d'entamer des discussions avec La Havane pour commencer un retrait des forces soviétiques de ce pays et cesser de tenir Cuba à bout de bras. - (AFP)

مكتبة الأصل



هكذا من الاحل

Le Monde • Jeudi 28 septembre 1991 • 21

Le Monde • Dimanche 22 - Lundi 23 septembre 1991 • 5

## EUROPE

BELGIQUE : deux mois après la mort de l'ancien ministre

### L'enquête sur l'assassinat d'André Cools privilégie la piste « politico-financière »

Deux mois après l'assassinat d'André Cools, ancien vice-premier ministre belge, le mystère demeure à Liège, « sa » ville, où un tueur l'attendait dans un parking pour l'abattre avec une arme de poing, sous les yeux de sa jeune compagne (le Monde du 19 juillet). Toutefois, nous a déclaré le procureur général de la « cité ardente », M. Léon Giet, « l'aspect politico-financier retient le plus notre attention ».

LIÈGE

de notre envoyé spécial

Figure de proue du Parti socialiste francophone, André Cools s'était reconstruit dans la gestion de l'économie wallonne. Entre autres activités, il présidait la Société mutuelle d'assurances publiques (SMAP) ouverte aux (nombreux) fonctionnaires. Il jouait un rôle dans la plupart des institutions financières publiques de la région et dans les « intercommunales » qui assurent, tant bien que mal, plusieurs services publics. Une certaine confusion des genres existait ici entre la politique et l'administration, le Parti socialiste a été longtemps tout-puissant dans ces entités, avant de devoir partager une partie du gâteau avec son principal rival électoral, le Parti social-chrétien.

Endettée, privée récemment d'un bourgmestre socialiste qui a dû se retirer parce qu'il était compromis dans des affaires de malversations et de pots-de-vin, Liège a été contrainte de réduire son train de vie tout comme certaines communes périphériques contrôlées par les mêmes familles politiques. Le nombre des employés municipaux a été ramené à des proportions moins déraisonnables, non sans douleur.

Letres anonymes

D'où une première hypothèse fondée sur la « vengeance d'un chômeur », accompagnée d'une autre reposant sur les représailles de quelques militants outrés par les mauvaises manières de la victime, y compris à l'égard des socialistes locaux qui n'appartenaient pas à son clan. Invoqué par des adversaires sur une place publique, le 1<sup>er</sup> mai 1988, André Cools n'avait pas hésité

à manifester par des « bras d'honneur » les sentiments qu'il leur portait.

C'est dans ce contexte que les policiers et les journalistes ont reçu, et continuent de recevoir, des centaines de lettres anonymes indiquant les pistes les plus diverses. Quelques notables, pour leur part, ont été avisés qu'ils figurent en « numéro 2 sur la liste » (des personnes à abattre). Ambiance.

Un journal de Londres a repris au début d'août une version selon laquelle André Cools avait la preuve que des responsables belges avaient touché de l'argent irakien pour fermer les yeux sur la livraison de deux cents tonnes de poudre spéciale destinée au fameux « super-canon » de M. Saddam Hussein, dont l'inventeur américain-canadien, l'ingénieur Gerald Bull, fut assassiné à Bruxelles le 22 mars 1990.

Cette hypothèse a le mérite de la cohérence. Si le procureur général prend la piste irakienne au sérieux, il cache bien son jeu, tant il semble ébah par le contenu de ces articles. « Non, dit-il. On a d'abord pensé à l'aspect passionnel : la vengeance ou la jalousie. Cette piste semble abandonnée. Nous n'écarterons rien définitivement, mais l'aspect politico-financier retient le plus notre attention. Nous reconstituons son emploi du temps, nous cherchons à savoir qui il a rencontré. » Dans l'immédiat, une commission rogatoire enquête en Autriche sur l'origine des munitions tirées lors de l'assassinat.

En Belgique, du fait d'un partage existant dans bien d'autres corps, y compris à la radio et à la télévision nationales, on connaît la coloration politique des magistrats. En poste à Liège depuis douze ans, M. Giet est socialiste et connaissait bien André Cools. Un journal flamand en a conclu que le magistrat ne désirait pas vraiment chercher ce que savait le mort et ce qui pouvait affoler le ou les mystérieux assassins. Cela semble avoir beaucoup affecté l'homme qui nous parlait sous le grand crucifix accompagnant partout la justice dans le royaume.

En bonne logique, M. Giet et les ministres importants, dont André Cools avait fait en partie la carrière, devraient tenir à la manifestation de la vérité. Ne serait-ce que pour prouver qu'elle n'est pas gênante pour le Parti socialiste francophone avant les élections législatives de janvier.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

A l'ancien siège du Parti communiste de Leningrad

### « Ne laissez entrer personne, à l'exception des commissaires du peuple »

SAINT-PÉTERSBOURG  
de notre envoyé spécial

Smolny est vide. Les soubresauts d'une histoire, que l'on n'ose plus appeler soviétique, ont mis fin au bel emphytéotique, sinon perpétuel, que le Parti communiste s'était octroyé pour occuper l'ancien Institut Smolny de Saint-Petersbourg. A partir du 26 août, les scellés ont été, partout ou presque, posés. Le long d'un corridor de 220 mètres, au rez-de-chaussée, comme à chacun des deux étages, partout où le même signe de la brutale interruption de l'atmosphère communiste : scellés de cire ou, plus souvent, simples bandes de papier blanc, couvertes de cachets variés et de signatures, collées à hauteur des serrures.

Tout pour le parti ! On vérifie ici, au premier coup d'œil, que la règle d'or était bien appliquée. La propriété, l'état impeccable des immenses locaux, contrastant avec le décor terni ou quelquefois crasseux de nombre d'édifices publics de la ville. « A peine les travaux d'entretien étaient-ils achevés à une extrémité du bâtiment qu'ils recommençaient à l'autre bout », indique le guide.

Vitrines scellées

L'espace est saturé de signes aujourd'hui éteints : les bustes de Marx et d'Engels, une statue de Lénine (il y en a, paraît-il, quarante-deux à Saint-Petersbourg). Le socle proclame « Vive la dictature du prolétariat » et l'ancienne adresse du siège du parti se libellait ainsi : place de la Dictature-du-Proletariat. Les amnésiques n'avaient jadis pas de « socialisme » au bout du corridor de chacun des deux étages de l'ancien siège veillant, de nouveau en buste, Lénine au premier et Marx au second.

Au rez-de-chaussée, qui était dévolu à l'administration et aux finances du parti, quelques bureaux sont ouverts. Des membres de l'administration municipale y discutent. Il est question de transférer à Smolny la mairie de Saint-Petersbourg. Tandis qu'un autre monument petersbourgeois, le palais de Tauride, l'ancienne Ecole supérieure du parti, serait affecté aux élus. Même les vitrines abritant les cadeaux offerts par les délégations étrangères ont été scellées. Dans la grande salle de réception des délégations étrangères, une peinture banale, devenue brusquement insolite, attire le regard : Lénine au travail.

Un peu plus loin, l'entrée des bureaux financiers n'est plus interdite par les scellés. « On n'y a touché que des sommes très faibles », explique un conseiller municipal. Même sur les comptes du parti, dans les ban-

ques de la ville, il n'y avait que des sommes insignifiantes. L'argent est ailleurs. Où ? Peut-être dans d'autres banques, peut-être à l'étranger. On essaie de retrouver ces banques. On va étudier tout cela. »

« Tout cela », ce sont les documents saisis et épluchés par une commission de policiers, de membres du soviet exécutif de la ville et d'étus de la région. Les documents jugés compromettants doivent être transmis au procureur général de la ville. La déambulation dans l'énorme bâtiment éclairé sur l'autarctisme communiste et son ignorance des avaries de l'extérieur.

Pratiques illicites

Au rez-de-chaussée encore, une aile du bâtiment, séparée du corps principal par une immense porte de bois, était divisée en seize locaux alloués à des entreprises. Beaucoup soupçonnent le parti d'avoir su, de longue date, « faire » de l'argent, quelquefois même beaucoup d'argent, qui venait s'ajouter à des revenus ordinaires déjà appréciables. De fait, avant la vague déferlante des « businessmen » russes, les précurseurs ont souvent été tantôt des spécialistes de pratiques jugées illicites, qui ne savaient plus que faire de leurs devises accumulées, tantôt des membres du parti soucieux d'amorcer une reconversion.

Au premier étage de l'Institut, s'alignent, à côté de la salle historique où fut proclamé le triomphe de la révolution, les bureaux des secrétaires de ville. Au fur et à mesure que l'on monte dans les étages, s'affaiblissent la position dans la nomenclature. Ici ou là, on lit encore quelques noms, sans les portes : les bureaux 343, 345 étaient dévolus à M<sup>me</sup> Kalinina, secrétaire du parti à la culture. Il n'y avait guère de nomination importante dans cette sphère sans l'approbation de M<sup>me</sup> Kalinina.

A côté de la porte du bureau-chambre à coucher occupé un moment par Lénine, on peut contempler deux documents, aux aussi arrachés à la banalité par l'étrangeté des temps : une photo représente deux des gardes ouvriers qui veillaient sur la sécurité de Lénine. Il n'y a pas si longtemps la geste communiste soviétique soulignait, comme un symbole, que l'un de ces gardes était letton et un autre lituanien. Vladimir Oulianov, le minutieux, avait, de sa main, rédigé les instructions en quatre points que ces gardes devaient appliquer. Le premier intimait : « Ne laissez rentrer personne à l'exception des commissaires du peuple. » Trop tard, camé-

MICHEL KAJMAN

GRANDE-BRETAGNE : polémique après les propos de Mgr Carey

### L'archevêque de Cantorbéry estime que les récentes émeutes sont dues à la misère

LONDRES

de notre correspondant

Jusqu'ici, Mgr George Carey, archevêque de Cantorbéry, n'avait pas semblé vouloir adopter le ton critique de son prédécesseur, Mgr Robert Runcie, dont les commentaires sur la justice sociale avaient le don de provoquer la colère de M<sup>me</sup> Thatcher. Aussi, lorsque le pape, de l'Eglise anglicane a affirmé que les émeutes qui ont eu lieu récemment dans plusieurs villes sont « inextricablement liées à de pauvres conditions sociales, des logements précaires et à l'analphabétisme », c'est la surprise qui a dominé dans les rangs du parti conservateur.

Fièvre électorale

Avec une certaine jubilation, le Parti travailliste, qui mène actuellement campagne sur le thème du bilan gouvernemental en matière d'emploi, de santé et de logement, a salué cette petite phrase comme une « déclaration critique », qui contrastait sérieusement avec celle du premier ministre, M. John Major, pour qui les jeunes louards de Newcastle et d'ailleurs n'ont « pas d'excuse ». De nombreux ministres ont ensuite dénoncé les déclarations de l'archevêque, rappelant, comme l'a fait M. Kenneth Baker, le ministre de l'intérieur, que l'Eglise n'avait toujours pas condamné les violences.

Du côté ecclésiastique, les renforts se sont également mobilisés :

les évêques de Newcastle, Liverpool et Manchester ont apporté leur soutien à Mgr Carey, d'autres ecclésiastiques estimant, au contraire, que l'Eglise devait s'occuper des « problèmes moraux et non sociaux ». Les choses prenant une tournure préoccupante, le gouvernement s'est efforcé, vendredi 20 septembre, d'atténuer cette « tempête dans un verre d'eau », selon l'expression employée au parti-conservateur. Le président du parti, M. Chris Patten, a réitéré son désaccord avec l'archevêque, tout en soulignant que celui-ci était un « vieil ami et un saint homme », et le premier ministre a estimé que c'était une mauvaise idée pour les hommes politiques de « dire à l'Eglise ce qu'elle doit faire ».

L'affaire en restera probablement là : il y a quelques jours, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, avait déclenché une polémique semblable en affirmant que la reprise économique était en vue et que la situation « s'améliore indéniablement ». Cette autre petite phrase, qui tranchait avec une déclaration beaucoup moins optimiste du même auteur il y a un mois, avait été qualifiée par l'opposition travailliste de « coup de pouce électoral » au gouvernement. Il est probable que la prolongation du suspense, quant à la date des élections législatives, provoquera d'autres poussées de fièvre électorale au cours des prochaines semaines.

L. Z.

ESPAGNE : accusés d'attentats au Pays basque français

### Deux policiers ont été condamnés à cent huit ans de prison

Accusés d'être membres du Groupe antiterroriste de libération (GAL) et d'avoir commis six tentatives d'assassinat au Pays basque français, deux policiers espagnols ont été condamnés vendredi à cent huit ans et huit mois de prison chacun.

Les juges de l'Audience nationale, la plus haute instance pénale espagnole, ont infligé au commissaire adjoint José Amedo et à l'inspecteur Michel Dominguez, dix-sept ans et quatre mois de prison pour chacun des six assassinats manqués commis lors du mitraillage de deux bars, l'un à Bayonne et l'autre à Saint-Jean-de-Luz, en 1986.

Le GAL, mouvement clandestin

qui agissait en représailles aux attentats de l'ETA, est tenu pour responsable de vingt-six meurtres commis dans les milieux indépendantistes basques dans le sud de la France entre 1983 et 1987. Pour la première fois, des policiers espagnols prenaient place au banc des accusés pour répondre de leurs liens présumés avec le GAL, mais la cour a acquitté l'Etat espagnol de toute responsabilité civile dans les délits commis par les deux policiers qui, selon le verdict, n'ont pas agi dans le cadre de leurs fonctions. En juillet, l'Audience n'avait pas réussi à faire la lumière sur des fonds secrets du ministère de l'intérieur qui, selon la presse, auraient servi à financer les activités du GAL. (AFP.)

GRÈCE

### Sept rédacteurs en chef libérés après onze jours de détention

Sept rédacteurs en chef de journaux grecs, condamnés en vertu d'une loi antiterroriste très controversée, ont pu sortir de prison, vendredi 20 septembre, au bout de onze jours de détention. Ils ont été relâchés après qu'un syndicat de journalistes eut payé de 150 000 à 300 000 drachmes (entre 750 et 1 500 dollars) contre leurs peines, qui allaient de cinq à dix mois de prison. Le système judiciaire grec permet en effet de « racheter » les peines de prison dans certains cas. Ces rédacteurs en chef avaient

été condamnés pour avoir publié des communiqués de groupes terroristes. Ils ont estimé que la loi antiterroriste était un instrument de censure dans les mains du gouvernement conservateur. Deux autres rédacteurs en chef attendent d'être jugés pour les mêmes motifs. L'emprisonnement de certains des rédacteurs en chef les plus connus du pays, dont l'ancien ministre socialiste de la presse Dimitris Maroudas, constitue une première depuis la fin de la dictature militaire en 1974. (Reuters.)

CHAQUE DIMANCHE à midi SUR ANTENNE 2

Chaque dimanche à midi

22 septembre  
Michel Edouard LECLERC

ANTENNE



Rediffusion à 1 heure du matin

## PROCHE-ORIENT

Fin de la tournée du secrétaire d'Etat américain

## M. Baker a donné de nouvelles « assurances » aux Palestiniens

Le secrétaire d'Etat américain James Baker, qui s'efforce d'organiser une conférence de paix israélo-arabe, a achevé, vendredi 20 septembre, sa septième tournée au Proche-Orient en six mois par une rencontre à Damas avec le président syrien Hafez El Assad. Cet entretien, le second en quarante-huit heures, a été consacré à la « lettre d'assurances » qui expose la position américaine sur la conférence et que M. Baker avait remise, mercredi, au chef de l'Etat syrien. Les deux hommes auront eu au total quelque onze heures de pourparlers.

Plus tôt dans la journée, à Amman, M. Baker avait affirmé que « des progrès » avaient été réalisés lors d'une rencontre d'une heure avec une des personnalités palestiniennes des territoires occupés, M<sup>me</sup> Hanane Ashraoui. Celle-ci a affirmé pour sa part que « certains points » (dans la lettre d'assurances américaine remise aux Palestiniens) qui avaient besoin d'être clarifiés l'ont été. Mais elle a estimé que « les progrès réalisés sont encore insuffisants ». M<sup>me</sup> Ashraoui a remis au secrétaire d'Etat américain un message de M. Yasser Arafat comportant essentiellement un rappel des trois conditions que l'OLP juge indispensables pour la réunion de la conférence de paix : la reconnaissance de la souveraineté d'un territoire palestinien, l'engagement des Israéliens à abandonner Jérusalem-Est, annexée par l'Etat hébreu en 1967, et l'arrêt immédiat de toute implantation de colonies juives dans les territoires occupés. Pour M<sup>me</sup> Ashraoui, « chaque réponse positive à chacun de ces trois points, qui sont d'une importance considérable pour les Palestiniens, aidera la direc-

tion palestinienne et le Conseil national palestinien à prendre leur décision » quant à leur engagement dans le processus de paix.

Un haut responsable américain a indiqué, vendredi, que M. Baker estimait que les Palestiniens hésiteront à participer à la conférence de paix au Proche-Orient jusqu'à ce qu'on les oblige à se décider en lançant les invitations. Il a précisé que le secrétaire d'Etat avait soumis aux Palestiniens une « nouvelle lettre d'assurances » incorporant certains changements demandés par ces derniers. « Là où nous pourrions faire des changements, sans mettre en péril les chances de la conférence et sans contredire les assurances que nous comptons donner à d'autres, nous le ferons et c'est ce que nous faisons », a-t-il souligné, ajoutant : « Il a fallu beaucoup manœuvrer pour amener les Palestiniens au point où ils pourraient être en mesure de prendre une décision à la fin du mois. Je crois qu'à un moment donné, il faudra cesser de jouer avec des nuances de langage et donner aux gens l'occasion de dire s'ils veulent venir parler de paix ou pas ».

## Projet d'un nouveau quartier juif à Jérusalem-Est

A Tel-Aviv, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a déclaré que le secrétaire d'Etat américain avait certes joué « un grand rôle » pour convaincre les Arabes de participer à une conférence de paix, mais il a, selon lui, « donné l'impression que par ces négociations ils obtiendraient un retrait d'Israël sur les frontières de 1967 ainsi que notre départ de Jérusalem-Est. Susciter de telles attentes peut encourager les Arabes à venir à la table des négociations, mais dans de tels encouragements résident des risques de déception et de frustration et, peut-

être, en fin de compte, n'y aura-t-il pas la paix mais la guerre ».

Afin qu'il n'y ait point d'équivoque sur la décision d'Israël de rester ferme sur ses positions, le Parlement israélien a décidé vendredi d'allouer 6,5 millions de dollars aux implantations juives dans les territoires occupés, malgré les objections de l'opposition de gauche qui a souligné que ces sommes allouées à la colonisation « visent à saboter le processus de paix ». Le ministre israélien de

l'habitat, M. Ariel Sharon, a, pour sa part, annoncé qu'il envisageait la construction d'un nouveau quartier juif, près du centre de la partie orientale de Jérusalem, entre l'université hébraïque du mont Scopus et le quartier musulman de Cheikh Jarrah, sur des terres appartenant à des Palestiniens. Le projet, tel qu'il a été présenté mardi par le ministre au maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, prévoit la construction de 300 unités de logement. — (AFP, AP)

## LIBAN : théoricien du nationalisme arabe laïque

## Edmond Rabbath est mort

Juriste, historien et homme politique libanais, Edmond Rabbath est mort le 18 septembre à Beyrouth. Né en 1904 dans une famille chrétienne de Syrie, il avait choisi de devenir libanais, après avoir été un temps, durant le mandat français, député au Parlement de Damas.

De formation française, mais maniant également, outre l'arabe, le turc et l'allemand, Edmond Rabbath fut, durant un demi-siècle, l'un des principaux défenseurs et idéologues du nationalisme arabe laïque, courant de pensée largement remplacé aujourd'hui au Proche-Orient par le panislamisme.

Durant la guerre du Liban (1975-1990), quoique vivant sur la ligne de démarcation séparant les deux Beyrouth, Edmond Rabbath n'avait pas hésité, dès 1976, à mettre dans la balance politique sa réputation d'éminent juriste en déclarant que le président libanais était habilité à nommer ou à démettre les ministres sans que le décret soit contresigné par ceux-ci. Ce théoricien de l'arabisme disparaît au moment où il achevait

une étude sur le système constitutionnel de la seconde République libanaise née des accords controversés de Taëf, en 1989.

Outre son image de référence morale et politique, ce « Libanais par conviction » laisse derrière lui une œuvre abondante en français, notamment historique. Sa somme sur les chrétiens dans l'islam des premiers temps (voir Le Monde du 13 avril 1982), des ouvrages plus anciens, comme La Formation historique du Liban politique et constitutionnel (1973), toujours très utilisés parmi l'intelligentsia proche-orientale, demeurent indispensables pour comprendre l'évolution du Liban, de l'Antiquité à nos jours. D'Edmond Rabbath, l'orientaliste français Jacques Barque a écrit : « Voilà un juriste de grande valeur, alliant une haute formation française à un arabisme engagé et qui a doté le lecteur d'études fondamentales sur le Proche-Orient (1) ».

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Bibliographie de la culture arabe contemporaine. Editeur : Sindbad-UNESCO, 1981.

IRAK : avant l'envoi d'une sixième mission d'experts

## L'Agence internationale de l'énergie atomique condamne sévèrement Bagdad

La 35<sup>e</sup> conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (Autriche) a été l'occasion d'une violente attaque contre l'Irak, qui renâcle à ouvrir ses installations nucléaires aux inspecteurs de l'AIEA.

Dans une résolution largement adoptée — soixante et onze voix pour, une contre (celle de l'Irak) et sept abstentions — la plus haute instance de l'Agence, la conférence générale, s'est déclarée, vendredi 20 septembre, « profondément préoccupée » par « les efforts continus de l'Irak pour faire obstruction aux résolutions 687 et 670 du Conseil de sécurité de l'ONU » et a appelé Bagdad « à respecter immédiatement et pleinement ses obligations ».

## Rappel à la vigilance

Ce rappel à l'ordre n'est pas surprenant à l'heure où le président Bush, après avoir froissé les sourcils à plusieurs reprises, menace de passer à des mesures plus musclées si le gouvernement irakien ne facilite pas les visites des émissaires internationaux. L'heure est aujourd'hui à la vertu nucléaire, et les pays industrialisés, ébranlés par leurs découvertes irakiennes, semblent vouloir désormais contrôler la prolifération des armements nucléaires.

Des signes existent d'une borne volontaire de certains « pays du sud » (Argentine, Brésil, Afrique du Sud) à s'orienter vers une utilisation

résolument pacifique de l'énergie nucléaire. Mais combien de progrès restent à faire. « La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, soulignait en milieu de semaine M. Philippe Rouvillois, administrateur général au Commissariat à l'énergie atomique, est assez claire : ou bien nous montrons notre capacité à tirer rapidement les leçons du brusque rappel à la vigilance qui nous a été adressé, ou bien nous compromettons la crédibilité de cette institution [l'AIEA]. »

Le message semble avoir été entendu. Le directeur général de l'AIEA, le Suédois Hans Blix, a en effet insisté sur « la nécessité, compte tenu de l'affaire irakienne, de renforcer les systèmes de contrôle » pour découvrir les sites qui n'ont pas été déclarés. Une sixième mission d'experts doit en principe entamer dès la semaine prochaine une tournée d'inspection sur les capacités d'enrichissement de l'uranium par ultracentrifugation de l'Irak.

Une mission importante, certes, mais qui ne doit pas cacher le problème de fond que constitue la prolifération nucléaire dans tout le Moyen-Orient. Les capacités nucléaires d'Israël en inquiètent plus d'un, et beaucoup ont accueilli favorablement, vendredi, une résolution invitant tous les pays de cette région à accepter « l'application de contrôles complets de l'AIEA pour toutes leurs activités nucléaires » qui serait « un premier pas en faveur de la paix et de la sécurité ».

J.-F. A.

YÉMEN : après l'attentat contre un dirigeant de l'opposition

## La fragile unité du pays est encore plus menacée

Un attentat manqué, le 10 septembre à Sanaa, contre le secrétaire général du Parti du rassemblement unioniste yéménite (PRUY), M. Omar El Gaoui, a suscité une vive émotion dans l'ensemble du pays, dont l'unité proclamée l'an dernier reste très fragile. Dans les milieux de l'opposition démocratique, on a vu dans cette « première tentative d'assassinat politique dans le Yémen réuni » le spectre d'un retour aux règlements de compte sanglants qui étaient courants aussi bien dans le Nord que dans le Sud. Le 12 septembre, à Sanaa, M. Moudjahed El Kahali, un député de l'opposition nassérienne, a lui aussi échappé à un attentat.

Écrivain de renom et directeur de l'hebdomadaire El Tagamou, organe du PRUY paraissant à Aden, M. El Gaoui a adopté, depuis l'unification du Yémen en mai 1990 dont il avait été l'un des architectes, une politique de « soutien critique » au nouveau régime. Il a notamment été l'un des premiers à mettre les Yéménites en garde contre la transformation de la jeune République en une « nouvelle dictature » des deux grands partis qui, avant l'unité, monopolisaient le pouvoir au nord (le Congrès général populaire CGP) et au sud (le Parti socialiste yéménite-PSY). Plutôt proche des anciens socialistes d'Aden, il a toujours réservé ses fêches les plus acérées aux dirigeants du CGP, les principaux responsables à ses yeux de la dégradation politique et économique du nouvel Etat unifié.

## Dissiper le soupçon

Dans un communiqué rendu public au lendemain de l'attentat du 10 septembre, l'un des principaux militants des droits de l'homme au Yémen, M. Abou Baqr El Saqqaf, a mis en cause les dirigeants du CGP. « Décidés, dit-il, à supprimer peu à peu toute forme d'opposition au régime », « Tous ceux qui s'avisent de critiquer l'action du chef de l'Etat, le président Ali Abdallah El Saleh, ajoute-t-il, sont considérés comme des traîtres et des ennemis de l'unité, de l'islam et de l'entité nationale yéménite ». Selon lui, cet attentat constitue donc « une tentative d'intimidation destinée à terroriser tous ceux qui tentent de critiquer le pouvoir central et sa lente dérive

vers une régime autoritaire ». La tentative d'assassinat risque de fragiliser davantage le processus unitaire qui se heurte à de nombreux obstacles. Il y a à peine quatre mois, le premier anniversaire du Yémen unifié avait été célébré avec faste, alors qu'étaient déjà apparus les premiers signes de discordance entre le CGP, présidé par le chef de l'Etat, M. Ali Abdallah El Saleh, et le PSY, conduit par le vice-président Ali Salem El Beid. Au sommet de la hiérarchie, une unité de façade est toujours maintenue, mais à la base la lutte, d'abord furtive, a éclaté au grand jour. Depuis le mois de juillet, les journaux contrôlés par le CGP attaquent quotidiennement, et en termes de plus en plus acerbes, les partisans du PSY qu'ils accusent d'« avoir détruit le Sud » et d'« essayer d'introduire dans le pays une idéologie étrangère à nos traditions et à notre histoire », une allusion claire aux principes marxistes que le PSY a pourtant solennellement abandonnés.

Les organes du PSY répondent à ces attaques sur un ton plus modéré. L'hebdomadaire de ce parti, El Moustaqbal, a cependant récemment menacé de « faire des révélations concernant certains épisodes tragiques de notre histoire », une allusion transparente à l'assassinat en 1977 de l'ancien président du Nord-Yémen, Ibrahim Hamdi, auquel auraient participé plusieurs dirigeants actuels du CGP, dont le président Ali Abdallah El Saleh. El Tagamou a pour sa part publié une fable politique, anonyme, retraçant la vie d'un « homme mauvais » en qui certains ont reconnu le chef de l'Etat. Ce dernier a accusé M. Omar El Gaoui — qui s'en est défendu énergiquement — d'être l'auteur de ce pamphlet.

L'attentat de Sanaa a-t-il été une tentative avortée de « punir » l'ancien présumé de cet article ? Afin, vraisemblablement, de dissiper le soupçon, le président Ali Abdallah El Saleh a téléphoné à M. Omar El Gaoui pour lui exprimer sa vive sympathie et l'assurer que ce « crime » ne resterait pas impuni. Le chef de l'Etat vient également de donner des instructions aux forces de sécurité pour « qu'elles frappent d'une main de fer tous ceux qui portent atteinte à la sécurité générale » — un ordre qui risque de demeurer lettre morte, car les forces du Nord et du Sud, qui se sont combattues pendant de longues années, n'ont jamais pu être regroupées et restent indépendantes.

JEAN QUEYRAS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LVMH

MOËT HENNESSY. LOUIS VUITTON

## FORTE REPRISE AU SECOND TRIMESTRE

Malgré la diminution importante des ventes durant la guerre du Golfe et la situation économique mondiale, le résultat opérationnel de LVMH s'est établi à 2 345 millions de francs à fin juin 1991, soit un niveau légèrement supérieur à celui de fin juin 1990. Il convient d'ailleurs de noter qu'après une baisse au premier trimestre de 1991, la croissance du résultat opérationnel a été de 20 % au deuxième trimestre 1991.

Au 30 juin 1991, le résultat net consolidé de LVMH s'est élevé à 1 210 millions de francs contre 1 248 millions de francs à fin juin 1990.

Cette légère diminution du résultat net s'explique par la progression des frais financiers dus aux acquisitions d'actions Guinness en 1990 et du Champagne Pommery au début de 1991. L'impact de ces frais financiers sera relativement moins important au deuxième semestre de 1991 du fait de la saisonnalité des ventes et des résultats de Guinness et Pommery.

A méthode comptable comparable et à structure identique, c'est-à-dire en tenant compte notamment d'une participation à hauteur de 24 % dans Guinness et de l'acquisition de Pommery à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990, le résultat net aurait progressé de 7 %.

Compte tenu de la reprise des ventes dans les différents secteurs du groupe, du bon accueil fait par la distribution aux lancements des parfums «Dune» de Christian Dior et «Amarige» de Givenchy, de la hausse du dollar et du yen au troisième trimestre, une prévision de croissance sensible des résultats de LVMH est confirmée pour l'année 1991.

## Chiffre d'affaires consolidé

En millions de francs	30/06/90	30/06/91
Champagne et Vins	1.839	1.951
Cognac et Spiritueux	2.454	2.813
Bagages et Maroquinerie	2.180	2.151
Parfums et Produits de beauté	2.167	2.051
Autres Activités	181	298
LVMH	8.821	9.264

## Résultat opérationnel consolidé

En millions de francs	30/06/90	30/06/91
Champagne et Vins	328	272
Cognac et Spiritueux	1.102	1.243
Bagages et Maroquinerie	881	827
Parfums et Produits de beauté	138	121
Autres Activités	(115)	(118)
LVMH	2.334	2.345

Le ralentissement des ventes de Champagne sur certains marchés en récession, Etats-Unis et Grande-Bretagne notamment, a pénalisé le résultat du secteur. Toutefois, dans cette activité, plus de 60 % des ventes sont traditionnellement réalisées au cours du second semestre.

Le Cognac a sensiblement accru sa rentabilité grâce à une nouvelle amélioration de la part des qualités vieilles, à la poursuite de la croissance des ventes en Extrême-Orient et à la reprise du yen.

L'activité Bagages a pratiquement rattrapé à fin juin l'effet négatif de la guerre du Golfe et a confirmé durant l'été la forte reprise des ventes entamée au printemps.

L'activité Parfums et Produits de beauté, affectée au premier trimestre par la crise du Golfe dans les « duty-free », a enregistré une reprise de ses ventes au deuxième trimestre, confirmée dans le courant de l'été.

Pour les six premiers mois de 1991, le groupe Guinness PLC a enregistré un résultat avant impôts de 3,5 milliards de francs, en progrès de 9 % sur la période correspondante de l'année précédente.

LVMH, PREMIER GROUPE MONDIAL DE PRODUITS DE PRESTIGE

مكتبة من الأصل



هكذا من الاجل

## AFRIQUE

### La mort d'un bain fantôme

Suite de la première page

Officiellement du moins, il s'agit d'une non-affaire. Le 20 juillet, à des journalistes français qui l'interrogeaient sur l'existence du bain, Hassan II avait répliqué : « Les témoignages ne valent que par les témoins. » Il avait alors implicite-

ment reproché à M<sup>me</sup> Christine Serfaty, dont le mari a été l'objet, il y a une semaine, d'une mesure de libération-expulsion, de s'être indûment intéressée au sort des détenus de Tazmamart. Pour la punir de cette curiosité malsaine, il lui avait interdit de « remettre les pieds » au Maroc

#### Un « grand événement », selon M. Abraham Serfaty

Opposant marocain récemment libéré et exilé vers la France, M. Abraham Serfaty a qualifié, vendredi 20 novembre à Paris, de « grand événement » la destruction du bain de Tazmamart. Selon lui, la « pression décisive » est venue des États-Unis, où Hassan II va se rendre en visite officielle. « Les États-Unis ont inclus la destruction de Tazmamart dans leurs demandes », a estimé M. Serfaty. De son côté, l'Association de défense des droits de l'homme au

Maroc (ASDHOM), qui se « réjouit » de ce « geste important », a indiqué que « les vingt-huit rescapés de Tazmamart, qui ont été transférés dans une prison non officielle au sud de Guelicif, seraient ensuite divisés en deux groupes pour être dirigés soit vers un hôpital pour les plus épuisés, soit vers une prison officielle ». Selon l'ASDHOM, il reste « sept cent quatre-vingt-cinq détenus politiques » au Maroc et « plus de huit cents citoyens séquestrés dans le bagne-forteresse de Kalaat M'Goura ».

pour y rendre visite à son épouse qui, lui, purgeait sa peine à la prison centrale de Kénitra.

Le 18 septembre, dans un entretien accordé à TF 1, M. Driss Baari, ministre de l'intérieur et de l'information, avait explicité les propos du souverain chérifien. Le bain de Tazmamart, avait-il assuré, « n'existe que dans l'esprit et l'imaginaire des gens malveillants vis-à-vis du Maroc ». Aux yeux du pouvoir, il n'y a donc pas lieu aujourd'hui de confirmer ou démentir des informations sans objet...

#### Grand ménage dans les prisons

Il n'empêche que, soucieux de respectabilité face à des interlocuteurs toujours plus nombreux et de moins en moins disposés à fermer les yeux sur ses écarts de conduite en matière de respect des droits de l'homme, Hassan II est, semble-t-il, en train de faire le grand ménage dans les prisons de son royaume. Même l'opposition juge qu'il faut en passer par là pour renforcer la crédibilité du Maroc. À l'heure où il est, notamment, engagé dans une opération référendaire à hauts risques au Sahara occidental.

JACQUES DE BARRIN

## TUNISIE

### Une lettre de M. Mohammed Mzali, ancien premier ministre

À la suite de la publication, dans le Monde du 18 septembre, d'un article consacré à la mise aux enchères de la propriété de M. Mzali, l'ancien premier ministre tunisien nous a fait parvenir une lettre dont voici les principaux extraits :

- 1) La propriété dont il s'agit a été acquise en 1965 et payée en vingt ans grâce à mes revenus et à ceux de mon épouse.
- 2) Le procès inique qui a été préfabriqué par l'ancien régime est inconstitutionnel car, en tant que membre de gouvernement, je ne pouvais être jugé que par la Haute Cour constitutionnelle, l'Article 66 de la Constitution.
- 3) La condamnation par contumace qui m'a frappé remonte au 20 avril 1987. Étant provisoire, elle

ne peut être exécutée. La vente en question est donc illégale.

4) Après l'accession de Ben Ali au pouvoir, tous ceux qui ont cru à ses promesses et sont rentrés pour « régulariser » leur situation ne sont certes pas en prison, mais ont été condamnés à cinq ans de prison avec sursis (Driss Guiga, ancien ministre de l'intérieur) ou à quatre ans de prison, avec sursis toujours, et à 40 millions d'amende (Tahar Belahadja, ancien ministre de l'information) et sont à ce jour privés de leurs droits civiques en raison de ces peines infamantes.

5) Cinq années après ma condamnation à contumace, le pouvoir décide de vendre ma maison aux enchères publiques, jeter mon épouse et mes enfants dans la rue, et assouvir ainsi sa haine contre un homme dont le tort est de tenir à

sa dignité et de vouloir encore servir son pays.

6) Quant à la lettre publiée par un journal de Tunis et que j'aurais adressée à une « notabilité de la région » (du Golfe), tous ceux qui connaissent mon écriture se sont rendus compte qu'il s'agissait d'un faux.

7) Au sujet du communiqué que j'ai signé au mois de mai avec d'autres Tunisiens, dont MM. Rached Ghannouchi (président de la Nahda) et Ahmed Ben Salah (secrétaire général du Mouvement de l'Unité populaire, non reconnu en Tunisie quoique membre à part entière de l'Internationale socialiste), il s'agit d'une protestation contre la tuerie sauvage perpétrée par les forces de l'ordre dans l'enceinte du campus universitaire et dont ont été victimes cinq étudiants.

## AMÉRIQUES

### COLOMBIE

### Les négociations entre le gouvernement et la guérilla piétinent

Les pourparlers entre le gouvernement colombien et la Coordination Simon-Bolívar, qui regroupe essentiellement les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie, communistes) et l'ELN (Armée de libération nationale, castriste), piétinent depuis leur reprise le 4 septembre dernier à Caracas, capitale du Venezuela. Le président Cesar Gaviria montre de plus en plus de signes d'impatience devant les revendications de la guérilla, qui réclame la création de deux cents « zones de paix » pour y regrouper ses hommes, au lieu de la soixantaine proposée. Neuf guérilleros ont encore été tués par l'armée vendredi 20 septembre dans la province de Santander.

Conduit avec succès à la légalisation en 1990 du M-19 (gauche nationaliste), de l'EPL (Armée populaire de libération, proche-moïse), du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs) et du Mouvement indigéniste Quintín-Lame, tous anciens membres de la Coordination Simon-Bolívar.

Battu militairement avant la négociation, le M-19 apparaît aujourd'hui comme le vainqueur politique de l'opération « retour à la légalité ». Il a fait bonne figure aux élections de décembre 1990 ; il a joué un rôle déterminant de février à juillet 1991 au sein de l'Assemblée constituante. Et son leader, Antonio Navarro, fait déjà figure de favori pour la prochaine élection présidentielle.

#### L'exemple du M-19

Les dirigeants des FARC (7 000 hommes dans une cinquantaine de « fronts ») et de l'ELN (4 000 combattants pour une vingtaine de « colonnes ») sont tentés d'imiter l'exemple du M-19. Mais ils ont des doutes justifiés sur l'ampleur de leur éventuelle « base électorale » et estiment surtout qu'ils ne sont pas vaincus sur le terrain. Pour le prouver, ils ont déclenché, en juillet, une offensive terroriste sans précédent (500 millions de dollars de dégâts). La réprobation active de la population les a contraints à stopper, début août, les sabotages d'installations industrielles.

De son côté, l'armée, dont certains secteurs se résignent mal à une paix négociée, a multiplié les opérations offensives et a tenté de capturer en août l'état-major de la guérilla. Un échec, tempéré par des coups très durs portés aux groupes insurgés. « A Caracas, a déclaré M. Manuel Marulanda, le chef militaire des FARC, notre délégation ne fera pas marche arrière ».

Pourtant, la coordination semble en moins bonne posture qu'en juin. Elle a déjà manqué le train de la Constitution, qui a adopté un plan de modernisation radicale

de la vie politique. Ce que réclamait, les armes à la main, la guérilla. Elle peut encore espérer participer à la campagne pour les élections législatives du 27 octobre. Mais le temps presse.

Les FARC, très liées au Parti communiste colombien, sont d'autre part politiquement déstabilisées par l'effondrement de la maison mère à Moscou. Les désertions se sont multipliées ces dernières semaines dans leurs rangs. En revanche, l'ELN, en prise directe sur Cuba et dirigée par l'ancien curé espagnol Manuel Pérez, disposant d'un solide trésor de guerre, ne paraît guère a priori disposée à lâcher prise, bien qu'elle affronte également certains « courants » contestataires.

MARCEL NIEDERGANG

○ BOLIVIE : un cinquième trafiquant de drogue « repent » se rend à la justice. — Un trafiquant de drogue, Oscar Roca Vasquez, s'est rendu à la justice, jeudi 19 septembre, à l'aéroport de Santa Cruz (mille kilomètres à l'est de La Paz), a-on appris vendredi à La Paz. Roca Vasquez est le cinquième trafiquant à se rendre aux autorités à la suite de la promulgation d'un décret garantissant que les trafiquants « repentis » ne seraient pas extradés vers les États-Unis. — (AFP)


○ PÉROU : des guérilleros du Sentier lumineux ont assassiné dix Indiens dans les Andes. — Les guérilleros maoïstes du Sentier lumineux ont tué dix membres d'une tribu indienne dans les Andes, a-on appris vendredi 20 septembre. Une cinquantaine de sendéristes sont entrés à Kutoviteni mercredi matin et ont abattu dix Indiens Ashaninka qui refusent de venir avec eux, a déclaré un responsable de la ville voisine de Tarma. Quelques jours auparavant, le Sentier lumineux avait tué douze Indiens de la même tribu dans cette région. Cette guérilla, qui dure depuis onze ans, a causé la mort de 23 000 personnes. — (Reuters)

○ AFRIQUE DU SUD : huit membres de l'ANC condamnés pour avoir profané le « sanctuaire du collier ». — Huit membres du Congrès national africain (ANC) ont été reconnus coupables d'avoir tué un de leurs opposants par le « supplice du collier » (un pneu enflammé, placé autour du cou de la victime), en 1987. Ils ont été condamnés, jeudi 19 novembre, dans le bantoustan du Transkei, à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison. — (AFP)

○ ALGÉRIE : afflux de réfugiés touaregs. — La télévision algérienne a montré, jeudi 19 novembre, des images de « milliers de réfugiés touaregs », visiblement épuisés et souffrant de malnutrition, installés dans la région de Bordj Badji Mokhtar, à l'extrême sud-est de l'Algérie, près de la frontière avec le Mali. Une réfugiée a déclaré que « des enfants, des vieillards et des femmes ont été égarés » dans le nord du Mali, d'où elle s'est « enfuie à pied avec ses enfants ». De source officielle, on indique que le nombre de ces nouveaux réfugiés serait de quatorze mille à trente mille. — (AFP)

○ CAMEROUN : le président Biya prône « l'apaisement et la réconciliation ». — Lors d'une visite à Douala, capitale économique et principal lieu de l'opposition, le président Paul Biya a lancé, vendredi 20 septembre, un appel à « l'apaisement et à la réconciliation ». Il a accusé les opposants de vouloir « étrangler » l'activité de la ville « par des mots d'ordre irresponsables », faisant ainsi allusion aux opérations « villes mortes » et aux manifestations de rue, dont la répression a causé la mort de plusieurs dizaines de personnes depuis le début de l'année. — (AFP)


○ SÉNÉGAL : adoption d'un nouveau code électoral. — Le Parlement sénégalais a adopté, vendredi 20 novembre, un projet de loi électorale fixant à sept ans la durée du mandat présidentiel. Le nombre de mandats du président est limité à deux et l'âge des électeurs est abaissé de vingt et un à dix-huit ans. L'opposition avait fait de la révision du code électoral son principal cheval de bataille, depuis les élections générales de février 1988. — (AFP, Reuters)



### Audi

CENTRE D'ESSAIS

Du jeudi 19 au lundi 23 septembre, au Pavillon Royal du Bois de Boulogne\*



Audi vous ouvre les portes de ses plus beaux modèles.

L'Audi V8, le Coupé S2, le Cabriolet et toute la gamme Audi 100 vous attendent.

pour un essai privilégié dans le cadre prestigieux du Pavillon Royal dans le Bois de Boulogne.

Afin de réaliser votre essai dans les meilleures conditions nous vous invitons dès à présent

à nous contacter au : 42.56.01.60 afin de prendre un rendez-vous.

\* Face au lac, à proximité de la Porte Dauphine

## POLITIQUE

Après les déclarations de M. Giscard d'Estaing

## La France le sol et le sang

Suite de la première page

Tôt ou tard, ce sujet explosif devait resurgir. M. Giscard d'Estaing a voulu tirer le premier, quitte à embrouiller un peu plus le débat par des affirmations approximatives et des propositions faussement spectaculaires.

Le code de la nationalité est un ensemble juridique complexe, fait d'une addition de lois successives. M. Giscard d'Estaing prend des libertés avec l'Histoire quand il parle de « revenir à la conception traditionnelle de l'acquisition de la nationalité française : celle du droit du sang ». En réalité, depuis le seizième siècle, la France a reconnu — avec plus ou moins d'extension, selon les circonstances et les besoins — un certain « droit du sol », c'est-à-dire l'attribution de la nationalité à des personnes n'étant pas d'ascendance française mais qui sont nées sur son territoire ou y ont résidé un certain temps. D'ailleurs, dans le même article du *Figaro-Magazine* — et au risque de se contredire — M. Giscard d'Estaing admet le droit du sol à certaines conditions...

Quant à dire que tous les grands pays européens ne reconnaissent désormais que le droit du sang, c'est encore une simplification abusive. Même l'Allemagne, qui a une conception ethnico-culturelle de la nationalité, a assoupli récemment sa législation. Et presque tous les autres pays de la Communauté comptent, dans des proportions variables, droit du sang et droit du sol.

## Cent mille personnes chaque année

Il existe aujourd'hui une demi-douzaine de manières de devenir français. La plus simple et la plus courante est ce fameux droit du sang — expression déplaisante — dont bénéficie tout enfant ayant un parent français. Quant aux enfants nés en France de deux parents étrangers, ils sont automatiquement français dès la naissance si leur père ou leur mère est né en France (article 23 du code de la nationalité), ou à dix-huit ans si les deux parents sont nés à l'étranger (article 44). Mais, dans ce dernier cas, la nationalité française peut être refusée par les intéressés (et 10 % la refusent effectivement). Les autres moyens d'obtenir la citoyenneté sont le mariage avec un Français ou une Française et la naturalisation, qui suppose, elle, de présenter une demande et de répondre à certaines conditions.

Au total, chaque année, la population française s'enrichit de quel que cent mille personnes nées de parents étrangers — l'équivalent d'une ville comme Rouen ou Nancy. Démographiquement, c'est un apport substantiel, compte tenu de la faiblesse relative de la natalité. Et, en matière d'intégration, c'est un facteur très important, même si la possession d'une carte

d'identité nationale ne suffit pas à un Antillais ou à un Maghrébin pour se faire accepter dans la vie sociale.

Les naturalisations ne représentent qu'un tiers des cent mille « nouveaux » citoyens et concourent, de plus en plus, des Africains ou des Asiatiques originaires d'anciennes colonies françaises. Ceux qui en font la demande sont peu nombreux par rapport aux bénéficiaires potentiels, mais ils obtiennent satisfaction dans plus de 85 % des cas. L'administration dispose d'un pouvoir réglementaire dans ce domaine et n'a pas à justifier ses refus, alors que, pour les bénéficiaires du droit du sol ou d'un mariage, elle ne peut pas intervenir : l'obtention de la nationalité est automatique.

## Un casse-tête en perspective

Valéry Giscard d'Estaing rend hommage à l'« excellent travail » de la commission de la nationalité, mais celle-ci n'a jamais proposé d'abandonner le droit du sol. Son rapport soulignait au contraire, en janvier 1988, que « la théorie du droit du sang pur » confond l'appartenance à la nation avec l'appartenance à une ethnie. L'attachement à M. Giscard d'Estaing, les « sages » ne remettent pas en question l'article 23, attribuant la nationalité française à la naissance. C'aurait été, à leurs yeux, constater la faillite du modèle français d'intégration, car trois générations sont concernées par cet article : l'enfant né en France, l'un de ses parents né en France et ses grands-parents venus s'installer en France.

Les « sages » — approuvés par les États généraux de l'opposition et par la majorité sénatoriale qui a déposé une proposition de loi en juin 1990 — demandaient, en revanche, d'aménager l'article 44 pour que le fils d'étrangers né en France exprime personnellement sa volonté de devenir français à l'âge de dix-huit ans. M. Jean-Louis Bianco, l'actuel ministre de l'Intérieur, vient de s'exprimer dans le même sens, en souhaitant que, chaque année, tous les nouveaux citoyens français participent à une cérémonie d'accueil dans leur commune.

La législation française est incontestablement plus libérale que celles de la plupart des pays voisins. D'une part, avec l'article 23, la France est la seule à reconnaître un « double droit du sol » (dont bénéficie environ 18 000 nouveaux-nés chaque année). D'autre part, elle n'oblige pas l'étranger devenu français à répudier sa nationalité d'origine. Des conventions ont même été conclues avec certains pays, comme l'Algérie ou Israël, pour permettre aux binationaux de choisir le pays où ils accomplissent leur service militaire.

M. Giscard d'Estaing n'a pas

tort de remarquer que tout cela risque de poser des problèmes quand seront tombées les frontières intérieures de la Communauté européenne. Des femmes turques, installées en Allemagne, ne seront-elles pas tentées de venir accoucher en France ? Et à choisir entre deux pays d'installation, un immigré ne préférera-t-il pas celui qui l'autorise à conserver sa nationalité d'origine ? Il faudra bien se pencher sérieusement un jour sur l'harmonisation des législations européennes en cette matière. Un beau casse-tête en perspective, compte tenu de l'histoire, des traditions, des intérêts et des susceptibilités de chaque État.

Mais, en attendant, c'est un débat franco-français que relance M. Giscard d'Estaing, de manière bien électoraliste. Proposer d'organiser un référendum sur un nouveau code de la nationalité ressemble à une plaisanterie. Qui oserait soumettre aux Français un texte aussi complexe, comprenant des dizaines d'articles et de sous-articles ? Qui prendrait le risque de vouloir régler par oui ou par non une question aussi sensible, susceptible de raviver toutes les passions ?

Code de la nationalité ou pas, l'immigration est revenue au cœur du débat politique et n'en sortira pas jusqu'aux prochaines élections. Ceux qui veulent s'en servir ont l'embaras du choix : des claudicants aux demandeurs d'asile, des « charters » aux banlieues, les sujets de polémique ne manquent pas. Et, pour peu que M. Mitterrand ait la bonne idée de relancer la question du droit de vote des étrangers... En attendant, M. Le Pen arrive en tête des hommes politiques qui « proposent des solutions satisfaisantes » sur l'immigration. Même si — faut-il s'en rendre compte ? — 40 % des Français ne se reconnaissent dans aucun des discours proposés.

ROBERT SOLÉ

## Les réactions

□ M. Bruno Mégret, député gauchiste de l'Eure et de l'Orne : « M. Giscard d'Estaing, après avoir repris auvergne les thèmes économiques et sociaux de M. Mitterrand, reprend aujourd'hui les propositions du Front national en matière de réforme du code de la nationalité. M. Giscard d'Estaing court derrière M. Chirac pour peu que Jean-Marie Le Pen. Il est trop tard pour lui, car il n'a pas la fable de La Fontaine, comme le livre, il n'a pas su partir à point. »

□ M. Jacques Roussel, porte-parole du Rassemblement-France : « L'immense majorité des rapatriés de toute confession, pieds-noirs et harkis, ne pourront que souscrire aux déclarations de Valéry Giscard d'Estaing sur l'immigration tout en observant que l'ancien chef de l'État aurait pu, lorsqu'il exerçait le pouvoir, s'inspirer de ces principes plutôt que de développer une politique de regroupement familial qui n'était pas sans rapport avec la situation actuelle. »

□ M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis : « Je ne peux que me féliciter de la contribution de l'ancien président de la République à ce problème de la nationalité. Je pense que le gouvernement aurait intérêt à faire voter par l'Assemblée nationale les conclusions de la commission Marceau Long. »

□ M. Patrick Develland, député RPR des Hauts-de-Seine : « M. Giscard d'Estaing, qui est né à Coblenz, ville allemande célèbre pour avoir reçu l'armée des émigrés sous la Révolution, nous propose de revenir à cette époque en adoptant la loi du sang. Je lui rappelle que treize millions de Français ont au moins un grand-parent sur quatre de nationalité étrangère. »

□ M. Jacques Barrot, nouveau président du groupe UDC de l'Assemblée nationale : « L'opposition a ratifié les travaux de la commission Marceau Long lors des états généraux de Villepin. Ils basent la citoyenneté sur la notion d'adhésion volontaire qui n'est pas le jus sanguinis. M. Giscard d'Estaing a sans doute voulu relancer le débat mais il ne peut aboutir qu'à cette conclusion. »

□ M. M. Emilio Zaccarelli, président du MRG : « Le terme d'« invasion » semblait réservé au vocabulaire d'une extrême droite à la xénophobie guerrière. La remise en cause du droit du sol pour un droit du sang conduit tout naturellement à un nationalisme de race de sinistre mémoire. Le droit à la reconnaissance a suffisamment de progrès à faire pour ne pas commencer à différencier les immigrés entre eux. Le MRG regrette ces maintes tentatives électoralistes de la droite traditionnelle vers le Front

national qui confirment que les républicains ont démissionné à choisir entre les forces de progrès de la majorité présidentielle et Le Pen. »

□ Mme Marie-Noëlle Liemann, députée socialiste d'Athies-Mons, maire de l'Essonne : « Le slogan publicitaire du nouveau livre de M. Giscard d'Estaing, « Un Giscard différent », est totalement justifié. En dix ans, il a pris cinquante ans de retard quand il propose de substituer le droit du sang au droit du sol. La nationalité ne coule pas dans les veines, mais elle résulte de l'acceptation de certains principes qui font l'éthique d'un pays. »

□ SOS Racisme s'étonne de la tentative d'usage de relancer le débat sur le code de la nationalité de M. Giscard d'Estaing. L'organisation anti-raciste ajoute : « Ce n'est pas en cherchant à déclencher une psychose de l'invasion des immigrés qu'on règlera les problèmes de la société française. Faut-il rappeler à l'ancien président que c'est une loi de 1917, et non une loi qu'elle ne se définit pas par le sang, mais par des valeurs républicaines et universelles, ce qui lui a permis d'intégrer à la nation des générations d'immigrés, quelles que soient leurs origines. »

□ France Fms : « VGE dit tout et son contraire. D'un côté, il souhaite que le droit du sang soit le seul critère attributif de la nationalité française. De l'autre, il approuve le rapport Marceau Long qui réaffirme la notion de droit du sol. Alors, de deux choses l'une : soit VGE ignore le contenu des lois de la République, ce qui est grave, soit il fait de la surenchère politique et part à la chasse des électeurs de Jean-Marie Le Pen. »

□ M. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme : « Je suis étonné par les déclarations de M. Giscard d'Estaing. La droite française est en train de perdre la tête à l'approche des élections, en campant sur les positions de Le Pen et même en rajoutant parfois comme le souhaitait récemment M. Poniatowski. La réforme préconisée par l'ancien président de la République nous ramène deux siècles en arrière, ce qui serait une curieuse façon de célébrer le bicentenaire de la République. Face à cette course vers la xénophobie dégradante, pour ceux qui la pratiquent espérons que vont se rassembler tous les démocrates soucieux de maintenir vivantes les valeurs de la République. »

□ M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, président de la LICRA : « Je considère que c'est un honneur d'être français et non pas un déshonneur que de demander à le devenir. J'adopte donc la conception du droit du sol issue de la Révolution et à laquelle je suis très attaché. »

## L'immigration entre les mots

« La France et ses étrangers », un livre de Patrick Weil

Lorsque les discours sur l'immigration s'affolent et que l'irrationnel menace de l'emporter, il est sain de prendre du recul pour tenter de saisir ce que cachent les mots et ceux qui les prononcent. A cet égard, le livre que Patrick Weil, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, a consacré à la France et ses étrangers, tombe à pic.

Non seulement il présente une analyse magistrale d'un demi-siècle de politique française de l'immigration, de ses discours et de ses non-dits, mais il jette un éclairage inédit sur la politique qu'a menée, à l'Elysée, l'homme par qui le scandale arrive aujourd'hui. Quatre ans après son célèbre petit-déjeuner avec des éboueurs africains, M. Giscard d'Estaing a employé beaucoup d'énergie afin de faire aboutir un projet visant à rapatrier de force en cinq ans cinq cent mille immigrés, Algériens pour la plupart, y compris les enfants de nationalité française.

Patrick Weil a retrouvé dans les archives le relevé de décisions du conseil restreint du 18 décembre 1979, signé du président et annoté de la formule : « Éviter de parler de quotas d'enfants. » Ce projet, inspiré par M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs manuels et immigrés de l'époque, finit par capoter, victime de la résistance du RPR — au nom de la tradition gaulliste — du CDS, de certains ministres et de l'opposition du Conseil d'Etat. L'épisode, qui contraste d'ailleurs avec la première partie du septennat de M. Giscard d'Estaing, plutôt marqué du sceau du libéralisme avec l'instauration du

regroupement familial, n'est que l'un des nombreux dérapages de la politique d'immigration observés depuis l'avant-guerre.

Patrick Weil montre que la France a suivi une voie relativement cohérente sur le long terme. Entre une conception républicaine, égalitaire de l'accueil des étrangers et une politique de ségrégation des ethnies, elle a choisi le plus souvent la première, cette « synthèse républicaine », qui pourrait bien inspirer l'Europe du futur.

## Basses manoeuvres électorales

Les oscillations, parfois dramatiques, n'ont évidemment pas manqué et se poursuivent, comme en témoignent l'actualité. Comme si le pays était incapable de choisir une fois pour toutes entre l'intégration des immigrés et leur maintien dans la précarité, au nom d'une présence prétendument provisoire. Pourtant, les ordonnances de 1945, qui restent la référence en matière de statut des étrangers, missent, de façon préventive, sur une installation progressive des étrangers, rappelle Patrick Weil.

Cette conception, terriblement malmenée dans les faits pendant quatre décennies, a fini par s'imposer comme une évidence. Mais durant plus de trente ans, l'intérêt commun de l'Etat, du patronat et des pays d'origine aura été de maintenir la fiction d'un séjour provisoire, qui a fortement contribué à retarder et compliquer l'intégration. L'immigré devait être sédentaire, non revendicatif et lié à son pays d'origine. Ceux qui, comme M. André Postel-Vinay, éphémère secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing, ont compris que l'arrêt de l'immigration, en 1974, devait s'accompagner d'efforts pour le logement et d'un statut stable, auront eu raison dix ans trop tôt.

Mais c'est précisément en 1984, au moment où la gauche et la droite parvenaient à un quasi-consensus, que l'émergence du Front national, champion dans la démagogie sur l'immigration, les obligeait à se démarquer. Ce thème, jusqu'alors absent du débat politique — même dans la pléiade de M. Le Pen pour l'élection de 1974 — allait devenir, en période d'aggravation du chômage,

le terrain miné d'affrontements maladroits et de débats faussés au service de basses manoeuvres électorales.

Le livre démonte, avec une précision rare dans ce domaine, la signification et la portée réelle des réformes, toujours marquées par leur contexte politique, économique ou diplomatique. Selon Patrick Weil, les joutes sur la nationalité ou la citoyenneté et l'utilisation des immigrés comme boucs émissaires masquent « le naufrage » des politiques d'intégration. Les fonds réservés à la répartition harmonieuse des immigrés dans des HLM ont servi à les « maintenir dans des quartiers dégradés », les cours de langues et les lieux de culte soutenus par les pays d'origine encourageant le repli communautaire.

De détournement de procédure en effet pervers, le bilan est sans complaisance : « La faiblesse des moyens accordés et le manque de cohérence des logiques d'intervention ont abouti à ce que l'on relie désormais tous les problèmes (...) à l'immigration : l'école, le logement, l'emploi ou l'identité nationale, alors que l'objectif des pouvoirs publics était en 1981 exactement inverse. »

Pour sortir du bourbier, l'auteur suggère une vaste opération vérité. Finit les amalgames ravageurs comme l'assimilation de tous les étrangers à des illégaux, et les discours ambigus où l'on oublie que l'immigration reste légale pour certaines catégories. On pourrait aussi nettoyer le vocabulaire en réservant le terme « clandestin » à son véritable sens, le travail illégal d'une entreprise.

Mais il faudrait surtout cesser de rapporter systématiquement à l'immigration les questions de société, comme l'école, le logement ou la citoyenneté, afin d'établir une distinction entre l'immigration réelle et les politiques publiques. On ne peut pas nier l'utilisation de la question à des fins politico-symboles. On peut toujours rêver.

PHILIPPE BERNARD

► La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration 1928-1991, de Patrick Weil. Ed. du Nouveau Long. Calmann-Lévy, 403 p., 140 F.

## A propos de la publication d'un article de M. Le Pen

A la suite de la parution, en page « Débats » du *Monde* du 18 septembre, de l'article intitulé « Les raisons du Front » que nous avait adressé M. Jean-Marie Le Pen en réponse au point de vue de MM. Olivier Bernard, Michel Narbonne et Claude Poizat, publié en première page du *Monde* du 11 septembre, M<sup>me</sup> Marie-Claire Mendès France m'a fait parvenir la copie de la lettre de démission adressée à M. Alain Minc, président de la Société des lecteurs du *Monde*. Dans cette lettre, elle précise :

« Ce n'est pas parce que la majorité des médias ont fait le lit de Le Pen que le *Monde* devait emboliser le pas. J'avais une haute opinion de la qualité de la rédaction du *Monde* et ne m'attendais pas à y trouver cette signature. J'en fais une question de principe. »

En réponse, j'ai fait parvenir à M<sup>me</sup> Mendès France la lettre suivante :

« Chère madame, je comprends votre émotion, car je n'ai pas oublié la manière inqualifiable dont Jean-Marie Le Pen s'est adressé à Pierre Mendès France au cours d'une séance de l'Assemblée nationale (séance du 11 février 1978). Je nar-

rage aussi votre opinion que les thèmes du Front national et de son président représentent un danger pour les valeurs sur lesquelles est fondée la démocratie française.

» Dans le passé, le *Monde* n'a cessé d'adopter ce point de vue. Mais, au nom même de ces valeurs, a-t-il le droit d'empêcher Jean-Marie Le Pen de s'exprimer lorsqu'il est mis directement en cause dans nos colonnes ? C'est l'attitude qui a été adoptée depuis vingt ans par la direction du *Monde*, et la parution du texte du 18 septembre est conforme à cette attitude constante (1). Elle repose sur la conviction que la connaissance des thèses du Front national est de nature, à terme, à réduire le nombre des Français qui ont quelque sympathie pour ce mouvement. S'il apparaissait que cette politique ne réussissait pas, alors, comme à divers moments de l'Histoire, il ne faudrait pas hésiter à défendre la démocratie autrement. »

JACQUES LESOURNE

(1) Six tribunes libres de M. Le Pen ont été publiées depuis 1980.

## Le rapport des seize « sages »

Installée par M. Jacques Chirac, premier ministre, le 22 juin 1987, la commission de la nationalité a été adoptée à l'unanimité le 7 janvier 1988, après de nombreuses consultations et des auditions publiques retransmises en direct par la télévision.

C'était une commission pluraliste, présidée par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, et comptant quinze autres membres : MM. Léon Boutbien, médecin, vice-président du Comité d'action de la Résistance ; Jean-Jacques de Bresson, conseiller d'Etat honoraire ; M<sup>me</sup> Hélène Carrère d'Encausse, universitaire, spécialiste de l'Europe de l'Est ; MM. Pierre Catala, universitaire ; Pierre Chauvin, historien, membre de l'Institut ; Berthold Goldman, universitaire ; Salem Kacot, cardiologue ; Pierre-Patrick Kaltenbach, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; Emmanuel Le Roy Ladurie, historien, professeur au Collège de France ; Yvon Lous-souarn, spécialiste de droit international ; Jean Rivoir, juriste ; M<sup>me</sup> Dominique Schnapper, sociologue ; M. Alain Touraine, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; M<sup>me</sup> Jean-Marc Varaut, criminologue, et

M. Henri Verneuil, réalisateur de films.

Le rapport de la commission avait été adopté à l'unanimité. Son président nous déclarait (*le Monde* du 9 janvier 1988) : « L'objectif affirmé de la commission est d'encourager l'acquisition de la nationalité française par les étrangers établis durablement dans notre pays et qui le souhaitent. La commission n'envisage pas une réduction du nombre des personnes qui deviennent françaises chaque année, mais, bien au contraire, son augmentation. Les nouvelles procédures de naturalisation pourront aussi y contribuer. Quant aux jeunes, le projet de la commission est celui, non d'une quelconque exclusion, mais, à l'inverse, d'une intégration complète, grâce à leur consentement, qu'ils pourront exprimer sous des formes multiples et à de multiples occasions. Toute restriction à l'acquisition de la nationalité française pour les mineurs nés en France est levée. Dans les autres cas, la liste des condamnations pénales qui constituent un empêchement est réduite et simplifiée. On pourra donc devenir français plus facilement, mais aussi plus consciemment. »

هكذا من الأصل



هكذا من الاجل

# POLITIQUE

Réorganisation à l'Elysée

## M. Mitterrand va modifier sa stratégie de communication

Le Journal officiel devrait très prochainement publier un décret mettant fin aux fonctions de M. Nathalie Duhamel, attachée de presse de la présidence de la République. M. Duhamel était attachée de presse de M. François Mitterrand depuis 1973. Elle faisait partie, notamment avec MM. Hubert Védrine et Gilles Ménage, de ceux qui étaient entrés à l'Elysée dès 1981 et y étaient restés.

Ce départ présage une réorganisation du secteur presse de l'Elysée autour du nouveau porte-parole, M. Jean Musitelli, un ancien de la «maison» qui, après un passage au Conseil d'Etat, a repris les fonctions que cumulait M. Védrine depuis sa nomination comme secrétaire général le 17 mai dernier.

L'Elysée, maison vide? Palais de la Belle au bois dormant? Le scrutin présidentiel désorganisé par une fuite des cerveaux? Et d'entendre que M. Elisabeth Guigou a laissé un vide sur les dossiers européens que M. Caroline de Margerie n'aurait pas comblé, ou encore que M. Anne Lauvergeon

est bien néophyte pour prétendre remplacer à la fois M. Jacques Attali comme «sherpa» dans la préparation des sommets internationaux et M. Christian Sautter, devenu préfet de l'Île-de-France, comme secrétaire général adjoint. Le départ de M. Jean-Louis Bianco, après neuf ans passés au secrétariat général, ajoute aux confidences peu anodines disséminées sur le thème de l'usure du pouvoir.

### D'abord la compétence

M. Védrine n'est pas M. Bianco. Les deux hommes n'ont pas les mêmes méthodes de travail. Exemple : M. Bianco préférait faire lui-même la synthèse des notes parfois contradictoires des conseillers ; son successeur préfère réunir les-dits conseillers pour dégager une position commune. Exemple encore : ceux, jours avant la conférence de presse du 11 septembre, il a été demandé à chacun d'établir une liste de questions que les journalistes seraient supposés poser, liste à partir de laquelle les spécialistes ont produit des argumentaires.

Dans ces choix, il y a la marque de la volonté de M. Mitterrand lui-même. Le chef de l'Etat est réputé pour son aversion à l'égard des technocrates. Le passage par le moule de l'ENA constituerait, à ses yeux, plutôt un handicap, que seules la personnalité et l'expérience peuvent compenser. Il est également avéré que M. Mitterrand tient à une certaine variété dans les recrutements.

A posteriori, les piliers de l'Elysée considèrent que les difficultés sont derrière eux et qu'ils sont prêts à affronter les prochaines échéances à l'extérieur de l'Hexagone. Sont

Les dépenses de promotion des collectivités locales

## Le président du conseil régional de Midi-Pyrénées est accusé de violer la loi sur les campagnes électorales

TARBES... de notre correspondant

Affiches géantes, brochures luxueuses, plumes dans les journaux : le président du conseil régional de Midi-Pyrénées, M. Marc Censi (UDF-PR), soigne son image de «marque» trop, au gré de ses adversaires radicaux de gauche, qui l'accusent de «sillage publicitaire» en prévision de la campagne électorale pour les élections régionales.

Dans les Hautes-Pyrénées, M. François Fortassin, vice-président du conseil général, a adressé une «lettre ouverte» à M. Censi, auquel il reproche de confondre «la communication institutionnelle classique et la propagande politique». Député de l'Aveyron, maire de Villefranche-de-Rouergue, M. Jean Rigal, radical de gauche lui aussi, a saisi la Cour régionale des comptes. Il estime que le président de la région Midi-Pyrénées, maire de Rodez, outrepassa les

limites permises par la loi du 15 janvier 1990, qui interdit, notamment, les campagnes de promotion des réalisations des collectivités locales dans les six mois précédant ceux d'élections générales intéressant ces collectivités.

Le président du conseil régional répond que, «faute de trouver dans le bilan de sa gestion le moindre élément de critique», ces deux antagonistes se réfugient dans l'outrance. «Leurs arguments fournissent la meilleure démonstration du sérieux de ma politique», affirme-t-il, en précisant qu'en 1985, alors que la gauche détenait la majorité régionale, le budget de la communication représentait 1 % du budget régional. Aujourd'hui, ce même budget se limite à 0,66 % (13 millions de francs pour un budget primitif de 1,8 milliard de francs). M. Censi souligne que ces chiffres sont vérifiés par un organisme indépendant, l'Observatoire inter-régional de la politique (OIP).

J.-J. R.

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur  
**CONTRAT ET RELATIONS DU TRAVAIL**  
par Claude ORLIAC  
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

**EMPLOI** Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde de la Fonction Commerciale

**Le Monde** INITIATIVES

mardi  
date  
mercredi

**ÉGLISE ET HISTOIRE DE L'ÉGLISE EN AFRIQUE**

L'avenir des jeunes Eglises

294 F 424 pages

BLANCHESNE 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

# COMMUNICATION

Contestant une publicité du constructeur français

## Volkswagen assigne Renault en justice

«Renault vend deux fois plus de voitures en Allemagne que Volkswagen en France. Cela vous étonne? Pas nous!» Cette publicité signée Renault et Publicis n'est pas du goût du constructeur allemand qui assignait, vendredi 20 septembre, son concurrent en justice.

Pour étayer leur slogan, Renault et son agence Publicis Constellation avaient choisi d'avancer des chiffres : «Le constructeur allemand a vendu en France 37 000 voitures au premier semestre 1991. Une belle performance (...) Renault a vendu en Allemagne 137 000 voitures (...) Une très belle performance.»

chiffres choisis. Pour le groupe germanique, citer une marque sans son autorisation relève de la publicité comparative, toujours interdite en France (le Parlement n'a voté un texte la légalisant qu'en première lecture). Quant aux chiffres, Volkswagen les juge «déloyaux» et «non significatifs» car la publicité «omet» de rappeler que le marché automobile allemand est deux fois et demi plus important que son homologue français. Publicis, en revanche, se défend d'avoir voulu faire une publicité comparative ni même une campagne agressive : «Notre texte insiste sur la belle performance du constructeur allemand», précise-t-on.

Or Volkswagen conteste à la fois la légalité de la publicité et les chiffres.

Radio-France s'agitait de son budget, le projet de budget 1992 pour l'audiovisuel public inquiète Radio-France. La société devrait en effet bénéficier l'an prochain d'un budget de 2,2 milliards de francs, en hausse de 105 millions seulement. Dans un communiqué, la société estime que cela lui permettra «de poursuivre son activité sans remettre en cause ses objectifs», mais ne lui permettra pas «à la fois de retrouver en 1992 l'équilibre budgétaire (...) et de faire face aux développements de programmes qu'exigent la concurrence».

sonnel réuni en assemblée générale. Dans ce texte, le personnel s'interroge «sur les motivations qui ont conduit la direction du groupe Hachette-Filipacchi, dans une conjoncture particulièrement difficile pour la presse économique, à retirer sa confiance à Michel Tardieu, dont l'intégrité et les qualités rédactionnelles sont unanimement reconnues». Vendredi, la direction du groupe n'avait ni officialisé ce départ ni réagi aux accusations du personnel.

Le projet de budget 1992 pour l'audiovisuel public inquiète Radio-France. La société devrait en effet bénéficier l'an prochain d'un budget de 2,2 milliards de francs, en hausse de 105 millions seulement. Dans un communiqué, la société estime que cela lui permettra «de poursuivre son activité sans remettre en cause ses objectifs», mais ne lui permettra pas «à la fois de retrouver en 1992 l'équilibre budgétaire (...) et de faire face aux développements de programmes qu'exigent la concurrence».

Annulation de l'élection d'Olivier Warin à la présidence de la société des journalistes de la Cinq. - L'élection d'Olivier Warin à la tête de la société des journalistes de la Cinq (Le Monde du 19 septembre) a été invalidée, mercredi 18 septembre, après la tenue d'une assemblée générale extraordinaire. Olivier Warin, qui avait été sanctionné par sa direction pour notes de frais jugées excessives pendant la guerre du Golfe et dont le licenciement avait été refusé par l'inspection du travail, avait été élu à titre «temporaire» président de la société des journalistes de sa chaîne.

Départ de M. Michel Tardieu du Nouvel Economiste. - M. Michel Tardieu, directeur du Nouvel Economiste depuis quinze ans, a informé, vendredi 20 septembre, le personnel de l'hebdomadaire qu'il allait quitter ses fonctions. Ce départ, prévisible depuis quelques jours (Le Monde du 18 septembre) est qualifié de «limogeage» dans un communiqué adopté par le per-

sonnel réuni en assemblée générale. Dans ce texte, le personnel s'interroge «sur les motivations qui ont conduit la direction du groupe Hachette-Filipacchi, dans une conjoncture particulièrement difficile pour la presse économique, à retirer sa confiance à Michel Tardieu, dont l'intégrité et les qualités rédactionnelles sont unanimement reconnues». Vendredi, la direction du groupe n'avait ni officialisé ce départ ni réagi aux accusations du personnel.

## Le RPR en mission en Corse

Le RPR a décidé, vendredi 20 septembre, d'envoyer en Corse une mission pour s'enquérir auprès des maires de l'île «des conditions dans lesquelles il est procédé actuellement à la révision des listes électorales».

«Alors que le démarrage des opérations de révision a d'ores et déjà donné lieu à des contestations», le RPR «rappelle que la transparence doit présider à ces opérations». «Il importe, dit-il, que les électeurs qui viendraient à être radiés des listes soient complètement informés des motifs de cette radiation».

La mission, constituée par M. Alain Juppé, secrétaire gé-

ral du RPR, sera composée de MM. Hubert Haenel, sénateur du Haut-Rhin, Jean-Louis Debré, député de l'Eure, et Hervé Fabre-Aubrespy, secrétaire national adjoint chargé des élections.

Quelques deux cent quarante maires corses sur les trois soixante quatre que compte l'île, réunis jeudi 19 septembre à Corte (Haute-Corse), ont exprimé leur opposition aux modalités de refonte des listes électorales et proclamé leur attachement à la notion de «domicile d'origine».

## EN BREF

Condamnation de trois agresseurs de coiffeurs d'affiliés du Front national. - Trois personnes qui s'étaient querellées, dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 septembre, avec des coiffeurs d'affiliés du Front national à Rouen ont été arrêtées, jeudi, et condamnées, vendredi soir, à des peines allant de trois mois avec sursis à quatre mois ferme. M. Bernard Lacroix, quarante-sept ans, son fils de vingt-deux ans, Frank, et M. Patrice Daul, vingt-trois ans, avaient d'abord échangé des injures avec les coiffeurs d'affiliés du Front national. Après ces échanges, et craignant, selon eux, que les coiffeurs d'affiliés ne s'en prennent à leur voiture, M. Bernard Lacroix s'était armé d'un pistolet à grenailles et avait tiré sur la camionnette des militants d'extrême droite. Personne n'avait été blessé. - (AFP)

Annulation de l'arrêté instituant le Conseil consultatif de la Nouvelle-Calédonie. - L'arrêté instituant le Conseil consultatif de la Nouvelle-Calédonie a été annulé, jeudi 19 septembre, par le tribunal administratif de Nouméa, privant cette instance d'existence légale dans sa forme actuelle. Le tribunal a donné raison à plusieurs grands chefs canaques qui contestaient le mode de désignation de cette «chambre consultative». La création de cette instance avait été prévue par la loi référendaire issue des accords de Matignon sur l'avenir de l'archipel, signés en juin 1988.

## LIVRES POLITIQUES

En ce temps-là, il y avait encore des ouvriers, dont certains mettaient tous leurs espoirs dans le parti qui prétendait parler et agir en leur nom. Des ouvriers communistes ! Comme cela paraît lointain et dépassé, aujourd'hui, alors que l'on glose sur la fin du communisme, cette utopie qui non seulement s'est révélée en tant que telle, mais a aussi, par ses effets pervers, éteint l'espoir qu'elle portait de changer les choses en ce bas monde. Finalement, c'est le communisme qui aurait désespéré Billancourt après avoir tant inquiété Boulogne.

Il n'en a pas toujours été ainsi et il n'est pas indifférent de savoir pourquoi. Ne serait-ce que parce qu'il y a toujours des ouvriers et encore des communistes, mais pour une autre raison aussi. Tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir du socialisme ont, sans doute, intérêt à comprendre en quoi la théorie révolutionnaire héritée de Marx a pu répondre à une attente de changement social. Après tout, si le monde et les choses n'ont pas cessé de changer, sous l'effet de leurs dynamiques propres, ces évolutions n'ont pas, que l'on sache, installé la satisfaction générale. Pour beaucoup, le déficit est encore trop grand entre leurs aspirations légitimes et la part qui leur est faite dans la société. Leur attente est fondée et leurs espoirs demeurent. Mais qui les entend ?

Quand ils ne se sont pas fourvoyés dans une utopie qui s'est condamnée elle-même, ils sont comme absents faute d'avoir la parole, à laquelle ils n'ont pratiquement pas accès pour au moins deux raisons : la première est que la communication est le luxe des satisfaits de la société ; la seconde tient à ce qu'ils se vivent, au sein de la communauté, plus comme une faiblesse que comme une force. Isolés ou marginalisés, les incarnent les défaits et les erreurs d'un système qui s'intéresse davantage à ce qui marche bien.

Le succès du communisme à ses débuts fut d'avoir désolé, traqué et mobilisé les éléments d'une espérance collective. Il a, certes, tenu à la séduction de l'idéologie mais, tout autant, à l'adduction entre un messia-

## En quête d'attentes partagées

nisme et une large composante du tissu social. L'étude de Jean-Paul Molinari sur les ouvriers communistes est, de ce point de vue, pleine d'enseignements, précisément parce qu'elle montre comment ce parti est allé à la rencontre de sa base sociale.

L'ensemble de la classe ouvrière n'a jamais, il s'en faut, milité comme un seul homme au Parti communiste. Jean-Paul Molinari évalue à deux millions le nombre des ouvriers qui, depuis 1920, ont adhéré, soit au mieux trente pour mille. Cependant, c'est ce noyau dur qui, à l'origine, a ancré l'influence du communisme. L'auteur montre ce que l'adhésion ouvrière doit aux prédispositions engendrées dans ce qu'il appelle des matrices. Il étudie celles qui furent les plus fortes : les réseaux cheminots, le monde de la mine, les ouvriers de la métallurgie, les paysans-ouvriers.

Certaines de ces professions furent à la pointe de l'industrialisation, directement confrontées à l'exploitation capitaliste, et, par là, formées très tôt à la lutte syndicale. Il en est résulté une pratique de l'organisation qui trouvait son pendant dans un parti lui-même conçu comme une armée, mais cela n'explique pas tout. Dans les communautés ouvrières considérées, l'esprit de corps, la conscience de la dimension internationale de leur fonction sociale (pour les mineurs notamment), les traditions familiales, la vie en cité ou le regroupement des migrants provinciaux dans les villes de la banlieue parisienne (pour les métallistes), la vigueur de la vie associative, le rôle joué dans la Résistance ainsi que bien d'autres «pentes communautaires» ont contribué à la cohérence de ces matrices sociales. Caux qui en étaient issus se trouvaient natu-

rellement proches des valeurs et des méthodes qu'incarnait le Parti communiste.

Au fond du communisme, souligne Michel Verret, qui préface l'essai de Jean-Paul Molinari, il y a la Commune, la communauté, «le fonds commun des grands partages de vie et de culture». Ce qui fut vrai pour les ouvriers ne fut pas moins pour d'autres catégories sociales ayant généré leurs propres matrices. «Partage de communautés paysannes, et ce sera le communisme de village. Partage de communautés diacritiques, et ce sera le communisme d'école des instituteurs, des professeurs et des étudiants. Partage du service public, et ce sera le communisme de bureau, promis ailleurs à un si bel avenir, quand les bureaucraties de parti se transformeront en bureaucraties d'Etat», observe encore Michel Verret.

Avec les changements de la société, les anciennes matrices ont vieilli, les pentes communautaires se sont amincies au profit d'une plus grande dilution sociale. Le PC n'a sans doute pas su, suggère Jean-Paul Molinari, s'ouvrir «à l'évolution plurielle des modes de pensée et d'attente, caractéristiques des structures contemporaines des classes». Ajoutons que l'effacement des modèles du socialisme réel consacrait à la fois un échec opérationnel et une désillusion intellectuelle. Le communisme a perdu sa capacité d'écoute en même temps qu'il perdait sa valeur d'exemple.

Si le socialisme ne veut pas être entraîné dans ce naufrage, il devra retenter la leçon. Cela suppose que le renouvellement nécessaire de son contenu ne procède pas d'une pure création intellectuelle, si estimable qu'elle soit, mais qu'il corresponde aussi à des attentes partagées du tissu social. Cela suppose aussi qu'il cultive l'exemplarité sur les deux plans où se situe sa légitimité : l'efficacité gestionnaire au service d'une exigence morale. Personne ne dit que ce sera facile.

Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF, de Jean-Paul Molinari. (Société Présence du Livre, Thonon-les-Bains, Haute-Savoie), 368 pages, 150 francs.

ANDRÉ LAURENS

entre les mo...

SEMAINE EN FLORE

CONTACTOUR

## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Après une décision du tribunal de Quimper

## Les associations de lutte contre le tabagisme vont multiplier les plaintes visant les fabricants

Le tribunal de grande instance de Quimper est revenu, le 18 septembre, sur une ordonnance du juge des référés du 29 avril qui avait interdit une campagne d'affichage antitabac (*le Monde* du 20 septembre). Cette décision relance le conflit entre le lobby du tabac et les défenseurs de la santé publique. Dans l'attente du jugement sur le fond, elle fournit à ces derniers, dont le conseil est M. Francis Caballero, de nouvelles armes juridiques pour les affaires qui surviendront d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1993. A cette date, en vertu de la loi Evin, toutes les publicités incitant directement ou non à la consommation de tabac seront prohibées.

Au printemps dernier, avec le soutien de la municipalité (socialiste) de la ville, les élèves du lycée Brizeux avaient entrepris de placer sur le « mobilier urbain » deux cents affiches conçues par eux et dénonçant crûment les méfaits conjoints de la publicité et du tabac (*le Monde* du 25 avril).

La mort était omniprésente. On voyait, ici, le célèbre chameau Camel réduit à la dimension d'un squelette, le casque de la Gauloise trônant sur un cadavre ou encore les pinces du cancer à l'extrémité des bras de la Gitane. Ce fut l'image déformée de Marlboro — une mare de goudron s'échappant du célèbre paquet de cigarettes — qui devait prendre une dimension judiciaire.

La toute-puissante société Philip Morris (Richmond, Virginie), fabricant de la cigarette à l'effigie du cow-boy, décidait en effet, comme elle en a pris l'habitude, de contre-attaquer, estimant qu'il y avait là atteinte manifeste aux droits de la marque. Par une ordonnance du 29 avril, le juge des référés de Quimper se déclarait compétent et ordonnait le retrait des affiches. Le juge condamnait aussi la ville et le lycée à verser « une provision de 1<sup>er</sup> » à la société Philip Morris.

Le 16 juillet, le comité national

contre le tabagisme (CNCT) entrait en lice. Cette association reconnue d'utilité publique et présidée par le professeur Albert Hirsch (hôpital Saint-Louis, Paris) souhaitait faire valoir que le trouble causé n'était en rien illicite.

Pour le CNCT, le droit des marques n'a aucun caractère absolu. Selon lui, hors du cadre de la concurrence, la référence à une marque ne relève plus du droit des marques, mais de la liberté d'information et du droit de critique.

A l'inverse, la multinationale Philip Morris soutenait que « le droit de propriété d'une société sur sa marque est un droit absolu et sa protection doit être assurée, y compris en dehors du secteur concurrentiel ». Philip Morris estimait, par ailleurs, que le droit de citation des marques n'autorisait en aucune façon leur dénigrement.

Prost et Alesi poursuivis

Le tribunal de Quimper a donc, en définitive, décidé de rétracter son ordonnance du 29 avril, condamnant dans le même temps Philip Morris aux dépens et renvoyant les deux parties devant les juges du fond. Le tribunal, présidé par M. François Creze, explique notamment : « Si il est exact que le juge n'a pas à s'ériger en moraliste s'agissant d'un produit certes toxique, mais dont la distribution est autorisée par la loi, il n'en est pas moins vrai qu'il doit s'interroger sur les limites du droit de propriété des marques lorsque l'usage de ce droit se trouve en contradiction avec l'exercice de droits et libertés fondamentales, tels que la liberté d'expression, le droit à l'information, le droit à la santé ».

« En l'espèce, poursuit l'ordonnance, l'image d'une mare de goudron s'échappant d'un paquet de cigarettes de marque Marlboro et l'information selon laquelle « la pub tue » ne constituent pas, à l'évidence, le dénigrement dénoncé par la société Philip Morris, mais l'expression humoristique et abrégée d'une réalité incontestable. Le caractère prétendument excessif de la critique revient à considérer au regard des excès publicitaires d'une marque de tabac particulièrement agressive à l'égard des consommateurs et en particulier du public jeune ».

teurs et en particulier du public jeune ».

Ce jugement rejoint l'argumentation développée depuis quelques années, avec une audience croissante, par les spécialistes français défenseurs de la santé publique. « Nous engagerons dorénavant, dans l'attente de 1993, toutes les actions que nous jugerons utiles pour faire respecter la lettre et l'esprit de la loi Evin, souligne-t-on au CNCT. Nous ne pourrions toutefois nous excuser financièrement en multipliant à l'infini les actions judiciaires contre les fabricants de tabac. Nous devons choisir des affaires exemplaires ».

Ainsi, le 30 septembre, le CNCT poursuivra-t-il devant le tribunal de grande instance de Paris les deux pilotes de formule 1 Alain Prost et Jean Alesi, coupables, aux yeux du comité, d'avoir fait par voie de presse une importante publicité en faveur de Marlboro.

JEAN-YVES NAU

Un arrêt du Conseil d'Etat

## L'IGAS ne pourra pas contrôler la gestion de l'ARC

Le Conseil d'Etat a décidé, vendredi 20 septembre, de rejeter le recours du ministre des affaires sociales visant à obtenir le contrôle par l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) de la gestion de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer), une des plus importantes associations françaises spécialisées dans le recueil de fonds privés en matière de cancérologie.

Le recours de M. Claude Evry, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité, devant le Conseil d'Etat datait du 20 décembre 1990. Il visait d'abord à annuler le jugement du tribunal administratif de Paris en date du 30 novembre de la même année. A la demande de l'ARC, cette juridiction avait en effet ordonné le sursis à exécution de l'inspection demandée par le ministre à M. Michel Lucas, chef de l'IGAS, en septembre 1990. La relation de

cette affaire dans nos colonnes (*le Monde* du 16 janvier) devait, en déclencher une autre, le président de l'association attaquant *le Monde* pour diffamation (1).

On souligne aujourd'hui au Conseil d'Etat que la décision prise ne porte que sur la seconde partie du recours ministériel, à savoir le rejet de la demande du sursis à exécution de la décision du tribunal administratif. On ajoute, en d'autres termes, que l'affaire reste sur le fond à juger par le tribunal administratif de Paris, la décision prise n'étant en quelque sorte qu'une mesure conservatoire.

J.-Y. N.

(1) Par le jugement en date du 10 juillet 1991, la première chambre du tribunal de grande instance de Paris a débouté M. Jacques Crozes, président de l'ARC, de son action en diffamation visant *le Monde*. Le président de l'ARC évaluait le préjudice subi à 1 million de francs.

## RELIGIONS

La visite du primate de Pologne aux Etats-Unis

## Mgr Glemp «regrette» certains de ses propos sur les juifs

Entamant, vendredi 20 septembre, une visite controversée aux Etats-Unis, le primate de Pologne, le cardinal Jozef Glemp, a tenté d'apaiser la polémique avec la communauté juive. En parlant, le 26 août 1989, de « l'air hautain » des juifs, en déclarant que les « mass media » étaient « à leur disposition », le primate avait réveillé les démons de l'antisémitisme et choqué profondément.

A l'issue d'une longue conversation à huis clos avec douze responsables juifs américains, Mgr Glemp a affirmé, vendredi, que ses déclarations passées étaient « en de nombreux aspects basées sur une fausse information », ajoutant qu'il « regrette sincèrement » qu'elles aient pu heurter la communauté juive.

Ses interlocuteurs à Washington ont exprimé leur satisfaction face aux regrets du cardinal. « Une porte qui avait été auparavant fermée s'est ouverte aujourd'hui », a jugé le rabbin James Rudin, directeur des affaires interreligieuses à l'American Jewish Committee. A la veille de la visite de Mgr Glemp, le président de ce comité, M. Seymour Reich, avait démissionné de ses fonctions, devant le refus d'autres responsables de la communauté juive de boycotter la visite du primate.

Mgr Glemp se rendra, après Washington, à Boston, à Chicago, à Philadelphie et à New-York. Il doit notamment rencontrer les évêques américains et la communauté polonaise installée aux Etats-Unis.

## EN BREF

■ Sida : les hépatites et les poursuites pénales pour empoisonnement. — A la suite de l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris déclarant recevable la plainte d'un hépatite pour empoisonnement (*le Monde* du 21 septembre), l'Association française des hépatites déclare que cette décision l'amène « à étudier toutes les possibilités qui s'ouvrent aux hépatites pour leur apporter les appuis nécessaires tant que des décisions gouvernementales ne seraient pas prises de façon satisfaisante ». L'association précise qu'elle a déjà engagé, chaque fois que cela était possible, « un processus de constitution de partie civile dans les procédures pénales individuelles ».

■ Huit mois de prison pour un séropositif qui avait mordu un gendarme. — Un séropositif qui avait mordu un gendarme belge au coude, en août 1989, a été condamné, vendredi 20 septembre, à huit mois de prison et à une amende de 6 000 francs belges par le tribunal correctionnel de Liège. Il devra aussi verser

250 000 francs belges (plus de 40 000 francs français) à la victime, qui n'a souffert d'aucune conséquence médicale de cet acte. Le procureur avait requis deux ans de prison contre l'agresseur, qui s'était vanté d'être séropositif et mordant le gendarme. Certains juristes, avait-il précisé, considéraient que l'agression pourrait être assimilée à une tentative d'empoisonnement passible de la cour d'assises. — (AFP)

■ Un chirurgien d'Annecy condamné après une erreur de diagnostic. — Un chirurgien de l'hôpital d'Annecy (Haute-Savoie), le docteur Pierre Herlemont, a été condamné, vendredi 20 septembre, par le tribunal correctionnel de la ville à un mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende pour une erreur de diagnostic qui a entraîné l'amputation de la partie inférieure de la jambe d'un homme de vingt-six ans. Pratiquée à la suite d'une fracture du tibia et du péroné, celle-ci aurait pu être évitée si une arthrographie pratiquée à temps avait permis de détecter une rupture de l'artère poplitée.

## JUSTICE

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

## Massoud Hendi entendu par le juge d'instruction

L'homme d'affaires iranien Massoud Hendi, interpellé mardi 17 septembre à son hôtel parisien, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, le 6 août, de Chapour Bakhtiar, l'ancien premier ministre du chah d'Iran, devait être présenté, samedi 21 septembre, à M. Jean-Louis Brugère, le juge d'instruction pour l'inculper d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.

L'interpellation de cet homme, connu pour ses relations dans les hautes sphères du régime de Téhéran, relance et fait progresser l'enquête. Massoud Hendi avait été arrêté en même temps qu'une douzaine de personnes en région parisienne, mais restait le seul, vendredi, en garde à vue (*le Monde* du 21 septembre). Il est soupçonné d'avoir, depuis la capitale iranienne, facilité l'entrée et la sortie de France d'Ali Rad Vakil et de Mohamad Azadi, deux des

trois suspects. Etrangement bavard, Massoud Hendi n'aurait pas hésité, au cours de sa garde à vue, à mettre en cause les services secrets iraniens, citant même nommément un ministre. Les enquêteurs devront vérifier toutes ces informations, qualifiées de « précieuses », mais à prendre « avec prudence ».

De leur côté, les Moudjahidines du peuple, mouvement d'opposition armée au régime des imams, ont déclaré que « Massoud Hendi est un criminel bien connu qui, dès 1982, menait des activités terroristes sous couvert diplomatique ». L'ambassade d'Iran à Paris a démenti une nouvelle fois « toute implication du gouvernement iranien dans l'assassinat de Bakhtiar » et affirmé que, contrairement aux informations présentant Hendi comme le neveu de Khomeiny, celui-ci n'a « aucun lien de parenté même lointain » avec l'imam.

Une campagne dans les écoles

## L'enfant et les lois

« Accusé », « condamné », « prisonnier » : les mots inscrits sur le tableau noir racontent une justice répressive et lointaine. Celle qui décrit spontanément les élèves de CM2 de l'école Voltaire, qui recevaient, vendredi 20 septembre, le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin.

« Il y a des maisons de correction », lançait l'une des élèves de cette école située dans une zone d'éducation prioritaire de Nanterre (Hauts-de-Seine). « Quand la piscine a brûlé, un garçon a été pincé par les policiers. Du coup, il a fini par dire que c'était lui », ajoutait un autre. « Faut-il le laisser mal faire », conclut un troisième. Le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, tentait de donner une autre image de la justice. « Si l'on n'y avait pas de justice, ce serait la règle du plus fort ou celle de la vengeance », disait-il. Et là, nous serions dans une société injuste ».

M. Sapin donnait ainsi le coup d'envoi d'une opération baptisée « Justice à l'école ». Une campagne fondée sur une constatation simple : les enfants et les adolescents connaissent mal l'institution judiciaire. Interrogés lors d'une enquête réalisée en 1991 par la cour d'appel de Paris auprès de

993 élèves de seconde de dix établissements parisiens, 10 % d'entre eux seulement disaient « savoir tout à fait comment faire appel à la justice ».

Une ignorance du monde judiciaire confirmée par un sondage réalisé au printemps par le tribunal de grande instance de Créteil auprès de 580 adolescents du Val-de-Marne : 79,8 % d'entre eux jugeaient alors la justice « plutôt compliquée ». Les auteurs de l'enquête notaient : « Divers entretiens individuels et collectifs (...) révèlent une grande confusion s'agissant des métiers de justice et du déroulement des audiences ».

Un effort d'information sur la justice devrait donc être fait cette année auprès des élèves de l'école primaire et des adolescents de treize à quinze ans. L'essentiel de cette opération se déroulera à l'échelon local : au mois d'octobre, une circulaire invitera recteurs et inspecteurs d'académie, chefs de cours et de juridictions, à organiser des rencontres à ce sujet. De nouveaux enseignements sur le rôle et le fonctionnement de l'institution judiciaire devraient également figurer dans les cours d'instruction civique à partir de la rentrée 1992.

A. C.

Après la publication du projet de budget de 1992

## Le mouvement de protestation des gardiens de prison s'amplifie

Les surveillants de prison se sont engagés dans un mouvement revendicatif sporadique mais qui a connu une montée en puissance vendredi 20 septembre, à l'appel des syndicats UFAP, CGT et USP. Leurs actions font suite à la publication du projet de budget de la justice pour 1992. Ils déclament un renforcement des effectifs et une amélioration du système de retraite. A l'issue d'entretiens avec le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, l'UFAP (35 % des voix aux élections professionnelles) a appelé l'ensemble des personnels à « continuer et amplifier » le mouvement.

A Marseille, notre correspondant Jean Contrucci nous indique que, vendredi 20 septembre, des surveillants de la prison des Baumettes ont empêché, dès 7 heures du matin, tout accès à la maison d'arrêt. Les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises afin d'ouvrir un passage aux fourgons médicaux en repoussant les gardiens massés devant l'entrée principale. Soixante-trois surveillants, sur un effectif total de cent soixante personnes, ont pris leurs fonctions après avoir pénétré sous la protection de la police. Les détenus ont été privés de promenade et si les avocats ont renoncé à visiter leurs clients, les familles, en revanche, ont été admises au

parloir. En région parisienne, les gardiens de la maison d'arrêt de la Santé ont observé une grève de vingt-quatre heures, retardant d'une heure et demie la comparution du Kanak Maurice Moindon devant les assises de Paris (*lire d'autre part*). A Bois-d'Arcy, pour la deuxième journée consécutive, un piquet de grève d'une trentaine de surveillants a bloqué l'entrée de la prison, empêchant l'extraction des détenus.

Dans le département du Nord, l'établissement pénitentiaire de Dunkerque a tourné au ralenti. A Loos-les-Lille, les gardiens, qui étaient passés à l'action dès jeudi 19 septembre pour protester contre l'agression d'un des leurs, ont bloqué les accès de la maison d'arrêt à l'aide d'arbres abattus. A Lyon, les surveillants des prisons de Saint-Joseph et de Saint-Paul ont observé un arrêt de travail de douze heures.

Le Monde  
PUBLICITE LITTERAIRE  
Renseignements :  
46-62-74-43

مكتبة من الأصل



SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la cour d'assises de Paris

Maurice Moindou, Kanak oublié par les amnisties

La plupart des témoins ne s'étant pas présentés, la cour d'assises de Paris a été contrainte, vendredi 20 septembre, de renvoyer le procès de Maurice Moindou, vingt-cinq ans, militant du FLNKS, accusé d'avoir tué un Caldoche de dix-sept ans, Yves Tual, le 11 janvier 1985 à Boulouparis (Nouvelle-Calédonie), et jugé en dépit des amnisties.

Le procès avorté de Maurice Moindou, semble bien correspondre à ce que la justice elle-même nomme pudiquement « un dysfonctionnement ». Il est vrai que le cas de ce militant du FLNKS n'est pas ordinaire.

Inculpé le 22 novembre 1985 de meurtre avec préméditation, Moindou bénéficiait d'une qualification du crime en homicide simple, et devait donc être amnistié par la loi référendaire du 9 novembre 1988. Cependant, la chambre d'accusation de Nouméa jugea le 23 avril 1989 que les faits, s'ils étaient établis, lui semblaient plutôt correspondre à un assassinat. Moindou, devait donc être jugé, la loi d'amnistie excluant ce crime. Pour tout simplifier, la Cour de cassation décidait qu'il comparaitrait devant la cour d'assises de Paris.

Pourtant, le 10 janvier 1990, une seconde loi étendait l'amnistie aux crimes d'assassinat. Moindou devait donc être amnistié. Cependant, à ce stade de la procédure, c'est la juridiction de jugement qui devait dire si le crime avait été commis, la loi, elle, n'est que l'occasion d'un événement d'ordre politique, social ou économique, en relation

avec la détermination du statut de Nouvelle-Calédonie. Il ne s'agit donc plus d'une simple formalité puisque le jury devait se prononcer.

Parmi la hiérarchie judiciaire, quel qu'un a-t-il pensé que l'on pouvait quand même faire l'économie des témoins ? Toujours est-il que M. Henri-René Garaud, conseil de la famille de la victime, a révélé à l'audience que les témoins avaient été informés par les gendarmes qu'il était inutile de se déplacer. Sur quinze témoins, un seul s'est présenté à l'audience. En outre, M. Michel Tubiana souligne que la défense n'avait pas eu le temps de faire citer ses propres témoins, le délai légal de citation de Paris à Nouméa étant de... cinq mois avant l'audience.

Les trois magistrats de la cour ont donc rendu un arrêt constatant que l'absence des témoins « est contraire au principe de l'oralité des débats » et renvoyant le procès. Libre depuis le 18 mai 1988, Moindou s'était constitué prisonnier la veille de l'audience et la cour l'a remis en liberté. Le jury aura donc siégé pour rien. Mais la plaidoirie de l'un des avocats de Moindou, M. Gustave Téhio, du barreau de Nouméa, a permis de sortir un instant de l'univers kafkaïen de la procédure.

Evoquant la douleur de la famille de la victime, l'avocat a déclaré : « Beaucoup d'hommes et de femmes sont morts dans cette terre, oubliée parce que trop lointaine. Maintenant, nous vivons dans la sérénité retrouvée. Dans la paix du cœur. Nous ne voulons plus qu'il y ait des morts. Aujourd'hui, en Nouvelle-Calédonie, nous sommes dans la paix civile. Nous espérons qu'elle durera. »

M. P.

SPORTS

TENNIS : demi-finales de la Coupe Davis

Des Serbes à la peine contre les Français

L'Allemagne, privée de Boris Becker (blessé au dos), et la Yougoslavie, privée des Croates Goran Ivanisevic et Goran Pijepic (refusant de représenter la fédération dominée par les Serbes), étaient menées 2-0 vendredi 20 septembre par, respectivement, les Etats-Unis et la France après les deux premiers simples des demi-finales de la Coupe Davis.

PAU

de notre envoyé spécial

Srdjan Muskatirovic n'a pas bien compris la question. Aux journalistes qui lui demandent s'il n'a pas souffert d'un handicap psychologique, il répond différence d'âge et manque d'expérience. Il faut lui préciser qu'on faisait allusion aux combats qui déchirent son pays. Mais le jeune Yougoslave se refuse à évoquer la guerre. Il vient de se mesurer au numéro six mondial, 433 places au-dessus de son classement ATP, et il « se sent bien » malgré la défaite. « Je suis un tennisman professionnel, et je ne m'occupe pas de politique », précise-t-il.

Pas question de sang ni de larmes donc, à Pau, juste la sueur de joueurs qui s'affrontent dans un palais des sports transformé en arène pour des matches vaguement dérisoires. Les deux meilleurs Yougoslaves, Goran Ivanisevic et Goran Pijepic, les deux seuls qui auraient pu faire trembler l'équipe de France, sont absents. Ils sont Croates, l'un de Split, l'autre de Zagreb, et ils ont annoncé il y a un mois qu'ils ne disputeraient plus la Coupe Davis pour le compte de la sélection yougoslave.

« De toutes façons, nous n'avions pas l'autorisation du gouvernement provisoire croate, indiquait récemment Ivanisevic dans un entretien au journal Le Sport. Accepter de jouer ce match contre la France eût été un crime. »

Une délégation de Belgrade

L'équipe alignée à Pau n'a donc plus de yougoslave que le nom : elle est intégralement serbe, composée de bric et de broc. Le capitaine Rodmilo Armenulic a dû explorer les abysses du classement ATP pour pêcher trois jeunes tennismen de moins de vingt ans aux noms bien plus longs que leurs palmarès : Srdjan Muskatirovic, Nebojsa Djordjevic et Goran Mihailovic n'étaient encore que des ramasseurs de balles lors de la rencontre Yougoslavie-France de

1985. A côté d'eux le géant barbu Slobodan « Bobo » Zivojinovic a presque l'air d'être le père de la famille. Excellent joueur de double, il a connu son heure de gloire en 1987 en accédant aux demi-finales de Wimbledon avant de connaître des ennuis de santé. Sa partit contre Santoro a prouvé qu'il valait mieux que sa 195<sup>e</sup> place actuelle, même si ses jambes ne sont plus toujours au rendez-vous.

Tous les membres de la délégation habitent Belgrade. « Bobo » y vit de ses économies, amassées pendant ces années fastes. Les jeunes sont de bonne famille - le père de Muskatirovic, qui s'est déplacé à Pau, est doyen de la faculté de Belgrade. C'est cette situation privilégiée qui expliquerait leur apparent désintérêt pour les événements. « Nous sommes loin des affrontements, avance

Rodmilo Armenulic. Nous sommes donc moins concernés. » « J'appelle ma famille, renchérit Muskatirovic. C'est eux qui me demandent des nouvelles. Moi, je sais qu'ils vont bien. » Le joueur ne comprend pas que l'on ait pu envisager l'annulation de la rencontre. Quelques instants plus tôt, Guy Forget avait reconnu que si de tels événements se passaient à Marseille, il « aurait peut-être la tête à autre chose qu'à jouer au tennis ».

JÉRÔME FENOGLIO

□ Etats-Unis-Allemagne à Kansas City : A. Agassi (E-U) b. M. Stich (All) 6-3, 6-1, 6-4 ; J. Courier (E-U) b. C.-U. Steeb (All) 4-6, 6-1, 6-3, 6-4.

□ France-Yougoslavie à Pau : G. Forget (Fra) b. S. Muskatirovic (You) 6-2, 6-1, 6-4 ; F. Santoro (Fra) b. S. Zivojinovic (You) 4-6, 7-5, 7-6, 3-6, 6-3.

ENVIRONNEMENT

Une plante rare menacée par une zone industrielle

Fleur de discorde

GRENOBLE

de notre correspondant

Une plante mortelle empoisonne les relations entre les écologistes et le maire de Saint-Quentin-sur-Isère. Un plant de gratiole officinale, découvert en 1986 dans l'héra par des scientifiques du laboratoire de botanique de l'université de Grenoble, est menacé par un projet d'extension d'une zone industrielle. La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) entend préserver cette espèce protégée qui se développe à de très rares occasions dans des zones humides.

Cette plante, peu spectaculaire, aux longues tiges agrémentées de quelques feuilles et de fleurs blanc-rosé racourcies, sur la commune de Saint-Quentin, un

espace d'environ... 1 mètre carré. Trois touffes ont été trouvées dans un lieu aujourd'hui en friches, mais qui devrait être prochainement remblayé pour accueillir des ateliers et des entreprises.

Dans cette petite commune de l'Isère, le maire, M. Yves Grouit (RPR) est bien décidé à « aller de l'avant » et il affirme ne pas être intimidé par cette plante dont la seule « vertu » serait d'être, selon son pharmacien, « une décoction mortelle ». La FRAPNA s'est portée acquiescent, il y a quelques mois, des 70 ares de terres sur lesquels s'est développée l'espèce végétale protégée. Mais lors de la vente, le maire fit jouer son droit de préemption. Aujourd'hui, les écologistes menacent de passer à l'action et d'enga-

ger une procédure judiciaire contre l'État s'il décide de mettre en action ses bulldozers. Un huissier est venu constater la présence de cette fleur rarissime.

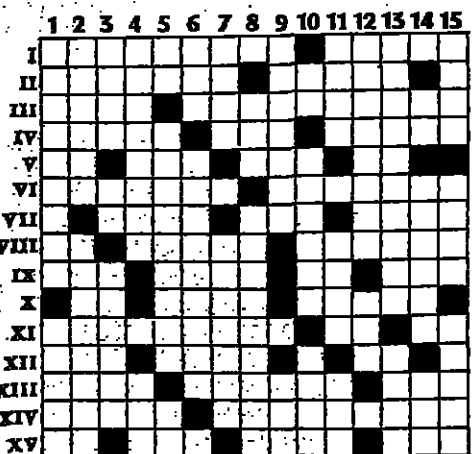
« Pourquoi ne pas déplacer ces touffes dans un autre lieu ? », propose le maire. « Pourquoi ne pas imaginer une organisation de la zone industrielle autour de cette plante et préserver ainsi un espace naturel ? », réplique le directeur de la FRAPNA, M. Bruno Veillet. Il souligne que son transfert dans un autre lieu serait « extrêmement risqué », la plante ayant « des besoins physiologiques très particuliers ». Une telle initiative nécessiterait l'autorisation du ministre de l'environnement.

CLAUDE FRANCILLON

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5612  
HORIZONTALEMENT

I. Quand il est au travail, peut se faire beaucoup de coupures. Quand on la prend, on est tout noir. - II. On ne peut pas lui reprocher de traîner en route. Dans les Deux-Sèvres. - III. Nom de mer. Bien abîmées. - IV. Comme carènes terres. Ne sait pas ce qu'il dit. Mesure pour le sang. - V. Pour la troisième personne. Démonstratif. Portait les armes. En France. - VI. Peut se gâcher dans le creux de l'oreille. Difficile à gagner. - VII. Val. La raison du sage. N'est pas un moyen. - VIII. Saint. Nous donne son duvet. Donne un prix. - IX. Est difficile à plaquer. Insecte. Mesure. Eveille des échos sylvestres. - X. Circulaient à Rome. Maurice et Dominique, par exemple. Mollusques. - XI. Vêtement cinglé. Qui n'a rien passé. Possessif. - XII. D'un auxiliaire. Crier comme dans un bois. Un peu de tabac. - XIII. Pas libre. Frappera fort. Nourrit un dieu. - XIV. Dans la Somme. Peuvent être assimilées à des ours du soir. - XV. Préposition. On peut y voir du sang. Dans l'Hérault. Le temps des « grillades ».



VERTICALEMENT

1. Qu'on peut voir sur des boutons. Danse dans l'épave-midi. - 2. Sur la Bresle. Qui ont des reflets. - 3. Fit beaucoup de conquêtes. Dans le cirage. Porte une fourrure en toutes saisons. - 4. Une bonne place. Un parmi les appelés. - 5. Prodom. Un châtiment dont les jours sont comptés. Préposition. - 6. Dix sur dix. Pour prendre les

grives. - 7. En Allemagne. Lues comme par un débutant. - 8. Bon quand on adhère. Mis à l'abri. - 9. Qui a le taille bien prise. S'extraient par bouffées. - 10. Une prétrasse en sabots. Librement consultés à la bibliothèque. Sans aucun intérêt quand il est gracieux. - 11. Sorte de tulle quand il est dur. Ville de Suisse. Preneur de son. - 12. Qui peut provoquer le feu. Pour boucher. - 13. Est souvent réglé avant la tournée. Entreprise de dépannage. - 14. Conjonction. Brillant quand il est rouge. Sans zèbres. - 15. Ouverture sur une table. Héros d'une épopée. S'agit par des mouvements vifs et courts.

Solution du problème n° 5611

Horizontalement

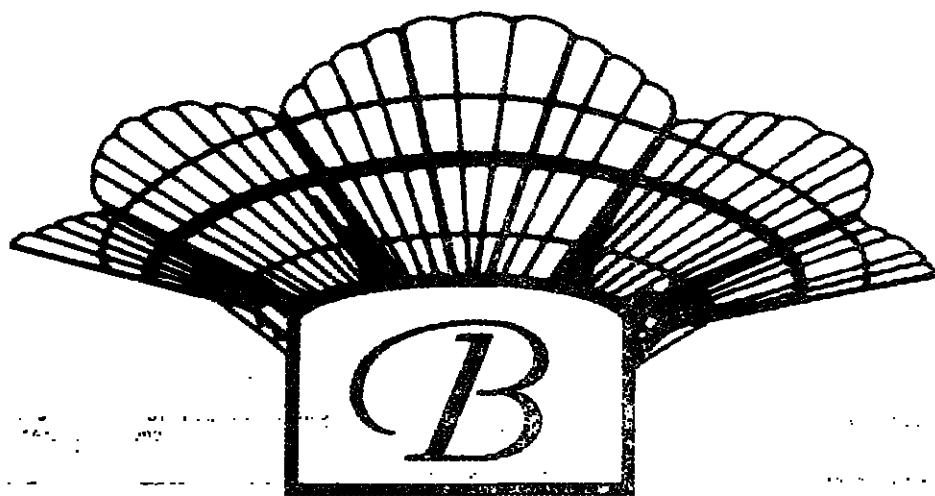
I. Patinées. - II. Odalisque. - III. Urne. Cuit. - IV. Roc. Frite. - V. Bien. Oie. - VI. Oie. Scies. - VII. Sou. - VIII. Ra. Ecorce. - IX. Enchâssées. - X. Solier. Et. - XI. M. Sésé.

Verticalement

1. Pourboires. - 2. Adroit. Anon. - 3. Tancées. Tue. - 4. Ile. Ciel. - 5. N. Succès. - 6. Escroc. Otre. - 7. Equilibre. - 8. Santé. Més. - 9. Eté. Sieste.

GUY BROUTY

Du 17 au 23 Sept. 1991



Essayez  
Une gamme d'exception  
à la Grande Cascade

À la Grande Cascade du Bois de Boulogne,

vous pourrez essayer  
les modèles de la gamme Renault 25  
et les dernières nouveautés :

la Elio Baccara

la Elio 16 Supagap

la Renault Espace

la Renault Scénic

et la toute nouvelle Renault 19 Cabriolet.



Si vous souhaitez prendre  
un rendez-vous d'essai,  
téléphonez au  
NUMÉRO VERT 05 25 19 92

RENAULT  
LES VOITURES  
À VIVRE

# Les années beatnik de Bernard Plossu

*« Le Voyage mexicain » vient d'être réédité. Le photographe se souvient de cette heureuse « dérive »*

ch  
væ  
ch  
pe  
né  
ci  
bi

6  
 7  
 8  
 9  
 10  
 11

» 1965, c'est encore la bonne période, la fin des beatniks et le début des hippies. Au Mexique, on disait vaguement : « Ripi ». Ce n'est que deux ans plus tard que le phénomène a explosé à Big Sur, en Californie. Les ennuis ont commencé à la fin de cette décennie. Au Mexique, chasser le hippie est devenu un véritable sport, car on en comptait maintenant des centaines de milliers. Comme aux Etats-Unis où certains Etats leur étaient interdits. »

**Mexique, 1965**

Trente-trois films. — « Je voulais faire du cinéma, mais ma caméra super-8 est tombée à l'eau dans la jungle. Et je suis passé à la photo. J'avais une Retinette Kodak et un Pentax. J'ai fait trente-trois films en deux ans. C'est rien! Maintenant, je ferais trente-trois films en deux jours... J'avais juste conscience

» Il y a bien un temps du photographié et un temps du photographique. La galeriste Michèle Chomette en a fait un portfolio en 1978, puis Claude Nori s'est passionné et l'a publié en 1979. Entre-temps, j'ai gagné ma vie en faisant du « grand-anglé couleur »

**Le flou et le bourgeois.** « Je prends souvent mes photos d'un marchand, puis je les refais avec un filtre qui préfère souvent la première version, qui n'est pas floue, mais bougée. Je marche, je vise, et comme mes photos sont souvent faites quand le soleil tombe, à 1/15, je bouge et c'est flou. Cette étiquette de flou me colle à la peau, mais c'est faux. Je n'aime pas les procédés : « Les effets, ça fait bien, ça fait de l'effet », disait Gauguin. Le flou, c'est une tendance artistique. Mais, dans la vie, si on se laisse aller, les peintres expressionnistes allemands ! Mais je n'oublie pas la phrase de Diane Arbus : « Il est important de prendre de mauvaises photos. » C'est à méditer. »

Propos recueillis par  
**MICHEL GUERRIN**

## Les héros et la stéréo

Pour le reste, on verra place de la Nation (la préfecture de police ayant refusé la Concorde, initialement demandée) le mélange habituel d'artistes se produisant accompagnés d'une bande-orchestre (les moins connus) ou jouant leurs trois titres pour de vrai (les stars, en général). Dans un geste qui rappellera aux nostalgiques les débuts de la perestroïka, le préfet de police de Paris a interdit la vente de boissons alcoolisées.

T. S.

## Mort de Rob Tyner chanteur de MC5

T S

Un nouveau chef pour l'Ensemble InterContemporain. — Un musicien américain de trente-trois ans, David Robertson, sera, à partir de septembre 1992, directeur musical de l'Ensemble InterContemporain. Elève de composition et de direction d'orchestre à la Royal Academy de Londres, le jeune Californien a travaillé avec György Kurtág et Rolf Kuehn. Il a aussi été chef assistant de l'Orchestre de Jérusalem. Artiste polyvalent, il compose aussi bien l'opéra que les symphonies. En France, il a donné des concerts à la tête du National, du ballet, du Conservatoire de Paris, de l'Orchestre philharmonique et de l'Orchestre de chambre. Il remplacera à la direction de l'InterContemporain le chef compositeur hongrois Peter Eötvös.

## La revue « la Règle du jeu » ne sera pas retirée de la vente

Les héritiers de Roland Barthes, MM. Michel Salzedo et François Wahl, dont l'autorisation n'avait pas été sollicitée, ont porté ce conflit devant la justice, en demandant au juge des référés le retrait de la vente de tous les numéros de la revue. Devant M<sup>me</sup> Francine Levon-Guérin, vice-président du tribunal de Paris à

Les animateurs de la Règle du jeu se disent, eux, avant tout attachés à la libre circulation des œuvres de l'esprit et soucieux de « porter à la connaissance d'un public restreint et dûment averti l'une des œuvres capitales de la seconde moitié du vingtième siècle ». Ils précisent qu'une « œuvre non divulguée » est « sans existence juridique, mais avec

atteinte intolérable et irréparable». Le fait litigieux, selon elle, ne répondant pas à ces exigences, elle juge qu'il n'y a « pas lieu à référé sur les demandes de retrait, de destruction ni de provision ».

En revanche, elle fait interdiction à M. Bernard Henri-Lévy « de procéder sans autorisation à la divulgation et à la diffusion de nouveaux cours inédits de Roland Barthes, sous astreinte de 1000 francs par infraction constatée ».

En outre elle autorise les héritiers de Barthes à saisir le juge du fond. L'audience est fixée au 16 octobre.

# STOP SADDAM

اوقفوا صدام



**UNE EXPOSITION SUR LES  
DESTRUCTIONS CAUSEES  
PAR UN GÉNÉRALISME**

**PAR UN SEUL HOMME** 23-25 Septembre  
 23 Sep 15h-20h 24 Sep 12h-20h 25 Sep 09h-20h  
 Salle Napoléon 31 Avenue George V 75008 Paris  
 Entrée gratuite  
 عرض شامل لتخريب كامل  
 قام به فرد واحد  
 تحت رعاية منظمة حقوق الانسان في العراق

## Biennale du livre d'artiste

Trente-huit éditeurs artisans français, britanniques, allemands, hispaniques se rassembleront les 27, 28 et 29 septembre pour la troisième Rencontre biennale du livre d'artiste d'Uzès (Cortez). Ces livres sont édités à quelques exemplaires, parfois à un seul. Parmi les artistes qui en sont les auteurs ou y ont collaboré : Jean-Jacques Sanfourche, Fred Deux, Henri Cucco, Jean Clareboudt, Ramon Aguilella ou François Rhihi.

Cette Biennale rend un hommage particulier aux Editions du Soleil noir et à leur créateur, François de Dio, qui, de Marcel Duchamp à Jacques Monory a « bricolé » ses livres-objets avec quelques-uns des artistes majeurs de ce siècle. Une trentaine d'entre eux sont rassemblés dans une exposition à l'Espace Vézère.

► Biennale du livre d'artiste, 19140 Uzerche. Tél. : 55-73-28-30. Paris (1) 47-88-27-87

**Le Monde**  
**DOSSIERS**  
**& DOCUMENTS**

**Septembre 1991**

## Premier dossier

# LE YEN ET LE SYSTÈME JAPONAIS

## Second dossier

# L'HÔPITAL EN CRISE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة من الأصل



هكذا من الاجل

CULTURE

PHOTO

Rêver la mer

L'épopée du grand large contée en deux cent dix images par une nuée d'auteurs célèbres ou anonymes

EN BATEAU  
au Palais de Tokyo

Parce qu'elle convie à larguer les amarres de la raison, que la mer est un élément mythique qui envoûte et fascine et parce que le bateau, plus qu'aucun moyen de locomotion, fait rêver, la collection de deux cent dix photographies dues à cent un photographes, en majorité anonymes ou inconnus, et réunie par Pierre Bonhomme procure un enchantement immédiat.

Dès 1851, grâce à l'invention du procédé au collodion humide, la saisie instantanée incite les opérateurs à prendre des vues romantiques du territoire côtier. A Boulogne, Cannes ou Dieppe, Baldus, Nègre, Le Gray - réputé pour ses marines - apprivoisent visuellement l'océan. De la berge, sur un cap rocheux, parfois au faîte d'une colline ou d'un phare, ils montrent les voiliers mouillant dans la rade. Ils observent avec difficulté : leur matériel est encombrant. Le ciel, la texture des flots, qu'étaient incapables de traiter techniquement les daguerréotypistes qui photographiaient la mer sans relief et le ciel sans nuages, inspirent des vues qui se réfèrent à Corot et à Courbet. Mais surtout, à la gravure et à l'eau-forte, qui connaît un âge d'or entre 1860 et 1870. Les forêts de vergues et de mâts, happées au loin par Warrond, Colliard, Durand-Berger et Lassimone, sont dignes de Riou et de Doré. L'attrait du voyage, le désir de conquête et la découverte des antipodes, jointe à l'ivresse et à la peur que suscite la haute mer, sont nourris par des plans évocateurs tels qu'en publient le *Magazine pittoresque* ou l'*Illustration*. En 1864, le *Washington* relie Le Havre à New-York en treize jours. Le vapeur va détrôner la voile. Le rêve se brise.

Ni le progrès ni les soubresauts du colonialisme ne captivent les pictorialistes accablés par la nostalgie et l'expression de leur monde intérieur.

La vision sentimentale de Denachy, Puyo, Misonne, Coburn ou Sutcliffe est accentuée par les procédés sophistiqués, bromoil ou gélatino-bromure d'argent, qui rapprochent la photographie du lavis et du fusain. A ces contemplateurs s'opposent quelques dissidents. Peter Henry Emerson et ses vues des marais du Norfolk, Frank Larkins, précurseur de Lartigue, fixe le saut d'un passager (1888). Atget, ancien marin, cadre une barque à marée basse, vers 1900. Stieglitz avec son *Entre-pont* (1907) du *Mairetania* ouvre l'époque moderne.

Coques, soutes  
cousines

Les esthétiques et les pratiques s'inscrivent d'elles-mêmes en décrivant les différents aspects du monde maritime. Les frères Seiberger réalisent un reportage novateur sur la vie des marins. La construction du *Normandie* est admirablement saisie par François Kollar. Le mythe cède la place à la documentation du réel. Les ateliers de construction, chantiers et arsenaux incitent à dépecer l'innéscence beauté d'un navire. Sa perfection géométrique, la puissance de ses formes inspirent l'objectif de Moholy-Nagy, Germaine Krull, Paul Strand ou Walker Evans. La structure des objets et matériaux, chaîne d'ancres, manche à air, bouche à feu, est détaillée froidement, en gros plan, par des esthètes (Boucher, Sabrier, René-Jacques) qui intègrent expérimentations et recherches dans leurs travaux de commande. Coque, soute, coursives, tout est passé en revue, des salons luxueux au gymnase et même à la chambre capitonnée pour aliénés de l'*Île-de-France*.

Cuirassé, remorqueur ou chaloupe, bateau de commerce, canot de plaisance ou kayak, de l'Antarctique au canal Saint-Martin gelé, fixé par Doisneau, rien n'échappe à l'œil des photographes, tous contaminés par le virus de la mer, comme Lartigue et son panorama de Bibi à Mar-

seille, Bresson et sa superbe vue des régates sur la Seine.

Curieusement, l'époque actuelle renoue sur un mode descriptif ou métaphorique avec la frayerie ou le fanatisme des pionniers. Le bateau n'a visiblement rien perdu de son pouvoir de fascination pour les créateurs contemporains qui se l'approprient et l'intègrent à leur univers. Class, Plossu, de Fenouillet, sont des passagers de l'imaginaire qui restent à quai, contemplant de terre la figure d'un navire qui s'éloigne. Architectes topographes, Basilico et Fontcuberta documentent comme Baldus le nouveau visage des ports. Salgado, dans sa vue ahurissante d'une immersion à Gdansk en 1990, prolonge l'éblouissement et la frayeur des primitifs fixant les goélettes. Le mythe du départ connaît un renouveau. Manuel Esclusa campe dans le port de Barcelone des vaisseaux fantômes prêts à partir dans la nuit. Et son compatriote Jorge Ribalta évoque l'épopée de la découverte de l'Amérique. Tous deux ressuscitent plastiquement la figure de l'utopie.

Ce florilège de documents uniques, issus de fonds divers, évite tous les écueils sur lesquels butait l'exposition similaire sur le train. Admirablement servie par la beauté des tirages d'époque, elle révèle maints opérateurs anonymes, inconnus ou oubliés, que l'on retrouve à côté des grands noms de la photo.

PATRICK ROEGERS

► En bateau, cent-cinquante ans de vie maritime, exposition présentée par la Mission du patrimoine photographique. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, 75018 Paris. Jusqu'au 4 novembre.

► Sous le même titre, un album aux éditions de la Manufacture. Texte de : Henri Queffelec, Pierre Barban et Monica Fresco. 200 photos, 228 p., 395 F.

THÉÂTRE

3615 J'existe

Valérie Lemerrier et Pierre Palmade, deux chefs de file de la nouvelle vague comique sur scène à Paris.

VALÉRIE LEMERCIER  
au Théâtre du Palais-Royal

PIERRE PALMADE  
à l'Olympia

Avec Muriel Robin, Valérie Lemerrier et Pierre Palmade sont devenus en quelques spectacles, en quelques mois, les chefs de file de la nouvelle vague comique hexagonale.

Valérie Lemerrier, tant est vif son succès, après un an au Théâtre du Splendid, s'installe au Palais-Royal avec un spectacle à peine retouché. On l'avait vue sur la même scène, il y a deux ans, dans un second rôle d'une production palichonne du *Fil à la patte*. Puis commençant ses ravages dans la série télévisée *Palace*. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle a fait du chemin.

Il est vrai que rarement autant de sérieux n'aura été mis au service de l'enjouement. Elle a bossé, la Lemerrier, quatre ans de travail, écriture, lectures, biffures, répétitions sous l'œil sournois d'une caméra vidéo, attention constante au détail et à l'autre, surtout. Elle n'a cessé de l'observer pour nous le rendre, intact, dans le fracas d'une succession de portraits à l'acide qui finissent par n'en faire qu'un seul, le sien, le nôtre. Mi-homme mi-femme, mi-bonne mi-mauvaise, mi-bourgeoise mi-prole, elle a un visage, un corps, une voix en pâte à modeler et ne se prive pas d'en faire le pire usage, ne renonçant jamais, Dieu merci !, aux situations, aux mots les plus triviaux.

Signe du succès, certaines séquences font déjà l'objet de quarts d'heure dédicées dans tous les corps sociaux : la lycéenne tendance rebelle qui s'engueule avec sa mère (*3615 J'existe*), la rejtaine snobissime des propriétaires de la Renardière qui s'est amusée

comme une folle quand, lors d'une partie de croquet, on ne sait quel benêt a pris la boule de bois... là où ça fait mal (*Elles étaient bleu marine... maman? elle était ravie, tu parles, elle adore le bleu marine*). Demandez à vos proches de vous raconter les autres.

Changement de registre : un jeune appelé complètement folle passera huit jours au gnouf pour avoir voulu expliquer à son colonel les quelques améliorations qui rendraient le séjour des troupes à la caserne plus agréable. C'est le hit de Pierre Palmade, son générique. C'est tout lui, une façon d'être, de paraître, singulière, androgyne, longiline, tout en bras, en mains, dont il joue en virtuose.

Habilement, il a choisi pour costume de scène un pantalon noir et une chemise blanche. Il joue le neutre afin que les spectateurs puissent projeter sur lui leurs propres personnages, leurs propres inventions. Une lumière blafarde, et Palmade ressemblerait à Claude Vega. Un peu de rouge, d'orange, et il ne faudrait presque rien pour qu'on croie voir Bowie. Mais Palmade est trop sage pour s'en aller si loin dans le travestissement que lui permettraient une apparence, une gestuelle, une présence maléfiques.

Il a donc choisi pour modèle l'homme ordinaire, quelquefois très jeune, adolescent encore bobardant sur la venue dans son jardin d'une soucoupe volante, ou bien mûr déjà, père de famille irritable qui n'en finit pas de perdre une partie de Scrabble. Pierre Palmade travaille sur l'objet passe-partout et les préoccupations de M. Tout-le-Monde. Cela pourrait être banal sans un incontestable talent d'écriture qui lui vaut sa popularité et celle de sa complice Muriel Robin - dont il est le coauteur attiré et avec qui il a en commun de troublantes intona-

tions. Ce talent particulier tient moins au goût du saugrenu, du surréel, du délire à la Devos qu'à l'extraordinaire économie de ses textes. En peu de mots, très peu de mots, il sait peindre un univers, une situation, un ou plusieurs personnages avec une réelle efficacité et, le plus souvent, beaucoup de drôlerie.

L'an passé, Pierre Palmade disait ici qu'il avait « devant lui » d'immenses terrains vagues et plein d'immenses à construire » (*Le Monde Arts et spectacles* du 12 avril 1990). Malgré tout l'intérêt de son premier Olympia, celui d'une juste consécration, cela reste encore vrai. Il a un instinct d'amusieur-bâtisseur qui peut frapper plus fort.

OLIVIER SCHMITT

► Valérie Lemerrier au Théâtre du Palais-Royal. Jusqu'au 31 décembre, puis en tournée française. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-97-59-81. Durée : 1 h 30. De 30 F à 210 F.

► Pierre Palmade à l'Olympia. Jusqu'au 29 septembre. Tél. : 47-42-25-49. Durée : 1 h 30. De 140 F à 180 F.

Le Monde  
ÉDITIONS

Les échos  
de la mémoire

Tabous et enseignement  
de la Seconde guerre mondiale  
Georges Kantin  
et Gilles Manceron  
Préface de Claude Julien

M E R C U R E D I  
LION D'OR FESTIVAL DE VENISE

MICHEL SEYDOUX  
présente

URGA  
UN FILM DE  
NIKITA MIKHALKOV

BADEMA BAYAERTU VLADIMIR GOSTUKHIN BAOYINHEXIGE NIKITA MIKHALKOV EDUARD ARTEMIEV  
CAMERA ONE HACHETTE PREMIERE ET COMPAGNIE UGC IMAGES (FRANCE) / STUDIO TRITE (U.R.S.S.) MONTAGE MICHEL SEYDOUX RENE CLEITMAN

smf





# Le Monde

## HEURES LOCALES

### La Venise verte menacée

Le parc régional du Marais poitevin traverse une période difficile, comme nombre des vingt-six autres institutions, divisées entre lobby agricole et protecteurs de la nature

NIORT

de notre envoyé spécial

P OUR sillonner les canaux de la Venise verte, le cœur encore intact de l'immense Marais poitevin, il n'y a pas de meilleur guide que M<sup>me</sup> Ségolène Royal, députée socialiste des Deux-Sèvres. Assise dans une « plate » gonflée, poussant sur la pagaie d'un bras ferme, cette « dame de fer » aux allures de jeune fille n'a pas son pareil pour décrypter le paysage. Il y a trois ans à peine, lorsqu'elle fut parachutée dans la circonscription qu'elle enleva de justesse, elle connaissait à peine l'existence de ce terroir étrange, secret, exceptionnel. Conquise par le charme du labyrinthe des fossés, conches, rigoles et canaux ombragés de frênes-têtards et de peupliers, elle en est devenue à la fois l'avocat et le commis-voyager. Tout en plongeant sa rame dans la moquette de lentilles d'eau qui dissimulent l'onde noire, elle démêle l'écheveau des traditions, des intérêts, des intrigues et des interventions. Décidément, dans ce pays où l'eau et la terre ferme sont si étroitement imbriquées, tout est vaseux, au propre comme au figuré. « N'y touchez pas, vous vous y enliseriez », dit-on aux audacieux qui prétendent y intervenir.

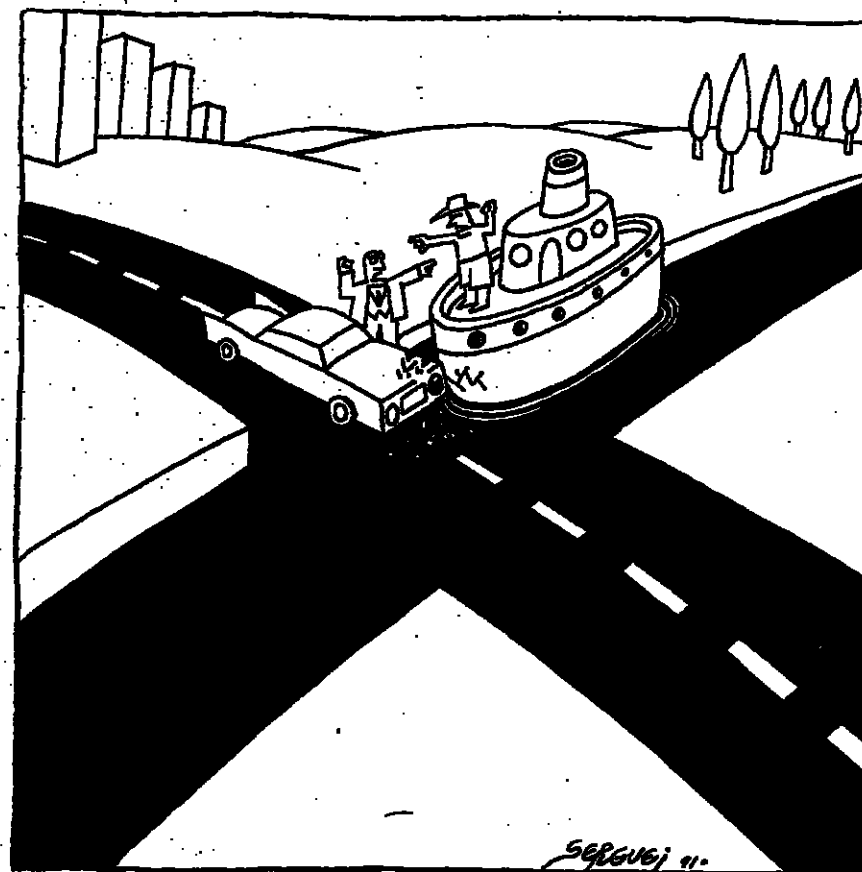
Le Marais poitevin, ancien golfe marin que la Sèvre et les rivières de son bassin remblaient chaque jour davantage, est une invention des hommes : moines défricheurs du Moyen Âge, ingénieurs hollandais du dix-septième siècle, hydrauliciens du siècle dernier. Il n'a justement rien du marais traditionnel aux étangs-frangés de plantes aquatiques. Depuis des siècles, on s'acharne à séparer les eaux et les champs et on y est si bien parvenu que sur 90 000 hectares des trois quarts sont appelés « marais secs » et voués à la culture intensive du maïs.

Restent de vastes prairies humides et la faune. Venise verte, bocage touffu aux mailles serrées dont chaque rangée d'arbres est double d'un fossé. L'été il évacue l'eau, l'hiver il ramène la crue qui alors couvre des milliers d'hectares. En toute saison, il sert de chemin liquide pour atteindre les prairies. Le tout, alimenté par la Sèvre et défendu contre la mer par des digues, est parcouru par une quarantaine de syndicats dits de « marais ».

#### Une autoroute dans la prairie

Ce monument d'ingénierie a atteint la perfection à la fin du siècle dernier, il y a cent ans à peine. Deuxième zone humide de France, il sert de reposoir aux vols immenses des oiseaux migrateurs, recèle dans sa prairie mouillée une faune et une flore qui passionnent les naturalistes et offre aux touristes des paysages peu communs. Il y a vingt ans que les écologistes demandent sa protection. La réponse a été, en 1979, la création - fort laborieuse - d'un parc naturel régional. Dans les 200 000 hectares couverts par ce label, on a malheureusement inclus, outre le marais lui-même, une constellation de massifs forestiers certes intéressants, mais sans unité.

Le parc n'a guère été soutenu par les élus des quatre-vingt-dix communes, des trois départements et des deux régions représentés à son conseil d'administration. Son équipe de techniciens, pourtant remarquable, a été tenue pour « un aidé d'écoles gauchistes ». Présidents et directeurs se sont succédés et, malgré des réalisations de qualité comme le sauvetage du bûquet du Poirou et l'ouverture de six centres d'information, le parc n'a pas atteint son objectif de conservation. L'assèchement et la mise en culture du marais sec s'est poursuivi à un rythme forcé. Vingt-



huit mille hectares de prairies humides ont été couverts de maïs. Quant à la Venise verte, elle est triplement menacée : par l'envasement du réseau hydraulique, par les empièchements de tourisme et par les résidences secondaires. L'échec du parc est devenu flagrant lorsque son conseil d'administration a accepté le passage de l'autoroute Nantes-Niort à travers les terres humides.

En avalant cette ultime colossale des terres locales ont provoqué un sursaut. Ils avaient négligé la présence de M<sup>me</sup> Ségolène Royal qui depuis son irruption dans le marais poitevin multiplie les initiatives pour sauver le marais. Ils avaient aussi oublié que François Mitterrand, qu'elle a servi à l'Élysée durant trois années, est enfant du pays et qu'il y revient souvent en visite privée. Ils avaient enfin sous-estimé la détermination de Brice Lalonde. D'où des décisions-surprises : le président impose un tracé autoroutier plus proche de Niort et inscrit le sauvetage de la Venise verte dans les grands chantiers ; le ministre de l'environnement retire son label au parc.

La situation ainsi créée est devenue un imbroglio politico-administratif défiant l'analyse. Pour l'autoroute, à l'exception du président et des malheureux experts qui après coup ont dû justifier son coup de crayon sur la carte, personne, en privé, n'approuve le nouveau tracé. Il passe encore dans le marais, tangent à présent un quartier résidentiel de Niort et soulève l'opposition farouche de ses habitants. On a donc remis la nouvelle enquête publique après les élections régionales, mais nul ne peut prédire si les commissaires enquêteurs et le Conseil d'État donneront cette fois leur aval. Mal engagée dès le départ, cette affaire va continuer à empoisonner la vie locale.

Sur le marais lui-même la confusion est à

son comble. Alors que le personnel du parc, d'ailleurs déchiré par des divergences internes, est pratiquement en chômage technique, les ténors politiques - l'UDF Jean-Pierre Raffarin, leader de Poitou-Charentes, le RPR Alain Garcia, président du parc, et le RPR Olivier Guichard, patron des Pays de la Loire - négocient avec Brice Lalonde le renouvellement du label. Un lourd dossier par chacun convient qu'il faut rédiger une nouvelle charte, resserrer les frontières du parc et muscler l'organisme chargé de sa gestion.

Mais la multiplicité des bonnes fêtes qui se penchent à présent sur ce malheureux Marais poitevin ne simplifie pas l'équation. M<sup>me</sup> Ségolène Royal a créé sur la Venise verte un syndicat de communes et, pour faire subventionner ses projets, elle fait la tournée des ministères parisiens et des bureaux de Bruxelles. Au secrétariat chargé des grands travaux, M. Emile Blasini étudie le financement d'une longue liste de petits chantiers sur le même territoire : réhabilitation d'églises, de lavoirs et de placettes, curage de canaux, refectoire d'embarcadères, aménagement de promenades et passerelles, mini-musées, etc. Une institution interdépartementale créée en 1989 par les Deux-Sèvres, la Charente-Maritime et la Vendée se présente par ailleurs comme le seul organisme capable de restaurer l'ensemble du système hydraulique du marais et de le gérer.

De son côté, un conservatoire régional des espèces naturelles lancé l'an dernier par Poitou-Charentes pourrait acquiescer des parcelles particulièrement intéressantes. Le Conservatoire du littoral - dont l'un des PC est à Rochefort - attend son heure. Quant à la direction régionale de l'architecture et de l'environnement (DRAE), elle peaufine un projet de classement de la Venise verte sur

6 000 hectares. Le tout est pimenté par la perspective d'une campagne électorale au cours de laquelle M<sup>me</sup> Royal, que non sans malice son camarade de parti Bernard Belle, maire socialiste de Niort, a laissée se porter en avant, va affronter pour l'honneur M. Jean-Pierre Raffarin, le président régional sortant.

Le coup de tabac qui secoue le Marais poitevin aura au moins un mérite : celui d'attirer l'attention sur la situation ambiguë et toujours difficile des parcs naturels régionaux. Née dans l'imagination de la DATAR vers la fin des années 60, l'institution devait être un instrument d'aménagement du territoire rural conciliant les contraintes : l'initiative locale et le soutien national, la protection et le développement. Nulle loi ne l'a fondée, mais trois décrets successifs de 1967, 1975 et 1988 ont essayé de l'adapter aux circonstances, évoluant du centralisme à la régionalisation.

#### Un bilan difficile à dresser

Ne mobilisant qu'une équipe légère (une dizaine de personnes), peu coûteuse (une dizaine de millions de francs par an), dotée de faibles pouvoirs (ne faisant pas ombrager aux collectivités locales), la formule a connu un succès certain. Depuis 1969, vingt-sept parcs ont été créés qui couvrent 4 millions d'hectares où vivent 1,8 million de ruraux. Vingt et une régions, quarante-sept départements et plus de deux mille communes ont une partie de leur territoire englobée dans un parc naturel. Ils participent à leur gestion, le plus souvent par l'intermédiaire d'un syndicat mixte. Les collectivités locales assurent 86 % des dépenses courantes et des investissements, le ministère de l'environnement apportant le reste. Budget total des parcs en 1991 : 250 millions de francs soit l'équivalent des sommes dépensées pour poser des réverbères sur l'autoroute Paris Lille.

Mais après vingt-deux ans d'existence précaire et de tirailllements entre le lobby agricole et celui des protecteurs, le bilan global des parcs est difficile à dresser, car leur action est modeste et pointilliste. Quelles dégradations ont-ils empêchées et quel développement ménageant le milieu naturel ont-ils généré ? Il semble que le label « parc naturel régional » soit devenu un atout pour le tourisme. Aussi, une douzaine de régions le sollicitent pour de nouveaux territoires situés dans le Massif central, la Touraine, l'Île-de-France, les Alpes et les Pyrénées.

Devant cet afflux, le ministère de l'environnement est circonspect. Depuis 1988, il impose une nouvelle règle : le label qu'il délivre (et qui est déposé à l'Institut national de la propriété industrielle, comme n'importe quelle marque) doit être renouvelé tous les dix ans. A cette occasion, on exige du parc la présentation d'un bilan. C'est en somme l'obligation de résultats.

Les nouveaux parcs n'obtiendront leur label que si leur charte pose en priorité la mission de protection et en définit les instruments. La crise du Marais poitevin montre que ce ne sera pas du luxe. Les services de M. Lalonde préparent un projet de loi reprenant et renforçant ces dispositions. Ce texte, qui sera présenté au Parlement en 1992, ne sera pas seulement l'occasion de mettre de l'ordre dans le petit monde des parcs régionaux. Il permettra que s'ouvre, pour la première fois, un débat politique sur une institution qui s'est développée jusqu'ici dans un flou « artistique », mais qui va couvrir bientôt 10 % du territoire national.

MARC AMBROISE-RENDU

#### En campagne

S i le projet de budget de l'Etat pour 1992 semble, de l'avis général, plutôt « gris », celui de l'aménagement du territoire tire franchement sur le gris anthracite. A première vue au moins, puisque les crédits (1,83 milliard de F) n'augmentent que de 1,37 %. « J'éprouve une satisfaction relative », a humoristiquement commenté le ministre d'Etat Michel Delebarre, content de noter que les crédits pour la ville et les quartiers en difficulté progresseront pour leur part de 27 %.

A y regarder de plus près, rien ne sert de verser dans un pessimisme excessif. Tous les ministères peuvent faire du bon ou du fâcheux aménagement. Si M. Lionel Jospin, en liaison avec les régions, définit un plan pour l'enseignement supérieur qui irrigue correctement la province, si MM. Joxe et Mellick préparent suffisamment à l'avance leur politique de reconversion des établissements industriels militaires, si M. Quilès ne ralentit pas trop le plan autoroutier, si M. Mermaz... tous ses collègues appuieront utilement M. Michel Delebarre. Et puis, le ministre d'Etat compte au cours de la discussion budgétaire améliorer sensiblement la mise et en tirer, alors, les bénéfices.

Puisque l'aménagement rural est désormais sur la sellette, à quelques jours de la « prise de Paris » par les agriculteurs et après le discours, politique et sentimental, de Chirac prononcé par M. Mitterrand sur les campagnes et les petites villes, bornons-nous à deux considérations :

- les aides aux investissements industriels dans les zones rurales bénéficieront de 220 millions de F, dont 120 inutilisés cette année ;

- le gouvernement s'est engagé à définir d'ici fin octobre un programme général pour les espaces ruraux fragiles et un mécanisme de péréquation financière pour les petites communes, à l'image de ce qui a été fait pour les villes ayant des banlieues désertées.

M. Michel Rocard était très francilien. M<sup>me</sup> Cresson sent mieux la campagne.

FRANÇOIS GROSCHARD

### L'aide aux personnes âgées dépendantes

Etat et départements gèrent avec difficulté une situation héritée du passé. Les présidents de conseils généraux doivent profiter de leur prochain congrès pour examiner de nouvelles propositions

L A France a mal à son système de protection social. D'une façon plus aiguë, elle souffre de son dispositif concernant les personnes âgées, plus précisément, les personnes âgées dépendantes. Etat et collectivités locales héritent d'une infrastructure insuffisante. L'Assemblée des présidents de conseils généraux doit évoquer ce problème lors de son congrès qui a lieu à Poitiers du mardi 24 au jeudi 26 septembre.

Le contexte démographique ne peut qu'accentuer la situation. Entre 1968 et 1988, la population âgée de plus de soixante-cinq ans a augmenté de 20 %, tandis que la population totale ne s'est accrue que de 10 %. Les statisticiens prévoient une croissance de 18 % des plus de soixante ans entre 1985 et l'an 2000, pour une augmentation de 3 % de l'ensemble de la population. De plus, ce sont les plus de quatre-vingt-cinq ans qui devraient enregistrer, pendant cette même période, la plus forte progression.

Etat et collectivités locales se heurtent également à un dispositif de prise en charge complexe, échaudé au jour le jour depuis une vingtaine d'années. Une politique de prestations en espèces ou en nature, ainsi qu'une grande diversité de financement qui ne coordonnent pas toujours leurs actions.

#### Un système peu efficace

Les personnes âgées qui ont travaillé perçoivent une pension de retraite, les veuves, une pension de réversion. D'autres, encore, lorsqu'elles n'ont pas de pension, bénéficient d'un minimum vieillesse financé par une caisse de retraite et le Fonds national de solidarité. Quand ces ressources sont insuffisantes pour faire face aux dépenses de logement, les allocations familiales peuvent accorder une allocation-logement, et l'aide sociale départementale, une allocation compensatrice.

Les établissements ont des statuts juridiques divers. Les services de longs séjours sont essentiellement publics et sont administrés par les conseils généraux et les municipalités sous la tutelle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. Ils peuvent également avoir un statut d'établissement privé à but non lucratif. Les institutions sociales relèvent tantôt du service public, tantôt du secteur privé lucratif ou commercial. Les hospices, quant à eux, sont toujours publics. Enfin, les services sociaux d'aide à domicile dépendent des municipalités ou du secteur associatif qui, lui-même, peut bénéficier d'aides diverses.

La prise en charge des soins montre elle aussi une grande hétérogénéité et repose non pas sur une logique dépendant de l'état de santé de la personne, mais sur le statut juridique de l'établissement dans lequel celle-ci se trouve. Si la personne dépendante vit chez elle ou dans un foyer-logement, les soins infirmiers

et d'hygiène sont remboursés (quels que soient les maux dont souffre la personne), selon un forfait quotidien, soit en 1986 de 102 francs. Les visites de médecin et de kinésithérapeute étant remboursées à l'acte.

En maison de retraite avec section de cure, le forfait s'élevait à 91,50 francs, en 1986, et comprenait les soins infirmiers, une surveillance médicale et des médicaments courants. En centre de long séjour, le forfait journalier, fixé à 132 francs, inclut toutes les dépenses de soins, à l'hôpital, hormis un forfait quotidien (27 francs en 1986) payé par la personne hospitalisée. Les soins et l'hébergement sont pris en charge par l'assurance-maladie. Les effets pervers qu'engendre une telle situation sont fort bien dénoncés par M. Jean-Claude Henrad, professeur de santé publique à l'université Paris-V.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Lire la suite page 16

### Amiens s'expose

Pendant une semaine, les habitants peuvent examiner les projets concernant leur ville

AMIENS

de notre correspondant

A partir du lundi 23 septembre, une exposition itinérante doit parcourir certains quartiers d'Amiens pendant une semaine. Un chapiteau abrite maquettes et tableaux présentant les différents thèmes et chantiers du plan triennal, le programme élaboré par les élus et une partie de la population pour définir leur ville d'ici à l'an 2000. « Ma préoccupation constante est de savoir si je suis en adéquation avec mes administrés. C'est pour moi une obsession », affirme M. Gilles de Robien, député-maire UDF, qui se déclare partisan d'une « démocratie participative ».

Au lendemain de son élection en 1989, lorsqu'il a réussi à remplacer un élu communiste en place depuis 1971, M. de Robien a décidé la création de six pôles de compétence (social, économique, environne-

ment, université, sport et culture), qui regroupaient des Amiénois de sensibilité très diverse. Près de mille deux cents personnes et des dizaines d'associations ont ainsi travaillé ensemble pour réfléchir à l'avenir et « bâtir pour Amiens un projet en commun. Ils voyaient la ville de la même façon et se sont découverts une même ambition pour elle ».

Le résultat de la réflexion des « pôles de compétence » a permis le vote, le 21 juin 1989, d'un plan triennal d'un milliard et demi, malgré l'opposition des élus socialistes et communistes. Les grands axes de ce plan étaient : l'université, l'environnement, la culture et le sport. Amiens a donc vu fleurir les premiers chantiers. « Un coup d'accélérateur a alors été donné avec les vingt comités de quartier qui ont réuni quatre mille personnes. C'était encore un pas de plus dans la démocratie participative », explique le député-maire, pour qui la pédagogie vis-à-vis des citoyens est un devoir.

MICHEL CURIE

## HEURES LOCALES

## ALSACE

## Les professionnels du spectacle en fiches

L'ALSACE et la Lorraine disposent dorénavant d'un fichier des professionnels du spectacle et de l'audiovisuel. Cet annuaire de 370 pages comprend quelque cinq cents fiches signalétiques des auteurs, musiciens, comédiens, danseurs ou chanteurs, avec quelques éléments de biographie et surtout leurs coordonnées. Il donne aussi les références des principaux médias qui suivent la vie culturelle des deux régions, la liste des partenaires publics, des responsables des lieux de production et de diffusion, enfin des prestataires de services.

Cet annuaire a été réalisé par l'Organisation de gestion des associations culturelles d'Alsace (OGACA), 13, rue Martin-Bucer, 67000 Strasbourg. Tél. (03) 88-75-08-27 et l'Agence culturelle technique d'Alsace (ACTA). Elle est également relayée sur minitel avec une mise à jour régulière.

## BRETAGNE

## Une ligne aérienne Brest-Lille

UN avion de la compagnie Flandre-Air assure, depuis lundi 16 septembre 1991, une liaison aérienne quotidienne, du lundi au vendredi, entre Brest et Lille. Une initiative qui revient à la chambre de commerce et d'industrie de Brest pour rapprocher la pointe de Bretagne du nord de la France, de la Belgique et du Luxembourg en évitant le goulot parisien.

L'avion décolle de Lille à 10 h 50 et atterrit à Brest-Guipavas à 12 h 30. Il repart ensuite à 13 h 30 pour arriver dans la capitale du Nord à 15 h 10. Le voyage coûte, pour un billet plein tarif aller simple, 1 589 francs, avec des possibilités de réduction pouvant ramener le prix à 800 francs en vols vacances.

Le CCI de Brest estime que le seuil de rentabilité (cent cinquante passagers) devra être atteint en 1994-1995.

## PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

## Les Varois sont de plus en plus nombreux à travailler

UNE récente étude, réalisée à partir du recensement de 1990, révèle que l'emploi féminin est en nette progression dans le département du Var. Alors que le nombre des demandeurs d'emploi progresse fortement (15 943 chômeurs en 1975 contre 52 558 en 1990), l'emploi féminin marque une forte augmentation en passant de 64 893 à 109 621 salariés, soit une croissance de 44,72 %, représentant 44 728 emplois.

Dans le même temps, l'emploi masculin n'évolue que de 17 691 postes. Si l'on tient compte de l'ensemble des postes de travail, la part féminine a marqué une progression de 10 % en quinze ans. Par ailleurs, on note une sensible féminisation des emplois « non salariés » : 35,5 % des femmes (contre 29 % il y a quinze ans) occupent des postes de chefs d'entreprise, artisans, exploitants agricoles ou ont une profession libérale.

## RHONE-ALPES

## Dérogation pour l'autoroute de Maurienne

LA réalisation d'une autoroute de 63,5 km dans la vallée de la Maurienne (Savoie) bénéficiera d'un régime dérogatoire à la législation en vigueur. En accordant la concession de cet ouvrage, évalué à près de 5 milliards de francs, à la Société française du tunnel routier du Fréjus, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a accepté que l'Etat, par le biais de la Société des autoroutes de France, occupe une position minoritaire dans cet organisme régional présidé par M. Pierre Dumas, sénateur (RPR) et vice-président du conseil régional.

Ce tronçon à travers la Maurienne, dont les travaux devraient commencer à l'automne 1992 pour s'achever en 1998, est le dernier maillon d'une nouvelle liaison autoroutière transalpine. Au début de l'année prochaine, la région du Piémont (Italie) a prévu d'ouvrir l'autoroute qui, de la plate-forme du tunnel, mène directement à Turin et à l'ensemble du réseau autoroutier italien.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Michel Delberghé et de nos correspondants : Jacques Fortier (Strasbourg), José Lanzini (Toulon) et Gabriel Simon (Brest)

## Le grand espoir des petites villes

LES sont 2 400 en France. Dans ces petites villes où vivent de 3 000 à 20 000 habitants et qui sont de vrais centres au cœur du tissu rural, les besoins en équipements sont énormes. Et pourtant, l'Etat républicain les aide. Quand elles comptent moins de 10 000 habitants, les voies locales de la nouvelle dotation de solidarité urbaine (DSU), elles qui en auraient tant besoin. Alors elles s'endettent, plus encore que leurs grandes sœurs. Il leur reste la possibilité d'augmenter l'impôt local. La décision n'est jamais aisée, mais ici, en plus, elle n'alourdit guère le coffre-fort communal : un point supplémentaire d'impôt ne drainera que 150 000 francs dans les caisses quand il rapporte 1 million de francs voire 2 millions si la ville était une grande. Devant ce désarroi, cet isolement, cet « enclavement » moral autant que géographique parfois, les petites villes ont décidé de se serrer les coudes, de s'enrichir mutuellement de leur expérience et de donner de la voix ensemble. Il y avait l'Association des maires de France, grande famille communale où les petites musiques discrètes ont la partition sans toujours oser troubler le chœur des grosses métropoles. Il y avait les cités touristiques, les bourgs de montagne, les communes rurales, les villes moyennes, les grandes villes, celles, peut-être, où l'on pêche et celles où l'on chasse, celles où l'on dort bien et celles où l'on vit mal. Il manquait seulement l'Association des petites villes de France. Le vide est comblé, depuis janvier 1989. Les premières assises qu'elle vient de tenir à Chinon lui ont donné, s'il le fallait, de véritables lettres de noblesse. Sur-tout, elles ont éveillés de grands espoirs pour les quatre cents maires ou adjoints présents.

Les bonnes relations qu'il entretient avec le président-fondateur de l'association, M. Martin Malvy, maire de Figeac, et avec le maire de Chinon, M. Yves Dauge, ajoutées à cette réalité qu'un Français sur quatre vit dans une petite ville, ont conduit le président de la République à rendre une visite prolongée et attentive aux congrès.

Le premier, appelé rapport Bourdard, présenté par le député socialiste Jean-Claude Bourdard, suggère, entre autres, des améliorations des conditions de prise en charge médicale ; un nouveau mode de financement de cette amélioration ; la création d'une allocation autonomie et dépendance et d'une plus grande égalité dans les prises en charge de l'entretien courant.

L'amélioration des conditions de prise en charge médicale des personnes âgées dépendantes au titre de l'assurance-maladie pourrait être obtenue, selon les députés, en accroissant l'offre des services et des lieux de vie médicalisés ; en décloisonnant le sanitaire et le social ; par réexamen des forfaits soins qui seraient modulés en fonction du degré de dépendance de la personne et identique pour tous les établissements ; en augmentant les forfaits soins dont le montant n'a pas été révisé depuis longtemps et en précisant le contenu du forfait.

Le financement de cette amélioration de la prise en charge médicale pourrait, toujours selon les rédacteurs de ce rapport, s'appuyer sur un redéploiement d'une part des dépenses de psychiatrie, sur l'évolution d'un certain nombre de lits de médecine ou de chirurgie qui, dans le public ou le privé, connaissent un taux d'occupation faible ; et, d'autre part, sur un ajustement du taux de cotisation maladie des retraités, avec un relèvement et une refonte de ces taux en un seul.

Pour assurer une meilleure prise en charge des dépenses, la commission propose de créer une allocation autonomie et dépendance, qui serait versée au titre de la solidarité à tous ceux qui ne peuvent pas faire face au coût de la dépendance, et quel que soit l'endroit où ils vivent. Cette allocation rempla-

serait. Non sans leur avoir rappelé qu'il fut lui-même maire « pendant vingt-deux ans » d'une ville « trop légèrement en dessous des 3 000 habitants » pour briguer l'adhésion à l'association, M. Mitterrand s'est longuement expliqué sur cette nécessité pour « la petite ville et la campagne de s'épauler pour constituer ou maintenir un pays vivant », sur le constat que « bientôt, 8 Français sur 10 seront citadins, mais que les 2 sur 10 continueront pratiquement d'inspirer — et l'aisance dire heureusement ! — les façons d'être, c'est-à-dire le type de relations humaines ».

## Solidarité financière

Le chef de l'Etat avait choisi les assises de l'Association des petites villes de France pour annoncer sa demande au gouvernement de présenter, avant le 15 octobre, un projet de solidarité financière qui soutiendrait les petites villes et les communes rurales. Le lendemain, le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, présent à Chinon comme M. André Laignel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire qui a clôturé les assises, et comme M. François Doubin, ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation, a précisé les précautions à prendre pour que ce soutien financier ne ressemble pas à un saupoudrage. La répartition des fonds tiendra compte de l'existence d'un projet commun de développement ou d'aménagement porté par un ensemble de communes. M. Sueur a confirmé aussi l'examen « très prochainement » du projet de loi de statut de l'Alu local.

De M. Fabrice Millereau, maire de Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise), exposant les difficultés d'une « ville oubliée » jusqu'ici par la DSU, bien qu'elle doive gérer un parc immobilier social qui représente 25 % de la population, à M. Darmon, maire de La Taludière (Loire), soucieux de savoir si les communes seront soumises à l'obligation par le préfet de s'associer avec d'autres, les responsables des petites villes peuvent désormais se sentir un peu moins seuls.

CHARLES VIAL

## L'aide aux personnes âgées dépendantes

Suite de la page 15

« La fragmentation du financement incite chaque financeur à réduire ses dépenses », écrit M. Henrad, dans la revue Informations sociales de novembre 1990. L'assurance-maladie et ses tutelles, ministères du budget et des affaires sociales, réduisent l'accroissement des dépenses de santé. Elles refusent de payer des sommes importantes pour les soins aux personnes âgées dépendantes, et s'efforcent de faire supporter une part des coûts par les personnes âgées ou l'aide sociale. D'un autre côté, les conseils généraux, qui détiennent les forfaits journaliers d'hébergement dans les institutions sociales de statut public, s'efforcent de rejeter le coût des soins des personnes sévèrement invalides sur l'hôpital, c'est-à-dire sur l'assurance-maladie. Les responsables d'établissement réagissent de façon diverse, mais sont tentés, quand les sommes qu'ils peuvent obtenir des différents financeurs se révèlent insuffisantes, de refuser l'admission des cas lourds, de les limiter ou de diminuer la qualité des prestations. De même, la personne ou sa famille peut être incitée à choisir un établissement non pas en fonction de ses besoins, mais des sommes qui lui seront demandées. Globalement, le système de soins aux personnes âgées dépendantes apparaît peu efficace », souligne M. Jean-Claude Henrad.

Nombreux sont ceux qui aboutissent à la même conclusion. Aujourd'hui, membres du gouvernement et élus locaux sont d'accord pour réexaminer la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Deux rapports proposent des pistes de réflexion. L'un, rendu public au mois de juillet de l'année du 6 juillet, émane de la commission des affaires culturelles familiales et sociales de l'Assemblée nationale ; l'autre, encore en chantier mais largement connu, est éla-

boré par le commissariat général du Plan.

Le premier, appelé rapport Bourdard, présenté par le député socialiste Jean-Claude Bourdard, suggère, entre autres, des améliorations des conditions de prise en charge médicale ; un nouveau mode de financement de cette amélioration ; la création d'une allocation autonomie et dépendance et d'une plus grande égalité dans les prises en charge de l'entretien courant.

L'amélioration des conditions de prise en charge médicale des personnes âgées dépendantes au titre de l'assurance-maladie pourrait être obtenue, selon les députés, en accroissant l'offre des services et des lieux de vie médicalisés ; en décloisonnant le sanitaire et le social ; par réexamen des forfaits soins qui seraient modulés en fonction du degré de dépendance de la personne et identique pour tous les établissements ; en augmentant les forfaits soins dont le montant n'a pas été révisé depuis longtemps et en précisant le contenu du forfait.

Le financement de cette amélioration de la prise en charge médicale pourrait, toujours selon les rédacteurs de ce rapport, s'appuyer sur un redéploiement d'une part des dépenses de psychiatrie, sur l'évolution d'un certain nombre de lits de médecine ou de chirurgie qui, dans le public ou le privé, connaissent un taux d'occupation faible ; et, d'autre part, sur un ajustement du taux de cotisation maladie des retraités, avec un relèvement et une refonte de ces taux en un seul.

Pour assurer une meilleure prise en charge des dépenses, la commission propose de créer une allocation autonomie et dépendance, qui serait versée au titre de la solidarité à tous ceux qui ne peuvent pas faire face au coût de la dépendance, et quel que soit l'endroit où ils vivent. Cette allocation rempla-

## DÉBAT

## Pour une écologie de la communication

par Jean-Pierre Raffarin

Le forum de la communication et des institutions des collectivités locales et des établissements publics, CAP'COM, qui a lieu du mercredi 25 au vendredi 27 septembre à Valence, doit permettre aux responsables de ce secteur d'évoquer la nouvelle législation sur la communication politique. La loi du 15 janvier 1990, en application depuis quelques semaines, modifie en effet les pratiques des conseils généraux et des conseils régionaux lorsqu'ils s'adressent au public (le Monde daté 8 et 9 septembre). En prélude aux débats M. Jean-Pierre Raffarin, président de la région Poitou-Charentes, donne son point de vue.

L'est sans doute trop tôt aujourd'hui pour évaluer les conséquences de la loi du 15 janvier 1990 sur la communication des collectivités. Je risque un pronostic : cette loi sera positive. En effet, on a pu constater ces dernières années quelques excès en matière de communication publique. Excess quantitatifs et déficit qualitatifs. Au niveau des moyens, il n'est pas raisonnable que la communication d'une collectivité dépasse un seuil de l'ordre de 1 % de son budget. Sur le plan qualitatif, certaines n'ont pas dépassé le stade de l'autosatisfaction et n'ont pas compris que, comme pour l'entreprise, la communication est, et est seulement, un outil de management.

Ainsi la communication est avant tout stratégique pour créer, mobiliser mais aussi fédérer.

Contre l'esprit de féodalité qui peut, à tort, amener des élus à « enfermer » dans les frontières municipales, départementales ou régionales, la communication peut être un élément d'ouverture. Ainsi pour les gens de l'Ouest « l'au-

atlantique » est un thème fédérateur qui dépasse chacun des acteurs.

Avec la communication moderne, les collectivités doivent trouver des causes qui les dépassent. Naturellement, une vision archaïque de la communication conduit à la démarche invasive, celle du nombrilisme et de l'esprit féodal.

En dégageant la communication publique de l'échec électoral, je crois que des progrès sont ainsi possibles.

Le plafonnement des dépenses électorales est également une bonne chose. Nous allons peut-être ainsi assister à un déclin de l'image et du look au profit de l'idée et du mot.

## L'homme politique à la fois acteur et auteur

En effet, la « surcommunication » a conduit à donner une place trop grande à la publicité par rapport aux autres formes d'expression. L'image a benoîté l'idée. Nous courons à la fois être acteur et auteur. L'homme politique va peut-être retrouver son média privilégié : l'individu.

Le fait associatif peut en tirer profit. Notamment l'association spontanée, celle qui se crée pour une cause concrète (opposition à un tracé d'autoroute, défense d'une école ou promotion d'un projet local).

Avec moins de moyens, il faudra aussi être plus créatif pour utiliser cette source d'énergie qu'est la communication.

En maîtrisant son énergie, en évitant ses pollutions (affiches sauvages, excès de papiers...), en développant l'authenticité locale, la communication politique entre dans une nouvelle ère, celle de l'écologie de la communication.

► Jean-Pierre Raffarin est député européen et président de la région Poitou-Charentes.

## BLOC NOTES

## AGENDA

Forum des maires. — Le Forum des maires, né il y a un an à la suite de la signature d'un appel contre l'intolérance par les maires de douze des plus grandes villes françaises, organise le 28 septembre au château de Vizille dans l'Isère une journée sur le thème « Cité-diversité ». Les travaux doivent aborder les questions de la décentralisation et de l'intégration, ou évoquer des thèmes comme « De la collectivité à la communauté » et « Les nouveaux droits de l'homme ».

► Secrétariat d'organisation : 7, rue Fantin-Latour, BP 1096.

38022 Grenoble Cedex 1.

Tél : 76-60-38-75.

► Dessins d'humour à Saint-Just-le-Martel. — La commune de Saint-Just-le-Martel (Haute-Vienne) organise du samedi 21 au dimanche 29 septembre, pour la dixième année consécutive, le Salon international du dessin d'humour. Cette petite ville des environs de Limoges a mis sur pied, avec l'appui de la région et du département ainsi que du ministère de la culture, une manifestation qui réunit des dessinateurs du monde entier.

► Maire de Saint-Just-le-Martel. 87590. Tél : 55-09-20-19.

► L'avenir des chartes intercommunales. — Le conseil régional de Bourgogne organise jeudi 3 et vendredi 4 octobre à Dijon un colloque national sur les

chartes intercommunales. Diverses expériences seront présentées par des élus locaux, des présidents et des animateurs de chartes, ainsi que par des agents des collectivités territoriales.

► Hôtes de la région. 17, boulevard de la Trémolle, 21035 Dijon Cedex.

► Un scénario de l'acceptable pour l'Île-de-France ? — Le trentième congrès des économistes régionaux, qui aura lieu à Tours jeudi 10 et vendredi 11 octobre, à l'initiative du Conseil national des économistes régionaux et de la productivité (CNERP), aura pour thème un sujet particulièrement d'actualité : « Paris-Île-de-France/régions : vers le scénario de l'acceptable ? »

Une grande enquête sur les projets de l'Etat, des collectivités territoriales et des grandes sociétés, comme la SNCF, sera présentée à cette occasion.

► CNERP. Fédération des comités d'expansion, 219, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél : 42-22-35-23.

► Directeurs et attachés. — Le Syndicat national des directeurs et attachés territoriaux doit tenir son deuxième congrès à Caen, les 15 et 16 novembre. Il évoquera les questions statutaires liées à ce cadre d'emploi, qui compte seize mille agents. Les débats porteront aussi sur le problème de la mobilité entre les fonctions publiques et sur leur ouverture aux cadres du secteur privé.

► Renseignements au 54-74-71-85.

## NOMINATION

► M. Gilles Guenver nouveau secrétaire général à Angoulême. — M. Gilles Guenver a succédé à M. Pierre Phénix, qui a pris sa retraite, comme secrétaire général de mairie à Angoulême (Charente) depuis le 1<sup>er</sup> août.

► M. Guenver, né à Carhaix (Finistère) le 12 septembre 1949, était, depuis 1983, directeur des services financiers, industriels et commerciaux de la communauté urbaine de Brest. Antérieurement, il occupait le poste de secrétaire général de la ville de Rostkov-Kerzhn (Finistère). Licencié d'histoire, il a suivi le centre de préparation aux carrières administratives de l'université de Bretagne occidentale, ainsi que le cycle de management territorial de Fontainebleau (7<sup>e</sup> promotion). M. Guenver a administré des municipalités dirigées par des élus communistes, UDF, sans étiquette et socialistes, avant de rejoindre M. Georges Chavannes (CDS).

## PUBLICATION

► Projets locaux. — La direction générale des collectivités locales vient de faire paraître l'édition descriptives des projets locaux classés aux communes. S'adressant aux élus et aux fonctionnaires locaux concernés par l'information des collectivités, cet ouvrage présente 670 projets, regroupés par grandes fonctions : finances, gestion du personnel, bureautique, services administratifs, services techniques.

► 453 pages, 240 francs. La Documentation française, 28-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.

CHRISTIANE CHOMBEAU

مكتبة من الأصل



## HEURES LOCALES

### Tempête au Cap-d'Agde

Des propriétaires de la station méditerranéenne exigent des promoteurs le respect de la loi

MONTPELLIER  
de notre correspondant

D U 5 août au 18 septembre, M. Jacques Martin, un administrateur de biens, a observé une grève de la main dans sa maison des Ollières, en Haute-Savoie, pour demander « l'application de la loi » dans la station balnéaire du Cap-d'Agde (Hérault) où il a acheté une villa dans la résidence du Golf en 1985. Par ce moyen extrême, il a souhaité dénoncer la « violation répétée du cahier des charges réglementant la construction de la station », et demander « réparation pour tous les propriétaires lésés ». Le cahier des charges dits « particuliers », en cause dans cette affaire, était un document complémentaire d'un cahier des charges général fixant les servitudes de construction lors de la création de la station. Le cahier des charges généraux avait été approuvé par le ministre de la construction en 1965. Le cahier des charges particuliers avait été par le préfet avant d'être publié. Selon la jurisprudence admise par le Conseil d'Etat, et plusieurs études juridiques réalisées à la demande de M. Martin comme des différentes municipalités d'Agde, cela suffit à lui conférer aussi un caractère réglementaire.

Ce cahier des charges devait contraindre les promoteurs à réserver, dans l'enceinte de chaque lot constructible, 7 % de la surface pour y réaliser des équipements collectifs de loisirs (piscines, tennis, espaces verts...). C'est cette disposition qui n'a pas été respectée, ni dans la résidence de M. Martin, qui poursuit depuis cinq ans, avec sa copropriété, la Sopra (promoteur toulousain), ni dans la plus grande partie du parc immobilier collectif du Cap-d'Agde. Ce sont ainsi des milliers de propriétaires qui ont été privés de biens collectifs auxquels les cahiers des charges leur donnaient droit.

#### L'absence d'enquête publique

Si cette situation a pris naissance en 1969, date du début des travaux de la station, elle n'est toujours pas éclaircie aujourd'hui. Avant la décentralisation, la direction départementale de l'équipement (DDE) délivrait souvent des permis de construire non conformes à un cahier des charges pourtant réglementaire. Après 1984, la municipalité a tout simplement pris le relais, alors que les cahiers des charges avaient été, conformément aux directives du code de l'urbanisme, intégrés au plan d'occupation des sols (POS) de la commune.

Les élus ont bien voulu se débarrasser de certaines des obligations de ces cahiers, mais, pour cela, il aurait fallu modifier le POS lui-même. Et, dans ce cas, le code de l'urbanisme prévoit une enquête publique. Or toutes les tentatives de correction se sont faites en dehors de cette instance. Le 23 novembre 1987, le conseil municipal présidé par l'ancien maire RPR, M. Pierre Leroy-Beaulieu, prenait une simple délibération supprimant l'obligation de réserver des équipements collectifs dans la station. Deux ans plus tard, le 20 septembre 1989, l'actuel maire socialiste, M. Régis Passerieux, renouvelait l'erreur. Il s'autorisait lui aussi, par une seule délibération, à modifier les cahiers des charges, avant de mettre en chantier une nouvelle résidence, Le mail de Rochelongue.

Vingt ans après sa naissance, au regard des textes, la station phare de la côte languedocienne est donc toujours fichée avec le code de l'urbanisme. Son cahier des charges reste applicable, même s'il a toujours été ignoré. « On se demande si on n'a pas deux POS », s'interroge même un proche du maire actuel. La situation ne devrait pas être régularisée avant plusieurs mois lorsqu'un nouveau POS verra le jour, par une voie normale cette fois-ci, la fameuse obligation des 7 %. Mais ce POS n'en est encore qu'au stade de la préparation et aucune date n'a encore été fixée pour l'enquête publique.

#### Politique de l'autruche

En attendant, personne ne veut reconnaître l'évidence. Celle de l'absence d'espaces de loisirs réglementaires dans une bonne partie de la station. Les promoteurs s'abritent derrière leurs permis de construire légaux. La mairie d'Agde invoque un problème d'interprétation de la jurisprudence pour rejeter la notion d'« infraction au POS ». La direction départementale de l'équipement considère que les litiges nés du non-respect du cahier des charges relèvent du « droit privé ». Le sous-préfet de Béziers, M. Charles Meunier, affirme pour sa part que « dans l'exercice du contrôle de la légalité sur les décisions de la ville d'Agde et de la SEBLI [société d'économie mixte chargée de l'aménagement de la station et du contrôle de l'application du cahier des charges] il n'a rien décelé qui justifie à ce jour de les soumettre à la censure du tribunal administratif ».

Cette politique de l'autruche appelle cependant une hypothèse. Ouvrir les yeux sur des infractions au POS serait reconnaître la nécessité d'une réparation, la loi dans un Etat de droit se devant d'être appliquée. Or d'une part l'écheveau des responsabilités peut s'avérer très complexe (promoteurs, municipalités de droite comme de gauche, architecte en chef, SEBLI, DDE, préfecture) et ces responsabilités de différentes natures. Mais se pose aussi la question de la forme d'une éventuelle réparation. Comme il n'est plus possible, dans la plupart des résidences, de matérialiser ces « espaces collectifs de loisirs », réparer le préjudice ne pourrait se traduire que par des indemnités versées aux propriétaires lésés.

C'est pourquoi chacun garde aujourd'hui le silence, et les yeux rivés sur la cour d'appel de Nîmes où la plainte de M. Martin, après un séjour long de six mois entre la chambre criminelle de la Cour de cassation et la chambre d'accusation, est désormais instruite par M. Elisabeth Vieux. Chacun attend également une décision du tribunal administratif saisi par le même M. Martin sur la légalité des délibérations modifiant les cahiers des charges. Pour le reste, élus et autorités préfectorales s'en remettent laconiquement aux « juridictions compétentes », dans l'attente d'une éventuelle réunion.

JACQUES MONIN

### La RATP réhabilite la station de métro

Une nouvelle organisation du service doit permettre aux agents de sortir de leur guichet pour aller à la rencontre des usagers. Expérience sur deux lignes

Il faut remonter à 1972 pour comprendre la décadence du métro parisien, non dans sa technique, mais plutôt à travers l'ambiance d'insécurité et de saleté qui s'y est installée. Cette année-là, grâce à l'introduction du péage automatique, la RATP a commencé à supprimer 2 500 emplois. La belle ordonnance de la station de métro s'en est allée avec son chef à casquette tréflée dans son bureau, sur le quai, les vendeurs, les agents qui donnaient le signal de la fermeture des portes des trains, les préposés. Aujourd'hui, ce coup de balai modernisateur a réduit à deux agents les effectifs dans les deux tiers des stations.

M. Christian Blanc, PDG de la RATP, juge que c'est vers 1980 que s'est située l'erreur de la Régie. « Pour compenser la déshumanisation du métro qui résultait de la rarefaction des agents, on a voulu y mettre de l'animation commerciale et musicale, façon 1968. Ce faisant, on a fait descendre dans les souterrains toute une population marginale et déviante. Un phénomène de spirale a amplifié la délinquance naissante sur laquelle personne n'a réfléchi. Nous ne maîtrisons plus rien. »

Dans ce monde devenu menaçant, les agents se sont sentis de moins en moins à l'aise. Ils se sont repliés sur la vente de titres de transport et sur l'application du règlement, en se barricadant derrière leur guichet pour n'avoir pas à affronter des situations sur lesquelles ils estimaient n'avoir pas prise. Ils ont fermé les yeux sur les fraudeurs qui ont pris l'habitude de sauter les barrières pour n'avoir pas à payer. La démolition a résulté de ce laisser-aller, d'autant que la carrière en station n'avait pas d'arrêt statutaire et que les locaux souterrains étaient plutôt misérables. Chaque année, 10 % du personnel demandait sa mutation dans des fonctions plus reluisantes, ce qui est une proportion énorme à la RATP.

#### Comme dans une PME

En bout de chaîne, le voyageur ne pouvait pas ne pas pâtir de cette dégradation. Il en a rendu en partie responsable un personnel qu'il ne voyait jamais sur les quais et qui ne faisait pas toujours preuve d'aménité derrière l'hyphopone.

« Nous allons vers une sorte de suicide collectif », constate M. Robert Jung, directeur du département métro. Nous évoluons vers la généralisation du distributeur de billets automatique et des services de sécurité. La machine plus le chien policier...

La nouvelle organisation sur laquelle la RATP travaillait depuis plusieurs années est expérimentée, depuis le printemps dernier, sur les lignes de métro numéro 4 (Orléans-Clichy) et 11 (Châtelet-Les Halles) et a été officiellement inaugurée vendredi 20 septembre. Son principe de base consiste à découper la ligne en secteurs d'une dizaine de stations dont la petite taille (une cinquantaine de personnes) permet une gestion humaine comme dans une PME.

Dans chaque station, un animateur s'efforce de donner une âme en orientant le personnel, selon les besoins, vers la vente derrière le guichet, s'il y a affluence pour les cartes orange, ou vers la patrouille dans les couloirs et sur les quais pour y régler un incident ou réparer un distributeur de billets. Ces agents mobiles sont équipés d'une radio qui leur permet de communiquer avec un opérateur. Celui-ci dispose d'une bat-



Robert Doisneau, Paris, 1945.

terie d'écrans vidéo pour surveiller les couloirs grâce à des caméras et d'un contact par interphone avec les usagers. Il connaît en permanence la position des trains et peut informer le public de retards éventuels soit par haut-parleur, soit par des écrans lumineux qui remplacent le bon vieux tableau noir. Partout, des distributeurs automatiques de billets et de cartes orange ont été installés de façon que le voyageur ait le choix entre la machine et le guichet.

Dans chaque secteur, une station accueille une agence commerciale habilitée à vendre des titres de transport spéciaux (carte intégrale annuelle, Paris Visite, Formule 1) qu'on ne pouvait auparavant acheter que dans un ou deux points de la

capitale. Pour que les agents adhèrent à une réforme dont le succès dépendra de leur mobilisation, la direction n'a pas lésiné sur les moyens, même si les effectifs sont demeurés constants. Le personnel des lignes pilotes a été le premier à porter le nouvel uniforme. De nouvelles perspectives de carrière ont été ouvertes pour ceux qui acceptaient de devenir « pilotes », « opérateurs », etc. Enfin, les locaux ont été rénovés et, pour la première fois, on a installé des mini-cuisines et une cafétéria, ce qui aggrave singulièrement la vie en sous-sol.

Le plus difficile sera de faire adopter par le personnel le juste comportement face à la fraude, aux agressions et à la saleté, alors que ces

problèmes le dépassent largement. « Son rôle est d'assurer la prévention, en occupant le territoire, explique M. Pierre Veil, responsable des stations. Les cambrioleurs pénètrent moins dans une maison lorsque celle-ci est habitée. Nous essayons de faire comprendre aux agents qu'ils sont concernés si une personne fraude ou jette des déchets par terre. A eux d'agir, en douceur, pour persuader d'acheter un billet ou de ne pas salir les quais. Nous leur demandons de ne tomber ni dans l'héroïsme ni dans l'irresponsabilité, mais de se comporter comme les vendeuses des grands magasins qui manifestent leur vigilance par un « puis-je vous aider ? » à la fois accueillant et dissuasif. »

#### Météor aussi

La RATP expérimente ce nouveau service en station pendant plusieurs mois, afin de remédier aux inévitables ratés. On peut prédire que ceux-ci se produiront, notamment dans le domaine de l'information du voyageur. Par exemple, du 12 au 19 septembre, les usagers de la ligne 4, pourtant promise expérimentale, ont constaté un envasement dû à la rarefaction des rames. Le télé-affichage signalait seulement qu'il fallait compter quatre ou cinq minutes entre chaque rame, ce qui n'a pas satisfait les passagers pressés comme harengs en caque. Pour calmer ceux-ci, il aurait suffi que le personnel de la station se serve de son beau matériel tout neuf de communication pour faire savoir que la réparation d'une panne électrique sérieuse perturberait le trafic pendant une semaine.

Si la réforme est concluante, la RATP consacrerait, au total, 1 milliard de francs à l'étendre à l'ensemble de son réseau d'ici à 1995. La ligne de métro sans pilote Météor profitera, à partir de sa mise en service en 1996, du dernier cri de cette organisation pour symboliser vraiment le renouveau du métro aussi bien au point de vue social qu'au point de vue technique.

ALAIN FAUJAS



**A** l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle. Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

La réalisation d'une salle de spectacle était un projet ambitieux et nécessaire pour la Commune. Le Conseil connaissait les compétences du Crédit Foncier et ses interventions dans le financement des investissements collectifs. Il savait que, depuis 1860, beaucoup de Communes avaient assuré leur développement avec son soutien. Il appréciait l'expérience, le dynamisme et la capacité d'écoute des hommes du Crédit Foncier. Pour lui, c'était un vrai partenaire des Communes, des Départements et des Régions. C'est pourquoi Monsieur le Maire a rencontré le Crédit Foncier. Tout naturellement.



En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

### Tick'art à Lyon

A l'occasion de la Biennale d'art contemporain les horodateurs de la ville délivrent des fiches de stationnement illustrées

P OUR rencontrer l'art à Lyon, il est possible de visiter, jusqu'au 13 octobre, la première Biennale d'art contemporain décentralisée. Ou, plus simplement, de stationner dans le centre-ville, où les horodateurs délivrent, en guise de tickets, pendant cette manifestation, des « tick'arts » de Gérard Collin-Thiébaud.

Auparavant, cet artiste utilisait plus volontiers de faux distributeurs de timbres - et exclusivement dans les musées et les galeries - pour diffuser, en carnets, des images d'objets de collection ou d'acteurs de la scène artistique française. La société Lyon Parc Auto lui a permis d'atteindre le grand public en inondant les rues de

450 000 « œuvres uniques ». Sur chacune, au verso des informations qui garantissent cette « unicité » en l'horodatant, on découvre une photographie fragmentaire d'un chef-d'œuvre du Musée des beaux-arts de Lyon, l'Ascension du Christ du Pérugin. Un jeu de puzzle est ainsi proposé aux automobilistes : douze détails différents, sur douze tickets, permettent de reconstituer le tableau. Et les collectionneurs professionnels peuvent espérer une plus-value financière, moyennant un investissement de cent fois le prix du ticket, s'ils demandent à l'artiste de poinçonner leurs initiales sur l'ensemble.

Qui gagne le plus à cette opération ? La musée lyonnais, qui

espère accueillir un plus grand nombre de visiteurs intéressés par l'Ascension du Christ ? Ou la galerie villeurbannaise Georges Verney-Carron, qui expose d'autres œuvres mi-conceptuelles mi-ludiques (dont des pages du Monde colorées) de Gérard Collin-Thiébaud ? La société Lyon Parc Auto, pour sa part, compte sur les tick'arts pour préparer sa clientèle à un autre choc artistique : les prochains parkings qu'elle doit mettre en service seront agrémentés d'œuvres résolument contemporaines. Douze projets ont été demandés à des artistes de renommée internationale, de Buren à Dan Flavin en passant par Joseph Kosuth et François Morelet.

B. B.

LINTAS/PARIS PHOTO G. RUFFIN





5021 من الالاحل

# ÉCONOMIE

Le Monde • Dimanche 22 - Lundi 23 septembre 1991 • 19

## BILLET

La visite de M. Strauss-Kahn en Afrique du Sud

### La France renoue prudemment avec Pretoria

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué de l'Industrie et du Commerce extérieur, a entamé une visite de quatre jours en Afrique du Sud, jusqu'au 23 septembre. Paris entend renouer le dialogue avec Pretoria sur le terrain de l'économie. Mais l'embargo français ne sera levé qu'à l'issue de la conférence tripartite.

#### PRETORIA

de notre envoyé spécial

Quelles relations la France peut-elle renouer avec un régime dont elle a sévèrement condamné la politique d'apartheid et qui représente, l'an dernier, 0,3 % seulement de ses échanges commerciaux ? En envoyant à Pretoria son ministre délégué de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, accompagné d'une forte délégation d'hommes d'affaires, Paris a clairement annoncé son intention : c'est sur le terrain de l'économie que le dialogue entre les deux pays est en passe d'être rétabli.

La partie sud-africaine aurait probablement souhaité que la France dépêche son ministre des affaires étrangères, comme l'ont fait d'autres Etats récemment réconciliés avec Pretoria. De même qu'on aurait aimé au pays de l'apartheid finir par lever l'embargo spécifique qu'il maintient sur ses importations de charbon en provenance d'Afrique du Sud. Mais, de part et d'autre, nul ne veut considérer cette restriction comme un point de blocage dans la reprise des relations.

Au plan économique, l'embargo charbonnier n'entame en rien les débouchés sud-africains et les dirigeants de Pretoria le savent bien. La mesure prise en 1985 par le gouvernement Fabius n'a de valeur que politique et symbolique. « Elle permet de continuer à faire pression jusqu'au moment où le processus de démocratisation engagé sera entré dans sa phase finale », a expliqué plusieurs fois M. Strauss-Kahn. Quand une conférence multipartite sera en place et fonctionnera, il conviendra de lever l'embargo. Une échéance qui pourrait intervenir d'ici à la fin de l'année.

#### Un appareil de production obsolète

Il reste que l'Afrique du Sud souffrait des sanctions technologiques et financières de la communauté internationale et aussi des banques privées. La croissance, négative en 1990 (-1 %), sera nulle cette année. L'appareil de production est souvent obsolète, et nombre de sociétés décapitalisées malgré la levée de l'interdiction sur les investissements étrangers.

Le chômage touche au moins 13,5 % des actifs et 40 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. L'inflation - aggravée par la structure monopolistique des grands conglomérats qui bridaient la concurrence - est de l'ordre de 15 %. Et ce pays aspire à un rattrapage social en faveur des classes noires, impératif que l'état de santé de l'économie sud-africaine ne permet guère d'envisager dans l'immédiat.

Pour le ministre de l'Industrie, la France a plusieurs arguments à faire valoir dans l'amorce d'un partenariat nouveau face aux positions allemande et britannique

déjà fortement ancrées. En premier lieu, l'intransigeance de Paris contre l'apartheid est de nature à renforcer désormais son crédit auprès du gouvernement sud-africain et de l'ANC de Nelson Mandela ; ensuite, par son poids économique, l'Afrique du Sud joue, selon M. Strauss-Kahn, un rôle clé dans le développement de l'ensemble du continent noir.

A travers leurs initiatives de rapprochement avec différents pays sub-sahariens (le Togo, la Côte-d'Ivoire, le Maroc, le Zaïre), les autorités de Pretoria ont découvert combien la présence de la France (si son poids économique était fort) « Vous êtes le pays économiquement le plus important d'Afrique ; nous sommes le pays historiquement le plus important en Afrique », a ainsi déclaré le ministre de l'Industrie.

#### Un client potentiel du TGV et d'Airbus

Le réchauffement Paris-Pretoria repose encore cependant sur une base étroite. La France continue de veiller au bon déroulement des réformes politiques, tout en s'interrogeant sur le véritable programme économique de l'ANC. M. Strauss-Kahn s'est employé à défendre certains dossiers industriels dans le domaine des télécommunications, du pétrole et des mines. L'Afrique du Sud est un client potentiel du TGV et d'Airbus. Les entreprises françaises devraient renforcer leur poids à travers de futurs programmes de logements sociaux.

Mais la seule mesure concrète du voyage ministériel devrait porter sur l'accord prévu entre le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) et le groupe GENCOR, l'un des principaux conglomérats miniers d'Afrique du Sud. GENCOR, filiale de GEN-

COR, prendra 10 % (10 millions de francs) dans une société commune avec le BRGM pour l'exploitation de la mine d'or de Salsigne (Hérault). Le BRGM cédera aussi 45 % de ses intérêts miniers à GENCOR dans un gisement découvert en Guyane, la Montagne-Toutte. Pour le reste, certaines sociétés françaises comme Bonnyges, Spie-Batignolles, Alcatel ou Total devraient accroître leurs positions en Afrique du Sud, ACCOR et la Société générale ayant décidé depuis peu d'y investir.

Devant les industriels français de la chambre de commerce et d'industrie d'Afrique du Sud, M. Strauss-Kahn s'est engagé à favoriser l'accès des entreprises françaises à ce marché jusqu'ici peu ouvert. La France négocie un accord de protection des investissements visant, en particulier, à éviter la double imposition des firmes. Les PME seront éligibles à une procédure d'aide à l'investissement en capital. Diverses actions seront aussi menées dans le domaine de l'assurance-protection, la promotion de la technologie française, la participation à des salons et, surtout, dans la mise sur pied de structures de formation pour les cadres sud-africains.

M. Strauss-Kahn a reconnu le caractère « largement insuffisant » de pareilles initiatives. Elles le resteront, en tout état de cause, aussi longtemps que ce pays n'aura pas comblé son principal handicap : l'éducation des jeunes. Un domaine où la France n'est pas en pointe : le budget de la coopération culturelle, scientifique et technique est de 12 millions de francs par an pour l'Afrique du Sud, contre 30 millions de francs au Mozambique et 42 millions de francs en Namibie.

ERIC FOTTORINO

L'homme d'affaires breton à l'assaut d'un grand magasin

### M. François Pinault met la pression sur le Printemps

Est-ce vraiment une coïncidence ? Le jour même où la famille Maus, actionnaire principal du groupe Printemps avec 42 % du capital et 56 % des droits de vote, se donnait de l'oxygène en réachalandant une partie des dettes de Bergner and Co, sa filiale américaine, on apprenait que M. François Pinault avait déposé il y a quelques jours une offre de reprise globale du groupe Printemps.

L'industriel du bois se refuse, pour le moment, à confirmer l'information, donnée vendredi 20 septembre par *Libération* et la *Tribune de l'Expansion*. Reste que différentes sources bancaires proches du dossier confirment la réalité de cette offre.

La divulgation de la proposition Pinault fait en tout cas le jeu de l'industriel breton, qui s'est toujours montré, par le passé, pressé de conclure. Elle coupe l'herbe sous le pied aux autres prétendants à la reprise (entre autres le groupe allemand de distribution Metro). Elle soumet surtout la famille Maus à fortes pressions.

#### Eviter de trancher dans l'urgence

La nouvelle, rendue publique, renforce au sein du clan familial les voix encore très minoritaires qui estiment nécessaire de se débarrasser de l'intégralité des participations détenues dans le groupe français de grands magasins pour éponger les 900 millions de dollars de dettes de Bergner and Co, placés sous la protection de la loi sur les faillites (le célèbre chapitre 11) au mois d'août dernier (*Le Monde* du 28 août).

Les négociations menées par la famille Maus avec différents établissements bancaires - dont Le Crédit lyonnais - pour lui permettre de rééchelonner une partie des engagements de Bergner et d'honorer ses garanties ont abouti cette semaine. Le répit financier que

s'est efforcé d'obtenir le groupe suisse n'avait qu'un but : lui éviter d'avoir à trancher dans l'urgence et de céder dans la précipitation ses intérêts dans le groupe Printemps, l'une de ses plus belles participations. Difficile de dire, dans ces conditions, comment les Maus réagiront à la proposition Pinault.

L'offre en tout cas témoigne d'un réel sens politique. Globale, « tricolore », elle peut attirer les faveurs du management comme des actionnaires français du Printemps qui ont à plusieurs reprises déclaré leur opposition à toute velléité de dépeçage.

Le prix proposé par M. Pinault se situerait autour de 7 milliards de francs. Ni plus ni moins que l'estimation communément admise par les milieux financiers. Mais une somme importante pour l'homme d'affaires breton, dont le groupe est déjà fortement endetté (ses engagements représentent, selon les analystes financiers, une fois et demi son actif net), après des acquisitions en rafale, dont celle de Conforama au mois de mai dernier. Les marchés craignant une réaction classique de fuite en avant ont d'ailleurs plutôt vivement réagi à la nouvelle, le titre Pinault enregistrant une chute marquée lors de la séance du 20 septembre.

Une OPA (offre publique d'achat) sur deux tiers du capital du Printemps reviendrait au bas mot à 4,5 milliards de francs. Son coût pourrait être amorti par une opération désormais classique de fusion-absorption avec Conforama, acquis pour la même somme. Ainsi donc, sans mettre un centime supplémentaire, le patron du groupe Pinault pourrait mettre la main sur un ensemble rentable (le groupe Printemps dégage un bénéfice de 503 millions de francs pour 24 milliards de chiffre d'affaires), doté de 2 milliards de francs de trésorerie et d'un patrimoine immobilier non négligeable.

CAROLINE MONNOT

Recevant les syndicats

### Le délégué général pour l'armement annonce des suppressions d'emplois dans les arsenaux

Recevant les représentants de plusieurs syndicats du secteur public, le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, leur a annoncé, mercredi 18 septembre, des réductions prévisibles d'effectifs, notamment au sein du groupe GIAT-Industries, dans les usines de Roanne et de Tarbes associées à la production du char Leclerc.

Selon la CGT et la CFDT, un nouveau plan de huit cents départs volontaires, sur un effectif de plus de quatre mille personnes, a été jugé nécessaire, ainsi que la suppression des sous-traitances et des intérimaires.

#### Des mouvements sociaux imminents

Les syndicats - la CFE-CGC a aussi été reçue - ont averti M. Sillard de l'imminence de mouvements sociaux dans les ateliers pour protester contre leur « braderie ».

Selon la CGT et la CFDT, qui ont donné une version identique des propos du délégué général pour l'armement, les livraisons de chars Leclerc devraient s'élever à quatre exemplaires en 1992, treize

en 1993, dix-sept en 1994, trente-quatre en 1995, soixante-cinq en 1996, cent en 1997. Ainsi, selon la CGT, les livraisons totales seraient soixante-quatre chars entre 1993 et 1995, alors que les prévisions mentionnaient cent vingt-deux.

Pour les constructions navales, M. Sillard a affirmé, de source syndicale, que le huitième sous-marin nucléaire d'attaque (lance-torpilles) ne serait pas construit, tandis que serait arrêtée la construction du septième.

Le chantier du sous-marin nucléaire lance-missiles stratégique de la nouvelle génération, le *Triomphant*, en cours de montage à Cherbourg, serait ralenti. Enfin, le programme de construction des bâtiments antinaves océaniques (BAMO) est abandonné.

Les syndicats ont rapporté que le délégué général pour l'armement avait reconnu que la sous-traitance à l'arsenal de Cherbourg pourrait être supprimée et que l'arsenal de Brest, après la construction en cours du porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle*, aurait des problèmes de plan de charge.

Aux Etats-Unis

### Salomon Brothers reconnaît de nouvelles irrégularités

Salomon Brothers, première firme de courtage new-yorkaise, au centre depuis plus d'un mois d'un scandale sur les adjudications de bons du Trésor américain (*Le Monde* du 13 août) a reconnu, dans un bref communiqué publié le 20 septembre, deux nouvelles irrégularités, découvertes après consultation de documents du gouvernement que la société ne détenait pas initialement.

Salomon précise que ces deux violations consistaient, comme les cinq précédentes déjà dévoilées, en l'utilisation, à leur insu, de noms de clients de la firme, pour des soumissions à des adjudications de bons du Trésor. Un marché de 2 200 milliards de dollars, sur lequel les courtiers de premier rang (« primary dealers »), dont fait partie Salomon, ne doivent pas prendre plus de 35 % lors de chaque adjudication sous peine de sanctions.

Salomon souligne que les personnes déjà impliquées dans le scandale, et qui ont démissionné de la firme, portent la responsabilité des nouvelles irrégularités découvertes. Enfin, le communiqué indique que d'autres malversations similaires devraient être prochainement mises à jour.

### La deuxième banque de Floride sous contrôle des autorités fédérales

Les autorités fédérales américaines ont pris le 19 septembre le contrôle de la Southeast Banking Corp., deuxième banque de Floride, devenue insolvable. Fondé il y a quatre-vingt-huit ans, cet établissement a enregistré près de 500 millions de dollars de pertes (environ 3 milliards de francs) au cours des deux dernières années, essentiellement dans le secteur immobilier.

La prise de contrôle va coûter 350 millions de dollars à la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), agence fédérale de garantie des dépôts bancaires, qui restructure les banques en difficulté. Les 8 milliards de dollars d'actifs et la totalité des prêts douteux de la Southeast, ainsi que ses deux cent vingt-quatre 224 succursales, seront repris pour 700 millions de dollars par la First Union Corp., seizième banque américaine, basée à Charlotte (Caroline du Nord).

Cette nouvelle opération de sauvetage va ponctionner de nouveaux fonds de la FDIC, déjà jugés insuffisants (4,5 milliards de dollars au 30 juin), alors que d'autres faillites bancaires sont attendues dans les prochains mois.

### Le Japon spéciale sur une baisse des taux

Les pressions des marchés financiers et des industriels japonais se renforcent pour réclamer à la Banque centrale une baisse des taux d'intérêt. « J'espère que les autorités monétaires vont considérer que la baisse des taux est le moyen de raviver l'économie », a déclaré M. Eiichi Nakao, ministre du Commerce et de l'Industrie.

Ces demandes s'appuient sur les dernières statistiques qui montrent que le ralentissement de la croissance au Japon s'est accentué au deuxième trimestre, avec une progression de +0,5 %, sur une faible base de deux ans. Sur un semestre, la moyenne, en rythme annuel, s'établit à +2 %.

Selon les prévisions faites jusqu'à présent, l'économie japonaise devrait dépasser les 4 % de croissance cette année (de mars 1991 à mars 1992), avec un léger ralentissement l'an prochain.

### L'Inde reçoit une aide de 6,7 milliards de dollars

Un groupe de pays donateurs s'est engagé à accorder à l'Inde une aide de 6,7 milliards de dollars (38 milliards de francs) en 1991-1992, afin de lui permettre de faire face à ses difficultés financières, a annoncé vendredi à Paris M. S. P. Shukla, secrétaire d'Etat indien aux finances, à l'issue d'une réunion de deux jours du consortium d'aide à l'Inde, organisée à Paris.

Cette aide, en hausse de 6 % par rapport aux engagements pris par les donateurs en 1990, comprend notamment 2,5 milliards de dollars à déboursment accéléré. L'Inde engage des réformes structurelles de libéralisation de son économie et devrait voir en conséquence sa balance des paiements se dégrader. Le Japon, premier donateur à l'Inde devant l'Allemagne et le Royaume-Uni, s'est engagé à faire face à tout besoin financier exceptionnel après la mise en œuvre d'un crédit *stand-by* par le Fonds monétaire international. - (AFP).

## EN BREF

□ Allemagne : le recul des immatriculations en août souligne le fléchissement conjoncturel. - Nouveau signe du fléchissement de la conjoncture en Allemagne : les immatriculations de voitures ont plongé en août par rapport au mois précédent, totalisant 165 086 unités contre 184 907 en juillet soit un recul de 69,6 %. Juillet avait été un mois exceptionnel à cause de la suppression programmée pour le 1<sup>er</sup> août de l'avantage fiscal lié aux voitures équipées de pot catalytique. Mais par rapport au mois d'août de l'an dernier, le nombre des immatriculations est en repli de près de 40 %. Après la forte croissance au premier semestre, l'évolution du produit national brut (PNB) ouest-allemand « se couvre de sombres nuages » en raison notamment de la hausse des coûts de production et du ralentissement prévisible de la consommation dû à la hausse des impôts, selon le patronat allemand.

□ Signature d'un accord de collaboration entre Jéss et Sematech. - Les responsables des deux grands programmes de recherche européenne et américaine, Jéss (Joint European Submicron Silicon) et Sematech (Semi Conductor Manufacturing Technology), ont signé un accord de coopération qui les lie dans le domaine des microprocesseurs de nouvelle génération, a annoncé vendredi 20 septembre la direction de Jéss, à Munich. La réalisation de cet accord permet à IBM Europe d'entrer dans le programme Jéss.

Un sondage publié par la CEE

### Les Européens hostiles à la voiture dans le centre des villes

Un sondage commandé par la Commission européenne et l'Union internationale des transports publics (UITP) et réalisé par des instituts de sondages nationaux en avril dernier, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes dans chaque pays de la Communauté, fait apparaître la défiance des Européens à l'égard de l'usage de la voiture individuelle dans le cœur des villes.

Les personnes interrogées jugent à 59 % la circulation urbaine difficilement supportable, les Italiens étant les plus traumatisés avec 84 % de réponses hostiles à l'automobile et les Danois les moins affectés avec seulement 27 %. La France se situe dans la moyenne avec 51 %.

84 % des Européens déclarent souhaiter une priorité aux transports en commun. Là encore, on constate des disparités importantes,

puisque l'Allemagne préfère à 91 % les bus, les tramways et les métros, alors que l'Irlande ne choisit les transports publics qu'à 67 %. La France fait partie des pays les moins favorables avec 76 % de réponses positives.

Mais les Européens sont contradictoires, car, s'ils se plaignent de la voiture en centre-ville, ils l'utilisent majoritairement : 65 % préfèrent l'emprunter contre 20 % qui choisissent les transports en commun, car ceux-ci sont jugés peu commodes (38 %) ou trop lents (27 %).

Enfin, il se confirme que les Français figurent parmi les Européens les plus attachés à la voiture individuelle et qu'ils admettent moins bien les restrictions de circulation et de stationnement qu'impliqueraient une véritable priorité reconnue aux transports collectifs.

LE MONDE 91  
LE PRESENT  
HIP HOP!  
PLANTU

## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 16 AU 20 SEPTEMBRE

## PARIS

## Les hauts de l'été

INDICE CAC 40  
+0,5%

L'été s'est achevé sur une série de records à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40, qui mesure l'évolution des cours des quarante plus grandes valeurs de la place, a franchi à deux reprises, jeudi 19 et vendredi 20 septembre, son plus haut niveau de l'année. Comme la semaine précédente, il s'est même offert le luxe d'atteindre un nouveau sommet juste à la veille du week-end en culminant à 1885,49. Toutefois, paradoxalement, ce plus haut de l'année, encore loin du record absolu (2 129,32) établi le 20 avril 1990, a été obtenu au cours d'une séance ternie, à l'issue des autres journées de cette dernière semaine du terme boursier de septembre.

Les séances furent pour le moins moroses (+0,11 % lundi, +0,01 % mardi, -0,48 % mercredi, +0,59 % jeudi et +0,27 % vendredi). Le mois boursier de septembre, achevé, vendredi affiche un bilan positif (+3,65 %), ce qui porte depuis le début de l'année à six le nombre de liquidations gagnantes (février +11,21 %, mars +3,49 %, avril +0,85 %, mai +2,63 %, août +2,84 %), contre trois perdantes (janvier -4,35 %, juin -1,11 %, juillet -1,38 %). Ainsi, depuis le début l'année, les valeurs françaises se sont ainsi appréciées de 24,2 %.

L'enthousiasme n'est toujours pas de mise, et ce n'est ni le projet de budget 1992, jugé «peu ambitieux», ni les mesures

destinées aux PME présentées par le premier ministre, M. Edith Cresson, qui stimulent les intervenants. Les nouvelles venues d'outre-Atlantique sont toujours contradictoires. La publication d'une enquête de la Réserve fédérale montrant le caractère négatif de la remontée de l'activité américaine a conforté les gestionnaires sur la mollesse de la reprise dans ce pays. Au même moment, l'annonce d'une amplification du déficit commercial américain en juillet semble montrer au contraire un nouvel appétit des consommateurs. Et ce d'autant plus que ce déficit - le plus élevé depuis janvier - est largement constitué par des importations d'automobiles, de vêtements et d'autres produits de consommation courante.

Dans ces conditions, les analystes restent prudents dans leurs prévisions. Si, d'un point de vue technique, l'indice CAC 40 avoisine la barre des 1 900 points, selon M. Bruno Le Chevalier, de chez DLP James Capel, le marché devrait tester ce cap, «mais un franchissement significatif et durable de ce niveau nous paraît prématuré, voire dangereux». Sentiment voisin chez Indosuez. Dans leur revue *Perspectives* de septembre, les analystes jugent la valorisation du marché, «correcte tant en termes historiques que par rapport aux obligations», et «la remontée attendue des bénéfices en 1992», ce qui «rapporte des soutiens fondamentaux au marché. Son potentiel de hausse est cependant limité par la fragilité des marchés américains et

allemands, et par la faible marge de baisse des taux longs».

Le cabinet d'études Associés en finances, qui fait la synthèse des analyses de dix-sept bureaux d'études de la place, relève parmi les faits marquants l'arrêt des révisions à la baisse des bénéfices par action 1991, «mais il faut souligner le fait que l'activité de révision est encore restée faible ce mois-ci. Les résultats du mois prochain seront donc plus révélateurs». Sur un échantillon de cent trente-cinq valeurs, le taux de croissance à court terme des bénéfices (1990-1991) s'établit à 2,3 %, et le PER (prix action/ratio), c'est-à-dire le rapport entre le cours d'une action et son bénéfice s'établit à 12,2.

## Toujours la CSEE et Le Printemps

Le feuilleton de la CSEE aura une fois encore dominé l'actualité avec non seulement une hausse appréciable des cours, qui ont culminé à 210 francs alors que le prix proposé pour l'OPA est de 150 francs, mais aussi une saisie de la cour d'appel de Paris contre une décision du Conseil des Bourses de valeurs (CBV). La société Quadral, initiatrice de l'OPA, avait demandé au CBV d'obliger l'italien Finmeccanica, autre actionnaire important de la CSEE, de lancer une offre d'achat ou de retrait. L'organisme chargé du règlement de la Bourse refusait cette proposition, arguant du fait que Finmeccanica n'avait pas 33 % du capital de cette entreprise. Aussi Quadral a-t-il décidé d'interjeter appel. En attendant,

sur le marché, la société Quadral est bloquée, puisqu'elle ne peut ramasser les titres qu'au cours proposé pour son OPA, c'est-à-dire 150 francs. Si elle en achète un filon, elle est obligée d'aligner son offre sur le prix du titre acquis.

Le marché est actuellement dominé par Finmeccanica, qui a été autorisée par les pouvoirs publics français à franchir la barre des 20 % pour aller à 33 %. D'ores et déjà, la firme italienne a affirmé qu'elle n'irait pas au-delà.

L'autre feuilleton de l'été, la cession éventuelle de la participation détenue par la famille Maus dans Le Printemps, a connu un nouveau rebondissement. Le groupe Pinaut aurait déposé une offre de reprise globale de la chaîne de magasins. Rien de tel pour faire grimper, vendredi, les cours du Printemps et baisser le titre Pinaut. A l'inverse, la veille, le groupe suisse Maus, en annonçant avoir trouvé le concours nécessaire pour renforcer la filiale américaine du groupe, provoquait une vive baisse des cours du Printemps. Pour les opérateurs, cette solution écartait toute éventualité de vente de la chaîne de grands magasins. Ces nouvelles rumeurs de cession en fin de semaine sont-elles destinées à forcer la main des Maus et à diviser cette famille qui, officiellement, jusqu'à ce jour, n'a jamais dit vouloir se désengager? A l'inverse, c'est aussi un excellent moyen pour l'éventuel vendeur d'ouvrir les enchères.

DOMINIQUE GALLOIS

## NEW-YORK

## Reprise technique

INDICE DOW JONES  
+1,1%

Préoccupée par la faiblesse persistante de la reprise économique, Wall Street a toutefois été soutenue cette semaine par des facteurs d'ordre technique. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé, vendredi 20 septembre, à 3 019,23, en hausse de 33,54 points par rapport à la clôture du vendredi précédent, soit un gain de 1,12 %.

L'atmosphère du marché a été très nerveuse à l'approche de la date d'expiration simultanée d'une série d'options liées aux indices boursiers à terme, surnommée à Wall Street «la journée des trois sorcières» en raison des fluctuations aussi erratiques qu'imprévisibles qu'elle entraîne à chaque fin de trimestre. Une réaction d'ordre technique aux pertes des deux semaines précédentes a permis au Dow Jones de franchir la barre des 3 000 points dès lundi.

La reprise des cours a été encouragée par le fait que la majorité des conjoncturistes prévoient un assouplissement supplémentaire de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) pour redonner un coup de fouet à une reprise pousive et éviter à l'économie une rechute dans la récession. En effet, le dernier bilan de santé de l'économie, dressé par la Fed dans son Livre beige, indi-

que que la croissance économique reste fragile. De plus, la Fed est inquiète de la faible croissance de la masse monétaire (+2,6 milliards de dollars sur la semaine achevée le 9 septembre), après une réduction de près de 10 milliards la semaine précédente. Ces éléments ont ravivé l'espoir d'un nouvel assouplissement de la politique du crédit aux Etats-Unis.

Indice Dow Jones du 20 septembre : 3 019,23 (c. 2 985,69).

	Cours 19 sept.	Cours 20 sept.
Alcoa	66 1/8	66
AT&T	57 7/8	57 3/4
Boeing	48 5/8	49 3/4
Chase Man. Bank	19 1/4	18 5/8
De Post de New York	45 3/8	45 1/4
Eastman Kodak	43 3/8	42 3/4
Exxon	38 3/8	39
Ford	30 1/8	29 1/2
General Electric	67 7/8	69 1/2
General Motors	36 3/8	36 5/8
Goodyear	41 5/8	42 1/2
IBM	107 7/8	104 1/4
ITT	56 3/4	56 7/8
Mobil Oil	66 7/8	67 3/4
Pfizer	63 3/4	65
Schmucker	70 3/8	64 5/8
Tesoro	62	62 1/2
UAI Corp. (ex-Valeo)	130 1/4	130
Union Carbide	21 3/4	22 1/4
United Tech.	46 1/4	45 5/8
Westinghouse	22 3/8	22 5/8
Xerox Corp.	57 3/4	58

## TOKYO

## Quatrième semaine de hausse

INDICE NIKKEI  
-0,25%

La Bourse de Tokyo a terminé cette semaine de quatre jours - le lundi 16 septembre était férié dans l'archipel - en hausse. L'indice Nikkei a terminé sur un gain de 58,31 points (+0,25 %) à 23 192,74, après une progression de 441,83 points la semaine précédente. Cette hausse timide permet toutefois au Kabuto-cho d'inscrire ainsi une quatrième semaine gagnante consécutive. Le marché a été actif avec un volume moyen quotidien de transactions de 573,4 millions de titres, contre 523,7 millions de titres la semaine précédente.

Après la fermeture de lundi, le marché a démarré mardi sur une note soutenue (+1,34 %), dans l'attente d'une baisse du taux d'escompte de la Banque du Japon après celle de 0,5 point à 5 % décidée le vendredi précédent par la Réserve fédérale américaine. Toutefois, cette nouvelle détente n'étant pas intervenue, le marché

a été dominé par des prises de bénéfices les jours suivants. Le Nikkei a perdu 0,54 % mardi et 0,60 % vendredi, avec un timide gain de 0,06 % mercredi.

Selon les observateurs du marché, les cours des valeurs devraient varier dans une fourchette étroite au cours de la semaine à venir, à moins d'une indication plus nette sur une future baisse des taux.

La Bourse sera de nouveau fermée le lundi 23 septembre, jour férié au Japon.

Indices du 20 septembre : Nikkei, 23 192,74 (c. 23 134,43) ; Topix, 1 788,02 (c. 1 786,84).

	Cours 19 sept.	Cours 20 sept.
Alcatel	1 170	1 110
Bridgestone	1 120	1 140
Cumax	1 520	1 530
Fuji Bank	2 400	2 400
Honda Motors	1 500	1 510
Mitsubishi Electric	1 550	1 570
Mitsubishi Heavy	740	743
Sony Corp.	5 570	5 720
Toyota Motors	1 350	1 360

## LONDRES

Déception  
-1%

Pour la deuxième semaine consécutive, les valeurs ont reculé au Stock Exchange. L'indice Footsie a perdu 25,5 points à 2 600,3 points d'un vendredi sur l'autre. La tendance a été affaiblie par l'incertitude du climat politique britannique. Elle l'a été également par une série de résultats de sociétés et de statistiques décevantes, qui ont complètement annihilé les effets de trois offres d'achat lancées sur le marché pour un total de 2,6 milliards de livres, soit environ 25 milliards de francs (BTR sur Hawker Siddeley : 1,5 milliard de livres ; William Holdings sur Rascal Electronics pour 753 millions de livres ; Hanson sur Beazer pour 351 millions de livres). Le marché a aussi ignoré les propos optimistes du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Sir Robin Leigh-Pemberton indiquant que la Grande-Bretagne sortait de la récession.

Indices «FT» du 20 septembre : 100 valeurs 2 600,3 (c. 2 625,28) ; 30 valeurs 2 038,8 (c. 2 067,8) ; mines d'or 159,2 (c. 154,4) ; fonds d'Etat 87,72 (c. 87,48).

	Cours 19 sept.	Cours 20 sept.
Bovater	6,87	6,75
BP	3,36	3,32
Charter	5,15	5,06
Courmids	5,03	4,78
De Beers	26,87	26,80
Glass	13,64	13,63
GUS	18	18
ICI	13	12,80
Rentech	9,08	9,05
Shell	6,30	6,29
Unilever	7,65	7,58
Vickers	2,06	1,99

## FRANCFORT

Déprimée  
-1,3%

Avec cinq séances consécutives de baisse, la place francfortoise a vu sa cote s'effriter jusqu'à son plus bas niveau depuis la violente réaction au putsch avorté en URSS lorsque l'indice de référence, le DAX, est tombé en dessous de la barre des 1 500 points. Vendredi 20 septembre, à l'issue d'une semaine caractérisée par une ambiance morose, le DAX a clôturé à 1 616,07 points contre 1 637,62 points le vendredi précédent, soit un recul de 1,3 %. Les échanges ont été peu étoffés dans un marché sans relief, la plupart des valeurs vedettes ayant enregistré des décalages peu importants.

Les valeurs de l'automobile ont été particulièrement délaissées. Les titres de la chimie se sont montrés plus résistants. La construction mécanique et les biens d'équipement ont fait l'objet de prises de bénéfices après les gains de la semaine dernière.

Indices du 20 septembre : DAX, 1 616,07 (c. 1 637,62) ; Commerzbank, 1 878,60 (c. 1 909,30).

	Cours 19 sept.	Cours 20 sept.
ASG	187,40	184
BASF	280,00	280
Bayer	288	288,50
Commerzbank	248,00	239,10
Deutschebank	649,50	639,50
Hochtief	244,70	245,50
Karstadt	627	618
Mannesmann	277,00	262
Siemens	651	648
Volkswagen	300	300,50

## Banques, assurances, sociétés d'investissement

	20-9-91	Diff.
AGF (ex-Coe Midl)	503	-19
Rel. Lippmann	119,20	-1,80
Banque (C-)	530	-8
Cetelem	818	-7
CCF	175,90	-4,40
CFI	318	-6
Changours	891	-24
CPR	283,10	-11,90
Eurafrance	1 575	-5
GAN	1 970	-124
Laonidus	752	-18
Madison Bank	73	-0,90
Paribas	447,10	-0,90
Schneider	750	-2
Société générale	488	-3,60
Sovac	764	-7
Suez (C- Fin.)	540	-9,10
UAP	521	-16

## Alimentation

	20-9-91	Diff.
Bégim-Say	619	-8
Bouygues	2 325	-85
BSN	950	-2
Carrefour	2 039	+3
Casino G. Per.	154,30	+8,30
Euronor	420	-10
Guyenne-Cas	1 232	-18
LYM	4 115	+17
Orpaj	210	-2,50
Pernod-Ricard	1 250	+13
Proximité	2 469	+19
Saint-Louis	1 443	-21
Souise Pernier	1 366	+13
Nosile	32 140	-540

## Bâtiment, travaux publics

	20-9-91	Diff.
Anvil d'entr.	1 001	-14
Bouygues	610	+6
Ciments français	331	+18
UTM	423	+130
Immo. Phos.	130,10	+1,30
J. Leclerc	835	+20
Lafarge-Coppé	383,50	+13,40
Pulst	457,10	+2,90
SCIE-SB	258,10	+4,60

## Filatures, textiles, magasins

	20-9-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 140	+10
BHV	760	+20
Danart	2 156	-44
DMC	330	-1
Gal. Lafayette	1 553	-69
Nouvelle Galerie	540	-14
Printemps	984	-1
La Redoute	4 560	-1
SCA	28,70	-30

## Mines, caoutchouc

	20-9-91	Diff.
Geophysique	802	-37
Imetal	273,10	-5,90
Métallurgie	96,70	-1,30
Michelin	126,50	+3,30
R.L.	54,50	-1,30
ZCT	1,66	+0,02

## Pétroles

	20-9-91	Diff.
BP-France	131	-3
ELF-Aquitaine	402	+6,90
Esso	660	-10
Imagin	515	-7
Sagep	360	-15
Total	878	-21
Exxon	341,20	+2,70
Petrolina	1 810	-31
Roy-Dutch	465,80	-5,60

## Valeurs diverses

	20-9-91	Diff.
Accor	832	+22
Air liquide	688	+13
Arjontan	2 320	-28
Bic	751	-10
Bis	360	-5
CGIF	1 070	-63
Club Med	452	-21,90
Esolier	337	-2
EuroDisney	1 350	-0,60
Europe 1	1 021	-74
Eurotunnel	51,05	+0,80
Groupe Cite	542	-31
Hachette	189,20	-3,70
Havas	505	-17
Marine World	310,10	-9,90
Navigation miste	1 275	+75
Nord-Est	110,10	-8,90
L'Oréal	651	+18
Saint-Gobain	492	+12,90
Sanofi	977	-11
Sandnes Châillon	240	-4,90
Sis Roussignol	769	+29

## Métallurgie, construction mécanique

	20-9-91	Diff.
ASPR	376,10	-9
Diesels Aviation	397	-9
De Dietrich	1 380	-32
Fives-Lille	311	-11
Penhoit	444	-10
Peugeot	631	-11
SAFIM	1 570	+88
Stratfor, Facon	874	-21
Valco (I)	565	-10
Villourde	327	-4,80

## Matériel électrique

	20-9-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	610	+7
CSEE	198	-
Générale des aux.	2 471	-57
Intertechnique	965	-20
Labinal	720	-10
Logrand	3 880	+113
Lyon. des aux.	557	-6
Matra	179	-7,50
Morin-Jerin	539	-25
Motoline	157,60	-7,30
Radia-technique	512	+8
SEB	1 699	-46
SEI	414	+10,50
Thomson-CSF (I)	147,40	+2
IBM (I)	598	-
ITT	328,20	-3,50
Schlumberger	381,60	-36,58
Siemens	2 170	-50

(1) C'oupan de 6 %.

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 septembre 1991  
Nombre de contrats : 91 206

	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Premier	106,46	106,62	106,58	-
+ haut	106,74	106,88	106,74	-
+ bas	106,46	106,60	106,58	-
Dérivé	106,68	106,80	106,74	-
Compensation	106,68	106,80	106,78	106,98

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	13-9-91	16-9-91	17-9-91	18-9-91	19-9-91
RM	3 786 072	2 430 878	2 788 665	2 171 009	2 788 338
Comptant	8 448 967	8 727 378	6 733 952	5 378 865	6 038 069
R. et obl.	593 237	102 736	154 131	80 929	162 551
ACTIONS	12 828 276	11 260 992	9 676 748	7 630 803	8 988 958
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)					
Françaises	122,4	122,3	122,5	121,9	122,2
Etrangères	115,1	114,5	114	115,2	115,2
INDICES CAC (du lundi au vendredi)					
(base 100, 28 décembre 1990)					
Général	493,3	496,6	495,3	493,1	495,2
(base 1 000, 31 décembre 1987)					



حکومتی اہل

# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Les suites des scandales boursiers

Très animé, le compartiment des emprunts internationaux libellés en francs est actuellement sollicité par deux catégories d'emprunteurs. La plus nombreuse est constituée d'entreprises japonaises. Celles-ci, à la suite des scandales boursiers qui ont éclaté cet été dans leur pays, ont vu diminuer leurs chances de placer à l'étranger des obligations munies de bons permettant d'acquiescer des actions. C'est une solution très peu coûteuse à laquelle elles pouvaient auparavant recourir facilement et pour des montants très importants, surtout sur le marché de l'euro-dollar. La source n'est certes pas tarie, mais elle s'est considérablement amoindrie. Aussi, pour se procurer les fonds qui leur sont nécessaires, les firmes nippones émettent de plus en plus d'emprunts de type classique, qui ne débouchent pas sur des actions. Elles se retrouvent en masse sur le marché de l'euro-dollar, qui bénéficie d'une conjoncture favorable, car les taux d'intérêt japonais sont pour l'instant orientés à la baisse. Pour des raisons d'assez long cours, les investisseurs proposent des rémunérations nominales de l'ordre de 4,5 % à 7 %.

L'autre catégorie est celle des émetteurs étrangers de premier plan, qui n'ont pas à offrir des rendements aussi élevés pour attirer les investisseurs. La qualité de leurs dettes et la rareté de leur apparition leur permettent de ne servir qu'un intérêt nominal de l'ordre de 6,25 % l'an. C'est ce que font la province canadienne d'Ontario et la République d'Autriche, qui viennent de lancer des emprunts de 50 milliards de francs, respectivement pour des durées de cinq et dix ans. Les deux affaires reviennent très peu cher à leurs bénéficiaires. Mais elles retiennent aussi l'attention pour d'autres raisons, dont la nature est plus politique que financière.

L'opération d'Ontario - que dirige une des grandes entreprises japonaises, l'IMI International - a été lancée vendredi 20 septembre, un jour après que l'Afrique du Sud ait effectué son grand retour sur l'euro-marché. L'opération avait plus offert de titres internationaux en souscription publique depuis plus de cinq ans. Sa réapparition a été très réussie. Elle

s'est faite sur le marché allemand des capitaux sous la conduite de la plus grande banque d'outre-Rhin, la Deutsche Bank. Cet emprunt sud-africain n'a pourtant pas été au goût de tous. Certains estiment qu'il est encore trop tôt pour réhabiliter pleinement un pays qui avait été si longtemps mis au ban des nations. Les autorités de la province d'Ontario se sont, ces dernières années, montrées plus fermes que d'autres à cet égard, refusant de traiter avec des banques qui auraient participé à des transactions financières sud-africaines. Or, le groupe de direction de son émission de transactions en francs de vendredi ne renferme aucun établissement qui participe directement au nouvel euro-emprunt en francs de l'Afrique du Sud.

**Réussite de l'emprunt de la Banque mondiale**

Quant à la transaction de l'Autriche, plusieurs spécialistes n'hésitent pas à la mettre en relation avec un très grand emprunt de 1,5 milliard de dollars qui vient de voir le jour pour le compte de la Banque mondiale. Cette organisation avait indiqué, voici plusieurs semaines, à quelques mois de titres impliqués dans de récents scandales financiers qu'elle ne figurerait pas dans le groupe de direction de sa prochaine émission. Parmi les exclus, il y a deux des plus importants établissements japonais, Nomura et Nikko. Or, c'est précisément à Nikko qu'est revenu le soin de diriger l'emprunt autrichien. L'Autriche est un débiteur dont la signature est extrêmement appréciée, et son prestige réajillera par la force des choses sur la banque à qui elle confie un mandat. Cela permet de corriger l'impression pénible de réprimande laissée par la décision de la Banque mondiale.

Cet emprunt en dollars de la Banque mondiale, à son tour, a été un des grands succès de la semaine. Il est d'un type planétaire, les obligations étant distribuées à la fois en Amérique, en Europe et en Extrême-Orient. Dans tous les continents, l'appétit des prêteurs a été très vif. Les investisseurs institutionnels les plus grands, comme les banques

centrales sont avides de titres de qualité libellés dans la devise américaine. Cette situation tient notamment à la place croissante prise cette année sur le marché international des capitaux par les emprunts du dollar canadien et de l'euro. Leur évolution a été spectaculaire et elle s'est certainement produite au détriment de l'euro-dollar. Les grands emprunts pour le compte des meilleurs débiteurs y sont devenus relativement rares. Lorsque l'un d'eux en est présent, il a de fortes chances d'être bien accueilli.

Sur le marché de l'euro, le Crédit local de France s'est distingué. Il s'est procuré quelque 428 millions d'euros grâce à un très bel emprunt de dix ans de durée dont les intérêts seront versés à l'échéance, en même temps que le remboursement du capital, ce qui correspond alors à un montant d'un milliard. Les titres étaient offerts aux investisseurs de façon à leur rapporter l'équivalent de 8,78 %. Paribas, qui a organisé cette opération, a aussi permis au Crédit local de conclure un contrat d'échange aux termes duquel celui-ci dispose non plus d'euros mais de francs français. Le tout lui revient nettement moins cher que s'il s'était directement adressé au marché national des emprunts en francs, l'économie étant estimée à une quinzaine de points de base (ou centième de points de pourcentage).

Dans le compartiment de l'euro-franc, les débiteurs français se suivent à une cadence soutenue, car ils peuvent épuiser des fonds de façon bien plus avantageuse que sur le marché national, où les frais liés à une opération nouvelle sont sensiblement plus élevés. La Caisse centrale de coopération économique l'a bien montré. Sa dernière eurotransaction d'un milliard de francs que dirigeait le Crédit commercial de France a été émise lundi sans la garantie de l'Etat. Elle ne lui est pas revenue, plus cher que si elle s'était présentée sur le marché national, où, pourtant, tous ces emprunts sont garantis. Le Crédit foncier et la Caisse nationale des autoroutes s'apprêtent également à profiter de cette situation.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Pause sur le dollar

Après le vif repli de la semaine précédente, qui l'avait ramené à 1,74 deuschemark à 1,6875 DM et de 5,91 à 5,74 francs, le dollar s'est stabilisé cette semaine, avec des cours inchangés à la veille du week-end, à part une petite averse provoquée par des rumeurs sur l'état de santé de M. Boris Eltsine.

Le repli en question avait été provoqué par le nouvel abaissement du taux d'escompte de la Réserve fédérale des Etats-Unis, ramené de 5,50 % à 5 %, qui accentuait l'écart de taux avec l'Allemagne, où la Banque fédérale maintient le taux de l'argent à court terme aux environs de 9,9-9,25 % depuis le 15 août dernier.

Comme, à l'heure actuelle, les capitaux internationaux sont attirés par les monnaies et les places offrant les meilleures rémunérations, il était logique que le dollar fût déprimé par l'accentuation de cet écart.

Comme la reprise de l'économie américaine tarde à se manifester vraiment, les cours du billet vert ont baissé et, selon les opérations, pourraient revenir aux alentours de 1,65 DM, avant de se raffermir ultérieurement.

Selon M. Christopher Kwiecinski, spécialiste des Etats-Unis au service d'études de la Banque Indosuez, le dollar devrait remonter en 1992, après une correction de courte durée et la disparition des anticipations d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale, celle qui vient d'intervenir devant, très probablement, être la dernière.

Relevons que l'annonce d'un déficit commercial américain de 6,9 milliards de dollars en juillet contre 3,79 milliards en juin n'a

aucunement influencé le marché. En revanche, la santé de M. Boris Eltsine préoccupe les opérateurs.

Mercredi, la rumeur d'un nouvel accident cardiaque qu'aurait subi le président de la République de Russie a fait, temporairement, bondir le dollar à 1,6940 DM et 5,77 francs avant un retour au calme.

Mais, jeudi, il a fallu qu'un port-parole de M. Eltsine démentât la rumeur circulant sur le marché de New-York suivant laquelle l'homme politique était décédé... Pour nombre d'opérateurs, les événements d'URSS vont, malgré tout, conférer une prime au dollar dans les mois qui viennent.

**Reconstitution des avoirs de change nets à la Banque de France**

En attendant, le deuschemark reste très ferme, grâce aux taux élevés pratiqués à Francfort, ce qui réjouit fort le président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger. Ce dernier estime que l'inflation en Allemagne pourrait atteindre son maximum cette année, puis se contracter grâce à la fermeté du mark.

De toute façon, le taux de 4 % pour la hausse des prix reste trop élevé, mais une baisse n'est pas à exclure en 1992, selon lui : « Je ne suis pas d'accord avec ceux qui envisagent un taux de 5 % ».

Un mark fort, oui, mais aux dépens des autres monnaies du Système monétaire européen, notamment le franc : à Paris, la devise allemande s'est encore renforcée à 3,4080 francs.

Les avoirs de change nets de la Banque de France, qui étaient retombés de 162 milliards de francs en décembre 1990 à environ 110 milliards de francs en juin 1991, ont amorcé une nette remontée à 147 milliards de francs au 5 septembre 1991.

La chute du premier semestre de cette année était due au véritable « drainage » des avoirs français au profit de l'Espagne, dont les réserves de change augmentaient à due concurrence. La Banque de France devait empêcher le franc de crever son cours plafond vis-à-vis d'une peseta excessivement surévaluée, en raison des taux d'intérêt élevés pratiqués par la Banque d'Espagne.

Depuis juin, la peseta a décollé de son plafond, ce qui a permis aux avoirs français de se regonfler. Comme nous l'avons expliqué dans nos colonnes (*Le Monde* du 30 juin-1<sup>er</sup> juillet 1991), les avoirs de change nets de la Banque de France sont reconstitués en prenant les disponibilités à vue de l'étranger au compte 2 du bilan de la Banque, plus les avances au Fonds de stabilisation des changes (compte 4 de l'actif) qui comprennent les avances au FECOM et au FMI, et en déduisant d'abord les créances des banques et des institutions étrangères (compte 25 du passif - 21 milliards de francs au 5 septembre 1991), puis une partie du compte 25 (dispositions et engagements à vue).

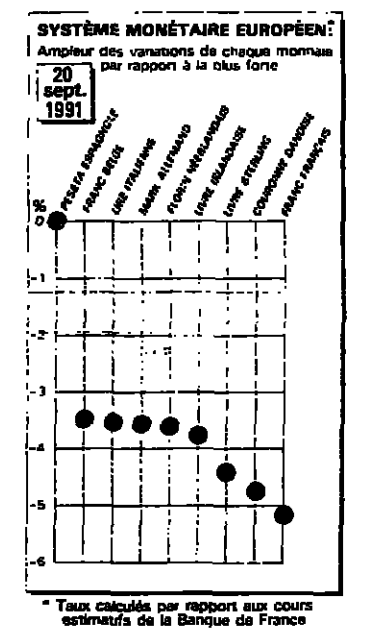
F. R.

## COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 16 SEPTEMBRE AU 20 SEPTEMBRE 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ EU.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7390	-	17,3310	67,6132	59,2018	2,8636	52,3834	0,07893
Paris	1,7325	-	17,2895	67,6590	59,2768	2,8769	52,3316	0,07971
Berlin	4,9532	5,7700	-	390,11	340,61	16,5234	302,25	4,5640
Bruxelles	4,9515	5,7440	-	388,63	340,49	16,5247	302,32	4,5479
Zurich	2,8812	1,4780	25,6325	-	87,3081	2,2353	77,4751	1,1673
Amsterdam	2,8666	1,4780	25,7312	-	87,6111	2,2326	77,5995	1,1702
Frankfurt	1,7373	1,6940	79,3587	114,53	-	4,8516	88,3755	1,3357
Bruxelles	2,8727	1,4870	25,5680	114,14	-	4,8533	88,3985	1,3378
Bruxelles	60,237	34,92	6,8519	23,6105	20,6139	-	18,5932	2,7861
Bruxelles	60,237	34,92	6,8519	23,6105	20,6139	-	18,5932	2,7861
Anvers	3,2930	1,9090	33,0849	1,2907	112,691	5,4667	-	1,5067
Anvers	3,2918	1,9080	33,0780	1,2855	112,62	5,4660	-	1,5044
Milan	218,57	1587	218,54	856,659	247,933	36,2829	66,1498	-
Milan	218,15	1583	218,08	854,53	248,67	36,3349	66,474	-
Tokyo	232,012	134,50	22,3102	90,9398	78,3978	3,8516	70,4857	0,1061
Tokyo	231,98	133,90	22,3113	90,9553	79,3717	3,8521	70,4757	0,1060

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 septembre, 4,2899 F contre 4,2897 F le vendredi 13 septembre 1991.



## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le coton rentre dans le rang

Dernier de tous les marchés des matières premières à s'être maintenu à la hausse ces dernières années, le coton a connu cet été un retournement de tendance qui lui a fait perdre en quatre mois l'essentiel du terrain gagné pied à pied depuis l'automne 1988. Les cours, qui avaient plafonné à New-York à 92,22 cents par livre (454,5 grammes), entreprenaient ensuite une lente dégringolade, tombant à 75 cents le 28 juin, à 68,73 cents le 29 juillet. Une très légère reprise le 2 août, à 70,14 cents, précède la chute, jusqu'à 63,55 cents le 13 septembre, point le plus bas atteint jusqu'ici.

Avec une baisse de plus de 30 %, le coton n'a pas touché le bas niveau de septembre 1988, où le cours mondial (noté de Liverpool) était inférieur à 60 cents, ni les abîmes de l'été 1986, où il était tombé au-dessous de 40 cents.

Pourtant, au printemps, la spéculation avait fait flamber les cours sur le marché à terme de New-York. Des pluies très importantes dans le sud des Etats-Unis

avaient fait craindre un effondrement de la production du premier exportateur mondial (les Etats-Unis ont, en 1990-1991, produit 15,5 millions de balles de 480 livres, et en ont exporté 7 millions). « Les Etats-Unis vont importer du coton », murmuraient certains, faussement apitoyés. En fait, l'actuelle récolte de coton comptera parmi les meilleures qu'aient engrangées les Etats-Unis : on s'attend, pour 1991-1992, à une production de 17,8 millions de balles, la plus forte depuis... la campagne 1937-1938, où elle avait dépassé 19 millions. De quoi justifier un retournement de cours.

**Les inconnues soviétiques**

Pourtant des inconnues subsistent. Pas vraiment chez le premier producteur mondial, la Chine, qui produit plus de 20 millions de balles, mais qui est aussi le premier consommateur de la planète, et importe ce qui lui manque, si nécessaire. Mais plutôt en URSS, et là, les inconnues sont à la fois climatiques et politiques.

Climatiques d'abord. En Ouzbékistan, qui fournit 60 % environ de la production soviétique, évaluée en 1990-1991 à 12 millions de balles, le printemps a été plus que mauvais et les semailles qu'il a fallu recommencer ont pris un retard inacceptable. La récolte ne pourra pas avoir lieu avant le début d'octobre, et le mauvais temps arrive habituellement à la fin d'octobre. Un délai fort court pour ramasser et mettre à l'abri les flocons blancs si sensibles à l'humidité. Pourtant, ce risque n'est pas aussi inquiétant qu'on peut le penser, en raison de stocks de report considérables, susceptibles de pallier un éventuel accident de production.

Mais les inconnues sont aussi politiques. L'URSS exporte environ le quart de sa production, mais jusqu'ici essentiellement vers les pays qui étaient naguère ses satellites. Nul ne sait comment se

passeront les négociations pour des échanges autrefois régis par le droit régalien du plus fort, mais il y a gros à parier qu'elles seront plus serrées qu'autrefois et que les besoins en devises, de part et d'autre, y joueront un rôle certain. Il faut compter aussi avec la volonté d'indépendance affirmée de chacune des Républiques productrices, soucieuses de maîtriser leurs ressources et peu prêtes à innover leur intérêt national sur l'autel fédéral de la nouvelle Union.

Enfin, les échanges extérieurs étaient naguère assurés par des centrales puissantes et incontestées, dont le rôle est aujourd'hui indubitablement minoré. Le problème des candidats à l'importation de coton d'Union soviétique, classique aujourd'hui, sera de trouver les interlocuteurs idoines pour mener à bien les négociations, sans que de nouvelles règles du jeu aient été mises en place sur ce qui reste de l'ancien système. Et chacun sait que la commercialisation des produits n'a jamais été le point fort en Union soviétique.

Depuis deux ans, la consommation de coton était supérieure à la production, et cela suffit à expliquer la bonne tenue des cours. Aujourd'hui, les opérateurs ont le sentiment qu'on va vers une situation où la production va être supérieure à la consommation, et en bonne logique, l'ambiance est à la baisse. Pour que le processus s'inverse, il faudrait que la reprise économique mondiale se dessine, mais annoncée de semestre en semestre, et toujours reculée, elle tarde à se manifester. Elle seule pourrait redonner un nouvel élan à la consommation, assurer le soutien des cours et insuffler un espoir raisonnable aux producteurs.

Pour l'heure, à 64,38 cents la livre, le 19 septembre à New-York, le coton rentre dans le rang.

JOSÉE DOYÈRE

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### L'écart germano-américain se creuse

Après la nouvelle diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale des Etats-Unis, l'écart entre les taux américains et allemands devient considérable environ quatre points ce qui favorise le dollar et déprime le deuschemark. Certes, l'initiative de la Fed ramène les espoirs de détente du loyer de l'argent en Europe, notamment à Paris, mais, dans l'immédiat, la fermeté de la devise allemande (près de 3,41 francs) incite guère la Banque de France à baisser ses taux directeurs, bien que les entreprises, notamment les PME chères à MM. Bérégovoy et Charasse, aient besoin d'une diminution de leurs frais financiers. Cela explique que les cours du MATIF soient revenus de 106,80 à 106,60, ce qui correspond à un rendement de 8,85 % pour l'OAT à dix ans. Lors de la présentation du projet de budget pour 1992, M. Pierre Bérégovoy a indiqué que ce projet se fondait sur des taux de 8,60 % pour le long terme et de 8,60 % pour le court terme, ce qui implique une diminution d'un demi-point pour ledit court terme (9 1/4 % actuellement).

**Un marché un peu saturé**

Sur un marché obligataire parisien qui se tient assez bien, en raison des espérances qu'il nourrit, des indices de saturation commencent tout de même à apparaître, en raison de l'avalanche d'émissions qui s'y abât. Des traces de « colle » apparaissent même çà et là, certains syndicats de placement se voyant contraints de porter eux-mêmes une partie des titres émis, ou même d'en racheter un peu en Bourse pour en soutenir les cours sur le marché gris.

Ainsi, l'emprunt du Crédit foncier de la semaine dernière (2,2 milliards de francs) a pu être qualifié de véritable « glu », le syndicat d'émission, mené par la

Société générale, ayant dû ravalier pas mal de papier. Certes, la signature du Crédit foncier de France, très bien noté par les agences de Moody's et SP-ADEF, est excellente et le papier en question se cassera aisément ; mais il faudra un peu plus de temps. Le scénario a été le même, toujours la semaine dernière, pour l'emprunt de 1,1 milliard de francs de la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH), autre « colle », le chef de file. Parus, ayant dû en définitive lui aussi soutenir un peu les cours.

L'emprunt de 1 milliard de francs de l'Aérospatiale s'est, finalement, assez bien placé, grâce à son coupon de 9,40 % de taux nominal. Il était pourtant assez vivement controversé : certains investisseurs, jugeant l'émetteur en faillite virtuelle, sans véritable garantie de l'Etat, ce qui paraît tout à fait excessif, ne voulaient à aucun prix de ce papier. D'autres, en revanche, estiment que les émissions de l'Aérospatiale, établies adossées à l'Etat, ne font courir aucun risque, opinion qui a largement prévalu.

La petite émission du Crédit foncier de France (500 millions de francs) à versements trimestriels progressifs, comprenant une part croissante du capital, jusqu'au remboursement complet de ce

capital à la dernière échéance, a été tout aussi controversée. Qualifiée de « fondant » par ses détracteurs, parce qu'il organise une « fonte » progressive de l'épargne du souscripteur s'il n'y prend garde, ce genre d'emprunt (la seconde édition par le Crédit foncier après celle de mars) a un avantage : le souscripteur reçoit une rente appréciable, complètement éventuelle de sa retraite, à condition de ne pas vivre trop longtemps. C'est, en quelque sorte, un viager, au détriment des héritiers, s'il y en a !

Cette semaine, donc, une volée d'émissions est venue solliciter les prêteurs, avec un accueil inégal. France Télécom, qui a pris, en juin dernier, la place de la Caisse nationale de télécommunications (CNT), créée en 1967, a levé 2,5 milliards de francs, avec un petit peu de mal, le coupon de 9 % nominal étant jugé insuffisant pour la tranche de 2 milliards de francs à onze ans. Les quinze ans de l'emprunt de 1,3 milliard de francs à 9,20 % de la Caisse nationale des autoroutes (CNA) ont été jugés un peu longs, tandis que le milliard de francs des Charbonnages de France se plaçait sans trop de difficultés, sous la houlette d'Indosuez et du CCF.

FRANÇOIS RENARD

PRODUITS	COURS DU 20-9
Coton (livres) Tri-mois	1349 (+ 7) Livres/livre
Aluminium (livres) Tri-mois	1218 (- 35) Dollars/livre
Nickel (livres) Tri-mois	7650 (- 215) Dollars/livre
Silver (livres) Décembre	282 (- 15) Dollars/livre
Café (livres) Novembre	538 (- 24) Livres/livre
Cacao (livres) Décembre	1233 (+ 80) Dollars/livre
Riz (livres) Décembre	338,50 (+ 6,50) Cents/livre
Mais (livres) Décembre	250 (- 4) Cents/livre
Soleil (livres) Octobre	193,60 (- 0,5) Dollars/livre

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Selon la conviction du juge d'instruction rapportée par les familles des victimes

## L'attentat contre le DC-10 d'UTA aurait été commandité par la Libye

Le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière a présenté à huis clos aux familles des victimes, vendredi 20 septembre, le film reconstituant l'attentat du DC-10 d'UTA, le 19 septembre 1989, au cours duquel cent soixante-dix personnes étaient mortes. Selon les avocats de SOS-Attentats, le magistrat aurait indiqué qu'il disposait d'un faisceau de preuves et de présomptions impliquant les services de renseignements libyens.

Pendant trois longues heures de huis clos, dans la chambre des crimes du palais de justice de Paris, le juge Jean-Louis Bruguière a fait œuvre de pédagogie et a démontré sa détermination à aller

jusqu'au bout d'une délicate enquête. Le magistrat avait convoqué les cent quarante parties civiles dans le dossier de l'attentat du DC-10 d'UTA, pulvérisé, voilà presque deux ans jour pour jour, au-dessus du désert du Ténéré. Un attentat qui avait coûté la vie aux cent soixante-dix passagers et membres d'équipage du vol Brazzaville-Paris.

L'initiative est peu courante dans le monde de la justice, mais, a expliqué M. Bruguière, « j'avais perçu depuis quelque temps à travers les contacts que j'ai pu avoir avec les avocats ou les parents des victimes, que les familles pensaient, à tort, qu'on leur cachait quelque chose et que le juge avait pu faire l'objet de pressions ». Grâce à un film de quarante minutes, diffusé sur trois moniteurs vidéo et réalisé par l'Ecole nationale de police (1), le magistrat instructeur a donc notifié aux familles les résultats des multiples expertises scientifiques, expliquées le déroulement de l'enquête policière et décliné ses conclusions, en l'état du dossier, sur les faits.

La séance fut éprouvante : « Un écrit, on va le lire et puis le laisser de côté. Là, on est devant un écran qui nous reflète exactement ce qui s'est produit », disait à la sortie la veuve d'un des membres de l'équipage. Les enquêteurs ont pu reconstituer en effet l'itinéraire tragique de l'appareil, des derniers messages du pilote à l'explosion de la bombe. On sait maintenant sans aucun doute possible que les explosifs (de la pentrite) étaient dans une valise, enfermée dans le conteneur cabotage à Brazzaville, au Congo. Il apparaît également que le « porteur de valise », le

Congolais Apollinaire Mantagany, est très probablement mort dans l'explosion de l'avion.

Mais surtout, la réunion a permis de confirmer la piste libyenne. Si l'hypothèse syrienne, un moment évoquée, est formellement écartée, il apparaît bien que les trois opposants au régime de Brazzaville - N'Gala, l'artificier du commando, en fuite au Zaïre, Bernard Yang, emprisonné au Congo, et Mantagany - n'étaient que les exécutants. Leur main était armée par la Libye. Abdallah Elazrag, « le premier conseiller de l'ambassade libyenne à Brazzaville, a supervisé l'attentat, et il est probable qu'il ne l'a pas fait de sa seule autorité. Il a reçu des ordres de sa hiérarchie », a annoncé à l'issue de la projection, M. Francis Sapien, l'un des deux avocats de l'association SOS-Attentats, qui regroupe cent vingt parties civiles et s'est elle-même constituée partie civile. « Le film, a précisé son confrère, M. Jean-Paul Lévy, met en cause profondément la Libye et ses services de renseignement ».

S'il s'est refusé à toute déclaration sur le fond de l'affaire - secret de l'instruction et sécurité de l'enquête obligent -, le juge Bruguière affichait sa satisfaction et se disait optimiste : « Je crois pouvoir dire que le travail en mesure, dans un bref délai, de conclure ». Pas d'état d'âme pour le magistrat : « L'affaire ira jusqu'à son terme ».

En clair, des mandats d'arrêt internationaux devraient être lancés dans les semaines à venir. Et les visés, outre Elazrag, le plus haut niveau de l'appareil libyen, les noms du vice-ministre des affaires étrangères, M. Moussa

Koussa, et du numéro deux des services de renseignement de Tripoli, M. Abdallah Senoussi, avaient été cités (2).

Ensuite ? Avocats, familles... et juge veulent voir désigner au grand jour et condamner les vrais responsables de l'attentat, quelles qu'en soient les implications diplomatiques. « On ne peut pas délibérément effacer cet attentat des mémoires, résumait le père de Laurent Buiset, mort à vingt ans au-dessus du Tchad. Nous voulons aller le plus loin possible, devant la Cour de justice de La Haye, ou devant l'ONU. Le pays commanditaire doit être mis à l'index des nations ».

M. Bruguière a su emporter la confiance d'une majorité de ses auditeurs, impressionnés par le travail de titan qu'ont fourni magistrat et enquêteurs. Il a pu convaincre une partie des familles de sa ténacité, de son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Pourtant, un point d'interrogation demeure ancré dans les esprits, jusqu'à l'aboutissement du dossier : serait-il possible que, pour une fois, les exécutants ne soient pas les seuls à payer le prix de leur crime ?

SYLVIE DERAIME

Douze ans après la mort de l'ancien ministre

## Le juge d'instruction a rendu un non-lieu dans l'affaire Robert Boulin

M<sup>me</sup> Laurence Vichnievsky, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, a rendu, vendredi 20 septembre, une ordonnance de « non-lieu » dans l'affaire Robert Boulin, qui conteste la thèse du suicide de l'ancien ministre dont le corps avait été découvert, le 30 octobre 1979, dans l'étang Rompu, en forêt de Rambouillet (Yvelines).

Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, a lui-même mis fin à ses jours. C'est, à tout le moins, une « vérité judiciaire » établie par une minutieuse instruction qui a duré huit ans. Trois juges se sont succédés et le dernier, M<sup>me</sup> Vichnievsky, a rendu une ordonnance conforme aux réquisitions du parquet transmises le 31 août (le Monde du 4 septem-

bre). La grande majorité des éléments du dossier militent en faveur de la thèse du suicide. Ainsi M. Boulin avait-il écrit à de nombreuses personnes pour expliquer son geste et il semble inconcevable qu'il ait lui-même tapé les lettres sur sa propre machine à écrire. Selon les experts, les mentions manuscrites ajoutées à l'intention de certains correspondants sont bien de sa main et le ministre a été vu à Montfort-l'Amaury alors qu'il postait ces lettres peu avant sa mort.

Dans ses écrits, Robert Boulin expliquait abondamment son désespoir provoqué par l'achat d'un terrain à Ramboillet, en 1974. Une opération financière complexe révélée par la presse et dont l'enchaînement pouvait faire penser que l'ancien ministre s'était rendu complice d'une série d'écroqueries. « Je préfère la mort à la suspicion... », écrivait-il notamment.

L'expertise médico-légale prati-

quée peu après le décès conduisait à « des constatations effectuées sur le corps de Robert Boulin sont celles habituellement observées dans les asphyxies par submersion ». Une seconde expertise effectuée en 1983 n'infirmerait pas la thèse du suicide, même si les spécialistes ajoutaient prudemment : « Une mort par submersion chez un sujet ayant absorbé du diazépam [valium] reste une hypothèse acceptable mais nullement démontrée par des preuves scientifiques indiscutables ».

Jusqu'à la Cour de cassation

Par cette rigueur toute scientifique, les experts voulaient dénoncer surtout les insuffisances de la première expertise, pratiquée sommairement à une époque où même la famille de M. Boulin était certaine du suicide. Mais, pour certains, c'était une porte ouverte à d'autres thèses.

Ainsi M<sup>me</sup> René Boyer, conseil de M<sup>me</sup> Colette Boulin, veuve du ministre, et de ses enfants, Bernard et Fabienne, reste convaincu que Robert Boulin ne s'est pas suicidé. Selon l'avocat, les lividités cadavériques constatées sur la région dorsale du cadavre prouveraient que le corps se trouvait sur le dos au moment du décès, alors qu'il a été découvert à genoux, penché en avant. L'absence de vase sur les chaussures du ministre étonne l'avocat, qui en déduit que le corps a été jeté à l'eau.

Enfin, le défendeur insiste sur les deux petites fractures constatées au niveau du visage, en contestant la version de l'instruction qui impute ces lésions à des opérations d'embaumement. Ainsi M<sup>me</sup> Boyer estime-t-elle qu'un supplice d'information est indispensable, et, dès vendredi, il indiquait que ses clients feraient appel de l'ordonnance du juge devant la chambre d'accusation et porteraient l'affaire, si nécessaire, jusqu'à la Cour de cassation.

MAURICE PEYROT

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
CHAMPS ÉCONOMIQUES

La guerre civile en Yougoslavie

## Le SPD allemand et l'Internationale socialiste réservés sur l'envoi d'une force d'interposition

BERLIN

de notre correspondant

La proposition franco-allemande d'envoyer en Yougoslavie une force d'interposition européenne a relancé en Allemagne le débat sur la participation éventuelle de troupes allemandes à des forces multinationales de maintien de paix.

L'envoi d'une telle force a été défendu vendredi 20 septembre au Bundestag par les porte-parole des partis chrétiens-démocrates et chrétiens-social de Bavière. Les orateurs du Parti social-démocrate, où la moindre allusion à une participation allemande à toute mission militaire en dehors du territoire de l'OTAN suscite traditionnellement une levée de boucliers, ont réagi au contraire avec méfiance. Ils préfèrent des

sanctions économiques. Les dirigeants de l'Internationale socialiste, réunis vendredi à Berlin, se sont eux aussi prononcés pour l'application de sanctions économiques et un strict embargo sur les armes.

Tout « scénario militaire » entre qu'une opération agréée par tous pour maintenir un cesse-le-feu, a été rejetée. Le leader du SPD fédéral, M. Bodo Woll, qui résumait les discussions, a indiqué qu'une reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie à ce stade serait prématurée.

Il a été appuyé par le président d'honneur des sociaux-démocrates allemands, M. Willy Brandt, dont le parti a appuyé ces derniers mois avec réticence une telle reconnaissance.

H. DE B.

CAMBODGE

## M. Sihanouk annonce la signature du traité de paix pour le 31 octobre

Le prince Norodom Sihanouk a annoncé vendredi 20 septembre que le traité de paix mettant fin à la guerre civile au Cambodge sera signé le 31 octobre. Le premier ministre, M. Hun Sen, a confirmé la date de signature du traité. « Nous avons résolu tous nos problèmes dans le cadre du projet d'accord de paix », a expliqué M. Norodom Sihanouk, lors de son arrivée aux Nations unies où il devait rencontrer le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar. La conférence de paix, qui se déroule sous les auspices conjoints de la France et de l'Indonésie, doit se réunir une nouvelle fois à Paris, à la fin du mois prochain.

Le désaccord de La Haye est « un revers pour la paix », selon le Quai d'Orsay. La réunion du Douze de la CEE, qui n'est pas le lieu d'accord, jeudi 19 septembre à La Haye, sur le principe d'une force européenne de maintien de la paix en Yougoslavie, ne constitue pas « une défaite des Douze, mais un revers pour la paix », a estimé, vendredi 20 septembre, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. Il a également souligné que la réunion du groupe ad hoc prévu le 23 septembre dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale aurait pour objet de « réfléchir aux voies et moyens de donner aux observateurs (de la CEE) dont le nombre et la disposition pourraient être modifiés et augmentés, les moyens d'exercer leur mission : pour ce faire, on pourrait imaginer que des troupes soient envoyées à l'effet d'appuyer la mission des observateurs ».

Après une décision de justice

## Valmet renonce à s'installer sur la technopole bordelaise de Montesquien

BORDEAUX

de notre correspondant

Valmet-automation France, filiale du groupe métallurgique finlandais Valmet, vient de renoncer à s'installer sur la technopole Montesquien, près de Bordeaux. La société avait pourtant annoncé officiellement, le 17 septembre, son intention de construire sur le site une unité de production de 3 000 mètres carrés. Mais, entre-temps, a été rendu public un jugement du tribunal administratif émettant l'arrêt préliminaire autorisant la création de la ZAC.

Depuis bientôt dix ans, une partie des viticulteurs du vignoble des Graves de Bordeaux défend son territoire contre l'implantation de la technopole. La zone n'exerce en réalité jusqu'à présent qu'un attrait limité sur les entreprises de haute technologie. Aussi, l'annonce de la prochaine installation de Valmet-

automation France avait-elle été accueillie chaleureusement par les collectivités locales.

Spécialiste de l'automatisation pour les industries du papier et de la pâte à papier, Valmet a pris pied à Bordeaux en 1989. La société avait l'intention de regrouper une centaine d'emplois à Montesquien et d'en faire sa tête de pont pour l'Europe du sud. Or, le lendemain de l'annonce de l'implantation finlandaise, était diffusé le jugement du tribunal administratif. En fait, la décision d'annulation de la ZAC remonte au 23 juillet dernier, mais ni les viticulteurs ni le conseil général de la Gironde, engagés dans des tractations discrètes au sujet du périmètre de la technopole, n'en avaient souffert, pas plus que l'Administration. Tant et si bien que Valmet-automation France n'a pris connaissance du jugement qu'après l'annonce de son implantation.

GINETTE DE MATHIA

EN BRIEF

Un déplaçable du sida recommandé aux États-Unis pour les patients hospitalisés. - Les services fédéraux de la santé américains ont proposé que les patients hospitalisés aux États-Unis passent un test de dépistage du virus HIV à leur admission. Ce projet de recommandation du centre de contrôle des maladies d'Atlanta a été envoyé, mercredi 18 septembre, aux professionnels de la santé pour commentaires. En cas d'adoption de cette mesure, les tests ne deviendraient pas obligatoires mais seraient proposés systématiquement. Des syndicats médicaux avaient souhaité la mise en place d'une telle mesure après que le centre de contrôle avait récemment décidé d'encourager les personnels de santé les plus exposés à se faire tester. (AFP, UPI).

Traversée de l'Atlantique à la rame : Frédéric Guérin a abandonné. - Le navigateur français Frédéric Guérin, qui était parti le 27 juin de la côte est des États-Unis dans l'intention d'améliorer le record de Gérard d'Aboville (soixante-douze jours), a renoncé, vendredi 20 septembre, à poursuivre sa tentative de traversée de l'Atlantique à la rame. Après quatre-vingt-cinq jours de navigation, il se trouvait à une centaine de miles au sud-ouest de la côte irlandaise et à quelques jours seulement des côtes bretonnes, mais il était handicapé par une douleur au bras à la suite de plusieurs chavirages dus au mauvais temps. Après avoir actionné le signal de détresse de sa balise Argos, il a été recueilli par un hélicoptère de secours irlandais qui l'a conduit à Shannon (Irlande), où il a été hospitalisé. (AFP).

LES CONTES POPULAIRES DE  
**L'EGYPTE ANCIENNE**  
TRADUITS ET COMMENTÉS PAR  
G. MASPERO  
Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.  
**Maisonneuve & Larose**

## L'ESSENTIEL

## DATES

Il y a dix ans, le TGV Paris-Lyon saute le chemin de fer ..... 2

## ÉTRANGER

## La tension dans le Caucase

Le référendum sur l'indépendance de l'Arménie et le voyage de M. Eltsine dans la région ..... 4

## La situation au Yémen

Menaces sur l'unité du pays ..... 6

## POLITIQUE

## Livres politiques

En quête d'attentes partagées, par André Laurens ..... 9

## Réorganisation à l'Élysée

M. Mitterrand va modifier sa stratégie de communication ..... 9

## COMMUNICATION

## Volkswagen assigne Renault en justice

La firme allemande conteste une publicité de la Régie ..... 9

## SOCIÉTÉ

## La lutte contre le tabagisme

Les associations vont multiplier les plaintes contre les fabricants... 10

## CULTURE

## Photographies d'hier et d'aujourd'hui

Atget, Stieglitz, Doisneau, Lartigue... et les nostalgiques de Bernard Plossu ..... 12-13

## Heures locales

• La Venise verte menacée  
• L'aide aux personnes âgées dépendantes • Amiens s'expose  
• Tempête au Cap-d'Agde • La RATP réhabilite la station de métro « Ticket Art » à Lyon • Le grand espoir des petites villes  
• Pour une écologie de la communication ..... 15 à 17

## ÉCONOMIE

## Le groupe Pinault propose de reprendre le Printemps

Une pression supplémentaire pour l'actionnaire suisse Maus ..... 19

## Services

Abonnements ..... 2  
Carnet ..... 18  
Météorologie ..... 18  
Mots croisés ..... 11  
Radio-Télévision ..... 18  
Spectacles ..... 14  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21 septembre 1991 a été tiré à 511 604 exemplaires.

مكتبة من الأصل